

**Quinze ans de réformes en Chine:
Impact sur les perspectives d'émergence de la démocratie**

par Henri-Paul Normandin

**Thèse de maîtrise
en Science politique**

soumise au Professeur Lawrence R. Alschuler

**© Université d'Ottawa
17 juin 1996**



National Library
of Canada

Acquisitions and
Bibliographic Services Branch

395 Wellington Street
Ottawa, Ontario
K1A 0N4

Bibliothèque nationale
du Canada

Direction des acquisitions et
des services bibliographiques

395, rue Wellington
Ottawa (Ontario)
K1A 0N4

Your file *Votre référence*

Our file *Notre référence*

The author has granted an irrevocable non-exclusive licence allowing the National Library of Canada to reproduce, loan, distribute or sell copies of his/her thesis by any means and in any form or format, making this thesis available to interested persons.

L'auteur a accordé une licence irrévocable et non exclusive permettant à la Bibliothèque nationale du Canada de reproduire, prêter, distribuer ou vendre des copies de sa thèse de quelque manière et sous quelque forme que ce soit pour mettre des exemplaires de cette thèse à la disposition des personnes intéressées.

The author retains ownership of the copyright in his/her thesis. Neither the thesis nor substantial extracts from it may be printed or otherwise reproduced without his/her permission.

L'auteur conserve la propriété du droit d'auteur qui protège sa thèse. Ni la thèse ni des extraits substantiels de celle-ci ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans son autorisation.

ISBN 0-612-16449-7

Canada



UNIVERSITÉ D'OTTAWA
UNIVERSITY OF OTTAWA

Résumé

De 1978 à 1995, la Chine a mis en oeuvre un ensemble de réformes qui ont généré des mutations à plusieurs niveaux au sein de la société. Qu'en est-il de l'impact de ces réformes sur les perspectives d'émergence de la démocratie? Pour examiner cette question, nous analysons plus spécifiquement l'impact des réformes sur dix facteurs pouvant entraver ou faciliter l'émergence de la démocratie dans un pays.

D'une part, les réformes ont stimulé une croissance économique phénoménale et amélioré le niveau de développement social et économique. L'ouverture sur le monde a rendu la Chine plus perméable aux influences extérieures. Enfin, les réformes ont plongé le régime dans une crise de légitimité. Ces trois éléments militent en faveur de la démocratie.

Par ailleurs, les réformes ont entraîné un certain relâchement de la domination de l'État sur la société; un embryon de société civile a vu le jour, la culture politique s'est quelque peu ouverte vers des horizons démocratiques, mais un leadership militant en faveur de la démocratie n'a pu se constituer. Les institutions politiques d'un État de type léniniste sont pour l'essentiel demeurées les mêmes. Le rôle politique important du pouvoir militaire n'a pas été modifié de façon significative, et certains conflits ethniques et régionaux perdurent. Ces éléments constituent toujours des obstacles à l'émergence de la démocratie ou, au mieux, des facteurs neutres.

On en conclut donc que les réformes entreprises depuis 1978 ont eu pour effet d'améliorer les perspectives de voir émerger la démocratie en Chine, bien que dans l'ensemble ces perspectives demeurent faibles.

*Fifteen Years of Reform in China:
Impact on the Prospects for the Emergence of Democracy*

- Abstract -

The reforms implemented in China from 1978 to 1995 have had a profound impact at many levels of Chinese society. What about the impact of those reforms on the prospects for democracy? This study specifically examines the impact of reforms on ten factors that can facilitate or obstruct the emergence of democracy in a country.

On the one hand, the reforms in China have generated rapid economic growth and brought about improvements in social and economic development. The opening to the outside world has made China more sensitive to external influence. Reforms have plunged the regime into a crisis of legitimacy. These are three factors facilitating the emergence of democracy.

On the other hand, reforms have somewhat loosened the State's otherwise tight control over society; the nucleus of a civil society has emerged; the political culture is a little more acquainted with democratic ideas and values, but a capable democratic leadership has yet to arise. The political institutions typical of a Leninist state have remained. The army's influence over politics has not been significantly altered, and certain regional and ethnic-based tensions persist. These

factors continue to obstruct the emergence of democracy or, in some cases, may be considered neutral.

The study concludes that the reforms implemented from 1978 to 1995 have improved the prospects for the emergence of democracy in China, although, all in all, the perspectives remain weak over the short to medium-term.

Réconcilier travail, famille et études aux fins de la rédaction de cette thèse n'aurait pas été possible sans l'appui et la compréhension de mon entourage. Au premier plan mon épouse, Carole. Également mon employeur ainsi que mes collègues de travail. Je tiens enfin à remercier le Professeur Lawrence R. Alschuler pour ses précieux conseils, de même que mon ami Michel Tessier.

Table des matières

1. INTRODUCTION	1
<i>Des réformes aux ramifications profondes</i>	1
<i>Un cas d'intérêt académique... et plus</i>	3
<i>Présentation de l'ouvrage</i>	4
2. CE QU'EN PENSENT LES CHERCHEURS	6
2.1 Facteurs clés pour la démocratie	6
2.2 Chine et démocratie	19
3. CADRE CONCEPTUEL	25
3.1 Hypothèse	25
3.2 Quelques définitions	25
3.3 Cadre théorique	27
3.4 Démarche méthodologique	31
3.4.1 Présentation	31
3.4.2 Commentaires	32
4. RÉFORMES ET DÉMOCRATIE:	
DIX FACTEURS À CONSIDÉRER	35
4.1 Légitimité	35
4.1.1 Légitimité et survie des régimes politiques	35
4.1.2 Paradoxes des réformes	37
i) Assise de la légitimité	37
ii) Performance	41
iii) Signes de contestation du régime	43
iv) Sondages sur les opinions de la population	45
4.1.3 L'étoile pâlit	48
4.2. Leadership politique	50
4.2.1 Pas de démocratie sans démocrates	50
4.2.2 Où sont les leaders démocrates?	50
4.2.3 Une communauté éparse	55
4.3. Culture politique	56
4.3.1 Croyances et valeurs	56
4.3.2 Confucianisme, communisme et réformes	56
4.3.3 L'ouverture	64

4.4. Structure sociale et développement socio-économique	65
4.4.1 Développement et démocratie: le lien	65
4.4.2 Les réformes: le vrai bond en avant	67
4.5. Mouvements associatifs	75
4.5.1 Le civil et le politique	75
4.5.2 Des associations, version chinoise et post-communiste	76
4.5.3 Émergence	81
4.6. Relations État-société	82
4.6.1 L'équilibre souhaitable	82
4.6.2 Les diverses dimensions de la relation	82
i) Contrôle de l'État sur l'économie	82
ii) Contrôle de l'État sur la société	86
iii) Contrôle politique	91
4.6.3 Relâchement	95
4.7. Institutions politiques	97
4.7.1 Institutions et démocratie	97
4.7.2 Apparences et réalités	97
4.7.3 Continuité	104
4.8. Conflits ethniques et régionaux	105
4.8.1 Des mines dans le champs de la démocratie	105
4.8.2 Le pays où tout est relatif	105
4.8.3 Tensions stables!	110
4.9. Pouvoir militaire	112
4.9.1 La tentation du pouvoir	112
4.9.2 Le Parti et l'armée	113
4.9.3 Continuité	120
4.10. Facteurs internationaux	121
4.10.1 Influences	121
4.10.2 L'ouverture et ses conséquences	122
4.10.3 La fin de l'isolement	128

5. LE LEGS DES RÉFORMES	129
6. CONCLUSION	132
<i>De la méthode...</i>	132
<i>... et des autres approches théoriques</i>	134
<i>La boule de cristal embrumée</i>	136
<i>Perspectives de la démocratie et démocratie en perspective</i>	138
BIBLIOGRAPHIE	141

Liste des tableaux

Tableau 1: 18.1

Les facteurs favorables et défavorables à la démocratie:

Résumé de quelques ouvrages

Tableau 2: 31.1

Valeurs et cotes attribuées aux facteurs

Tableau 3: 129.1

Impact des réformes 1978-1995 sur dix facteurs pertinents à l'émergence

de la démocratie: *Sommaire*

Tableau 4: 135.1

Aperçu de ce qu'auraient pu être les résultats en utilisant un cadre théorique

élaboré à partir de l'ouvrage de Huntington

Tableau 5: 135.2

Aperçu de ce qu'auraient pu être les résultats en utilisant un cadre théorique

élaboré à partir de l'ouvrage de Hadenius

1. INTRODUCTION

Des réformes aux ramifications profondes

En 1978, la Chine effectuait un virage majeur dans ses politiques de développement en décidant de réformer son agriculture et en posant les premiers jalons de l'ouverture de son économie sur le monde extérieur. A partir de là s'enchaînèrent graduellement toute une série de réformes devant transformer de façon substantielle l'économie chinoise. L'objectif recherché est maintenant décrit comme étant la mise en place d'une "économie socialiste de marché".

Les ambitions réformistes du Parti communiste chinois (PCC) ne comprennent pas de programme significatif de réforme du système politique digne de ce nom. Essentiellement, le PCC et l'État qu'il dirige se sont fixés comme objectif la transformation de l'économie chinoise sans pour autant modifier la nature du système politique. On en appelle à quelques changements et à une rationalisation des institutions, mais on n'entend pas pour autant libéraliser le système. Les quelques ajustements prônés doivent se faire à l'intérieur des paramètres d'un état de type léniniste.

Malgré cela, on constate que l'ensemble des réformes en cours ont des ramifications profondes sur la société chinoise qui vont bien au-delà de la seule sphère économique.

Qu'en est-il de l'impact de ces réformes sur la démocratie¹ ou, plus spécifiquement, sur les perspectives d'émergence de la démocratie en Chine? C'est ce que nous étudierons dans le cadre de cette thèse.

Faisons tout de suite le constat qui suit: la Chine n'était pas une démocratie en 1978; elle n'est toujours pas une démocratie en 1995. Est-ce à dire que le sujet est épuisé? Pas du tout. Une quinzaine d'années de réformes ont généré, et continuent de générer des mutations à plusieurs niveaux au sein de la société chinoise. Et ces mutations pourraient elles-mêmes être porteuses de transformations ultérieures au plan politique. Ces transformations pourraient évidemment prendre diverses directions: nouvelle forme d'autoritarisme ou de totalitarisme, dictature militaire, démocratie, ou même le chaos et la guerre civile! Parmi celles-ci, c'est la possibilité d'émergence de la démocratie qui retient notre intérêt.

La démocratie résulte rarement d'une simple décision politique; elle émerge plutôt, suivant diverses voies, de l'aboutissement de transformations sociales, économiques et politiques complexes.² Ainsi, un ensemble de facteurs complexes et parfois interdépendants entrent en jeu et influent sur les possibilités d'émergence de la démocratie. Que sait-on, au juste, de ces facteurs qui facilitent ou entravent ce processus? C'est ce que nous examinerons un peu plus loin, dans le Chapitre 2. Une fois que nous aurons identifié ces facteurs, cela ouvrira la voie à ce qui

¹ La "démocratie" à laquelle nous faisons référence ici est la démocratie "formelle". Voir la définition à la Section 3.2.

² "Democratization is no longer considered a linear process, as it has been in prior research based on theories of modernization. Nor is it considered a rational process". SHIN, Doh Chull, "On the Third Wave of Democratization: A Synthesis and Evaluation of Recent Theory and Research", *World Politics*, XLVII:10, 1994, p. 143.

constituera le coeur de notre recherche: l'impact des réformes en Chine sur les facteurs pertinents à l'émergence de la démocratie.

Un cas d'intérêt académique... et plus

Le problème politique intérieur en Chine, incluant celui d'une éventuelle démocratisation, est posé par l'ensemble des réformes en cours ainsi que par la contestation du régime qui se manifeste de diverses façons. Le sujet présente donc non seulement un intérêt académique mais, est-il nécessaire de le mentionner, il est aussi d'importance pour les conditions de vie de plus d'un milliard de personnes.

Du point de vue des relations internationales, les rapports entre la Chine et le monde occidental sont façonnés en bonne partie par l'évolution de la situation politique intérieure de ce pays, plus spécifiquement par le fait que le régime en place est non démocratique et s'adonne à des violations des droits fondamentaux de la personne. Sans porter de jugement sur le bien-fondé d'une telle situation, les pays occidentaux conditionnent en partie leur politique envers la Chine en fonction de la "performance" de ce pays en matière de démocratie et droits de la personne.

L'évolution politique de la Chine est aussi d'un grand intérêt sur le plan géopolitique. En effet, si la Chine se retrouvait en situation de désordre interne suite à une crise politique profonde, les conséquences au niveau des flux économiques et démographiques qui s'ensuivraient, voire les affrontements militaires, pourraient déborder sur les pays voisins et déstabiliser la région asiatique.

Enfin, à l'heure où bon nombre de pays, dont plusieurs anciens pays communistes, tentent des transitions souvent très pénibles vers l'économie de marché et la démocratie, l'approche suivie par la Chine pourrait également représenter un cas d'intérêt. Tant les chercheurs que les responsables politiques et les militants pour la démocratie pourraient tirer des points de vue intéressants de l'expérience chinoise.

Notre recherche permettra principalement de jeter un éclairage sur la problématique de l'émergence de la démocratie en Chine. Elle pourra également inspirer une réflexion sur d'autres cas de pays à régime totalitaire ou autoritaire engagés dans un processus de réformes.

Présentation de l'ouvrage

Le présent ouvrage s'ouvrira avec le Chapitre 2 sur une revue de la littérature traitant de deux sujets: tout d'abord les ouvrages à caractère théorique relatifs aux facteurs qui influent sur les possibilités d'émergence de la démocratie; et ensuite la littérature portant spécifiquement sur la question de la démocratie en Chine. Suivra, dans le Chapitre 3, une présentation du cadre conceptuel de la recherche: hypothèse, définitions, cadre théorique, méthodologie.

Le coeur de l'ouvrage consistera évidemment à vérifier l'hypothèse en analysant des données à la lumière du cadre théorique: ce sera le Chapitre 4. Une synthèse présentée au Chapitre 5 nous permettra de résumer cette analyse et de tirer une conclusion quant à la validité de l'hypothèse, le tout accompagné d'un tableau sommaire illustrant l'essentiel de ce que nous aurons réalisé et démontré.

Enfin, en conclusion au Chapitre 6, nous formulerons certains commentaires quant à la valeur explicative de notre recherche. Nous tenterons également de dégager de nouvelles pistes de recherche.

2. CE QU'EN PENSENT LES CHERCHEURS

2.1 FACTEURS CLÉS POUR LA DÉMOCRATIE

La recherche sur la démocratie a été marquée par deux grands courants de pensée. Tout d'abord, la "théorie de la modernisation", élaborée notamment à la fin des années cinquante et au cours des années soixante.¹ Son argument central était que le développement économique suscite une transformation de la société menant à son tour à des changements politiques en faveur de la démocratie. L'industrialisation allait en effet accroître la richesse, améliorer l'éducation, les communications, le niveau d'égalité, ainsi que le développement d'une classe ouvrière et surtout une plus large classe moyenne modérée ayant intérêt à la stabilité démocratique. La théorie a perdu de son lustre vers la fin des années soixante face à la réalité, la démocratie ne faisant pas de gains majeurs malgré certains progrès en matière de développement.²

L'autre grand courant de pensée a été la "théorie de la dépendance" qui divisait le monde entre le centre (les grands pays capitalistes avancés) et la périphérie (les pays en voie de développement). La thèse principale de cette théorie veut que le sous-développement résulte notamment de la domination des pays du centre sur ceux de la périphérie. Sur le plan politique, cette domination

¹ L'un des auteurs qui est le plus identifié à cette théorie est Seymour Martin LIPSET, "Some Social Requisites of Democracy: Economic Development and Political Legitimacy", The American Political Science Review, No.53, 1959, 69-105.

² L'un des premiers à mettre en doute la thèse centrale de cette théorie a été Samuel HUNTINGTON dans Political Order in Changing Societies, New Haven, Yale University Press, 1968. Robert DAHL a suivi avec Polyarchy: Participation and Opposition, New Haven, Yale University Press, 1971.

favorise des formes de gouvernement antidémocratique au sein des pays en voie de développement. La théorie a connu son apogée pendant les années soixante-dix et au début des années quatre-vingt.¹

Deux traditions méthodologiques ont également coexisté en matière de recherche sur la démocratie. D'une part les recherches quantitatives recoupant de très larges échantillonnages de pays; d'autre part les études de cas sur une base comparative et historique.

Nous allons porter ici une attention plus particulière à quelques recherches récentes, effectuées dans le contexte de la plus récente vague de démocratisation. Depuis 1972, en effet, de nombreux pays ont effectué une transition d'un régime politique non démocratique à un régime démocratique : selon la manière de définir et d'évaluer la démocratie, entre trente et soixante pays ont vécu cette transition. La période que nous traversons présentement, entend-on souvent dire, est la "troisième vague" de démocratisation.

La recherche sur la démocratie ainsi que sur la troisième vague touche de nombreux thèmes :

- ♦ Les définitions de la démocratie.
- ♦ Les façons de mesurer ou évaluer la démocratie.
- ♦ Les facteurs qui expliquent la démocratie : son émergence, sa consolidation, son maintien et son effondrement.

¹ On compte parmi les auteurs les plus identifiés à cette théorie: Andre Gunder FRANK, Capitalism and Underdevelopment in Latin America: Historical Studies of Chile and Brazil, New York, Modern Reader Paperbacks, 1969; ainsi que Immanuel WALLERSTEIN, The Modern World System: Capitalist Agriculture and the Origins of the European World Economy in the Sixteenth Century, New York, Academic Press, 1974.

- Les processus de transition.
- Les fondements constitutionnels et institutionnels de la démocratie.
- Les conséquences de la démocratisation (surtout en matière de développement).

Aux fins de notre recherche, nous nous intéressons spécifiquement aux facteurs entrant en jeu dans l'*émergence* de la démocratie. Il existe, bien entendu, un chevauchement important entre les facteurs susceptibles d'expliquer les différentes étapes de la démocratie: émergence, consolidation, maintien, effondrement et remise sur pieds. Malheureusement pour nous, les chercheurs ne font pas toujours une distinction très nette à ce niveau.

Dans un article faisant une synthèse et évaluation des récentes recherches et théories sur la démocratisation¹, Doh Chull Shin affirme que les chercheurs ont abandonné l'idée d'identifier des "conditions nécessaires et suffisantes" à la démocratie; ils cherchent plutôt, par différents moyens, à circonscrire les "facteurs ou conditions favorables et défavorables" à la démocratie.

Shin présente sommairement certaines des propositions générales formulées dans ces recherches:²

1. Les conditions préalables à l'émergence de la démocratie sont peu nombreuses.
2. Aucun facteur n'est à lui seul suffisant ou nécessaire pour que la démocratie voit le jour.

¹ SHIN, Doh Chull, "On the Third Wave of Democratization: A Synthesis and Evaluation of Recent Theory and Research", *World Politics*, XLVII:10, 1994, p. 135-170.

² Shin s'inspire ici de plusieurs auteurs: Larry Diamond, Samuel Huntington, Guillermo O'Donnell, ainsi que Karl et Philippe Schmitter.

3. L'émergence de la démocratie dans un pays est le résultat d'une combinaison de causes.
4. Les causes favorisant l'émergence de la démocratie ne sont pas les mêmes que celles qui en permettent la consolidation.
5. Les causes favorisant la transition et consolidation démocratique varient d'un pays à l'autre.
6. Ce ne sont pas les mêmes causes qui sont à l'origine des différentes vagues de démocratisation.

Examinons maintenant de plus près quelques ouvrages importants publiés au cours de la dernière décennie.

Diamond, Linz et Lipset appuyés de nombreux auteurs ont réalisé une étude majeure, Democracy in Developing Countries,¹ visant à identifier ce qui fait en sorte que des pays évoluent (ou non), consolident, abolissent ou remettent sur pieds divers systèmes de gouvernement démocratique. Vingt-six cas de pays en voie de développement ont été étudiés. Dans chaque cas, un auteur spécialiste du pays en question a passé en revue l'histoire de ce pays pour expliquer son cheminement politique d'ensemble, mettant un accent particulier sur la période de 1945 à 1989.

¹ Larry DIAMOND, Juan J. LINZ, et Seymour Martin LIPSET (sous la dir. de), Democracy in Developing Countries, vol. 2 Africa, vol.3 Asia, vol.4 Latin America, Boulder (Colorado), Lynne Rienner Publishers, 1988 et 1989. Un ouvrage plus sommaire a été publié l'année suivante: Larry DIAMOND, Juan J. LINZ, et Seymour Martin LIPSET (sous la dir. de), Politics in Developing Countries: Comparing Experiences with Democracy, Boulder (Colorado), Rienner, 1990. C'est à ce dernier ouvrage que nous allons faire référence tout au long de la thèse.

Au terme de cette analyse, chaque auteur était appelé à porter un jugement théorique sommaire sur les facteurs qui ont été les plus importants en matière de succès ou d'échec de la démocratie.

Et tirant une conclusion à partir de l'ensemble des ces études de cas, Diamond *et al.* ont dégagé une liste de dix facteurs pouvant faciliter ou entraver l'émergence de la démocratie dans un pays, dépendant de la façon dont ils s'y manifestent.

Premier facteur, la légitimité et la performance. Les régimes dont la légitimité ne repose pas sur des bases solides (comme celles que procure la démocratie) doivent compter sur leur performance pour assurer leur survie, ce qui en fait des régimes vulnérables qui risquent de s'effondrer en période de bouleversements économiques et sociaux. Ensuite, le leadership politique. En effet, les facteurs structurels ne sont jamais entièrement déterminants. La démocratie ne peut voir le jour qu'en présence de dirigeants politiques qui y croient et qui possèdent les compétences nécessaires pour en favoriser l'émergence. Troisièmement, la culture politique. Quatrièmement, la structure sociale et le développement socio-économique. Les progrès sociaux et économiques (urbanisation, alphabétisation et éducation, industrialisation, communications) ont pour effets d'élargir la conscience politique, d'accroître les attentes politiques et d'augmenter la participation à la vie politique. Les inégalités sociales, quant à elles, sont un terrain peu propice à la démocratie.

Cinquièmement, pour que la démocratie puisse se développer il est important que les mouvements associatifs soient vigoureux, qu'une société civile pluraliste, autonome et bien organisée se manifeste. Un sixième facteur, les relations entre l'État et la société: pour que la démocratie soit viable il faut maintenir un certain équilibre dans les rapports entre les deux. En

septième lieu, les institutions politiques. Les structures constitutionnelles et les systèmes de parti contribuent largement à façonner la capacité des régimes démocratiques à résoudre les conflits.

L'autonomie et la rigueur du pouvoir judiciaire ont également leur importance.

Les conflits ethniques et régionaux constituent un huitième facteur à considérer. En effet, l'insécurité ethnique, les conflits violents et les mouvements sécessionnistes peuvent faire entrave à la démocratie. Neuvièmement: l'armée constitue une force à ne pas négliger. C'est souvent à l'occasion de crises politiques ou économiques que l'armée intervient. Si l'armée s'est immiscée à plusieurs reprises dans la vie politique au fil des décennies, le risque qu'elle intervienne de nouveau dans les années à venir est beaucoup plus grand. Et enfin, les facteurs internationaux, tels les contraintes économiques, les menaces à la sécurité, les pressions politiques internationales influent également sur les perspectives de démocratisation.

L'étude de Diamond *et al.*, élaborée à partir des études de cas, est évidemment très fouillée.

L'échantillonnage nous apparaît très représentatif, quoiqu'il aurait pu être intéressant d'inclure des pays sans expérience de la démocratie ou de peu d'espoir d'ouverture et de libéralisation, dont des pays communistes.¹ Les études de cas réalisées par les divers auteurs manquent un peu d'homogénéité; elles ne sont d'ailleurs pas vraiment effectuées sur une base comparative. L'étude ne se prétend d'ailleurs pas une théorie complète sur la démocratie. Malgré tout, cet ouvrage nous fournit, à partir d'une recherche approfondie, une liste de facteurs pouvant constituer une grille d'analyse très pertinente et utile sur l'ensemble du phénomène de la démocratie, incluant la problématique de son émergence.

¹ Nous reviendrons sur cette question à la Section 3.3.

Huntington, dans son plus récent ouvrage The Third Wave: Democratization in the Late Twentieth Century¹, a relevé trois vagues historique de démocratisation, c'est à dire des périodes où de nombreux pays ont effectué des transitions vers la démocratie: 1828-1926, 1943-1962, et 1972 à aujourd'hui. Il y a également eu deux vagues de ressac entre ces vagues de démocratisation. Selon Huntington, cinq facteurs ont contribué à la plus récente vague de démocratisation.

Premièrement, les problèmes de légitimité. Dans un monde où les valeurs démocratiques sont largement acceptées, la légitimité des régimes autoritaires dépend beaucoup de leur performance. Or cette performance - et la légitimité qui y correspond - a été sérieusement entachée par les défaites militaires, par les échecs économiques répétés ainsi que par les chocs pétroliers des années 1973-1974 et 1978-1979.

Deuxièmement, le développement économique. La croissance des années 1960 a eu pour effets d'améliorer le niveau de vie, d'accroître le niveau d'éducation et d'élargir la classe moyenne dans bon nombre de pays. Les facteurs économiques ont eu des répercussions importantes sur la démocratie (le développement économique est à la base des régimes démocratiques) mais pas nécessairement déterminantes. Huntington met de l'avant la notion de "zone de transition politique": bon nombre des pays qui se sont démocratisés au cours de la troisième vague étaient en effet des pays à revenu moyen (PNB *per capita* de 500 à 1,000 dollars américains). Son raisonnement le mène à la conclusion suivante : au cours de la troisième vague de démocratisation, la formule la plus favorable à la transition d'un régime autoritaire à un

¹ Samuel P. HUNTINGTON, The Third Wave: Democratization in the Late Twentieth Century, Norman (Oklahoma), University of Oklahoma Press, 1991.

gouvernement démocratique est un niveau élevé de développement économique combiné à un échec ou à une crise économique de courte durée.

Troisièmement, l'Église catholique. Les changements survenus dans les doctrines et les activités de l'Église catholique, mis en évidence par le concile Vatican II des années 1963-1965, ont eu pour effet de transformer le rôle des églises nationales : au lieu de se contenter de défendre l'ordre établi, les églises nationales ont entrepris de lutter contre l'autoritarisme et de réclamer des réformes sociales, économiques et politiques. Ensuite, la politique des acteurs internationaux a été modifiée. Ainsi, à la fin des années 1960, la Communauté européenne a ouvert ses portes à de nouveaux membres; à partir de 1974, les États-Unis ont orienté leurs efforts vers la promotion des droits de la personne et de la démocratie dans les autres pays; et à la fin des années 1980, Gorbatchev a modifié radicalement la politique de son pays eu égard à l'empire soviétique. Et dernièrement, l'effet "boule-de-neige". En effet, grâce aux nouveaux moyens de communication internationale, les premières transitions vers la démocratie ont servi de modèles et ont incité d'autres pays à faire des efforts pour modifier leur régime.

Enfin, Huntington rappelle que les conditions examinées ci-dessus ne suffisent pas à faire naître la démocratie; encore faut-il qu'il y ait des dirigeants politiques désireux d'instaurer un régime démocratique: "Economic development makes democracy possible; political leadership makes it real".¹

L'ouvrage de Huntington, qui se penche également sur d'autres questions telles les formules de transition, est certes très fouillé et impressionnant. Il jette un regard sur tous les pays depuis le

¹ Samuel P. HUNTINGTON, The Third Wave..., p. 316.

dix-neuvième siècle. L'ouvrage constitue un apport majeur à la littérature comparable à celui de Dahl. Polyarchy, publié vingt ans plus tôt.¹ Une critique qu'on pourrait émettre est que l'ouvrage ne nous fournit pas une analyse aussi riche et précise des *obstacles* à l'émergence de la démocratie que des *causes* de celle-ci. Huntington n'aborde en fait que très sommairement les facteurs qui ont contribué aux deux vagues de ressac² et spécule brièvement sur les causes potentielles d'une éventuelle troisième vague de ressac.³ Il brosse un tableau plus élaboré des obstacles à la poursuite de la troisième vague de démocratisation, mais ce faisant il regroupe toute une série d'éléments en trois grandes catégories relevant du politique, de l'économique et du culturel; le tout se prête difficilement à la synthèse. Et, fin, soulignons que deux facteurs sur cinq identifiés comme des causes de la troisième vague relèvent de l'influence internationale, soit la politique des acteurs internationaux et l'effet "boule-de-neige": ceci nous apparaît très élevé.

Hadenius, dans Democracy and Development⁴, a eu recours aux analyses statistiques afin de cerner les principales variables permettant d'expliquer le niveau de démocratie d'un pays. Il s'est attardé à brosser un tableau indiquant le niveau de démocratie dans presque tous les pays du monde en 1988, et a comparé et analysé les données portant sur diverses variables calculant ainsi les corrélations avec la démocratie.

Hadenius a ainsi fait ressortir l'existence d'une corrélation positive entre les facteurs suivants et la démocratie. Tout d'abord, le développement économique et social. Ce facteur est important, mais

¹ Robert A. Dahl, Polyarchy, New Haven, Yale University Press, 1971.

² Samuel P. HUNTINGTON, The Third Wave..., p. 290-292.

³ Ibid., p. 292-294.

⁴ Axel HADENIUS, Democracy and Development, Cambridge (G.B.), Cambridge University Press, 1992.

il est loin d'être déterminant. En fait, les éléments clés expliquant cette corrélation semblent être l'éducation et l'alphabétisation générées par le développement. Deuxièmement, des relations économiques internationales diversifiées. Les investissements et le commerce international, surtout avec d'autres pays démocratiques, favorisent la démocratie.¹ En troisième lieu, le capitalisme. Ici, le lien avec la démocratie découle principalement du fait que le régime capitaliste accorde davantage d'autonomie à la société civile et que cette autonomie se traduit par une plus grande liberté politique. Toutefois, le facteur "capitalisme" semble jouer un rôle moins déterminant que d'autres variables socio-économiques, notamment celles mentionnées plus tôt. Et quatrièmement, la religion: une corrélation positive existe dans le cas de la chrétienté.

Hadenius a d'autre part constaté l'existence d'une corrélation négative entre les deux facteurs suivants et la démocratie. Tout d'abord, les clivages sociaux: divisions ethniques, linguistiques et religieuses. Et ensuite, la taille de l'armée, quoique ce facteur joue un rôle relativement secondaire dans le tableau d'ensemble.

Enfin, Hadenius n'a trouvé aucune corrélation importante entre la démocratie et les quatre facteurs suivants : la taille du pays; la taille du secteur public; l'histoire coloniale; la répartition de la richesse. Ces deux dernières constatations, à savoir qu'il n'existe pas de corrélation entre l'histoire coloniale et la répartition des richesses d'une part, et la démocratie d'autre part, ont tendance à contredire une bonne partie de la littérature.

¹ Hadenius estime que cette conclusion va à l'encontre de ce qu'avance la théorie de la dépendance sur le sujet des relations économiques extérieures et la démocratie: Axel HADENIUS, Democracy and Development, p. 97.

En ce qui concerne les "conditions préalables" à la démocratie, Hadenius dégage les conclusions suivantes:¹

1. Pris isolément, aucun facteur n'est déterminant.
2. Les variables examinées ci-dessus expliquent environ 60 % des variations dans le niveau de démocratie.
3. Les 40 % restants seraient donc attribuables à d'autres facteurs (non identifiés) qui pourraient relever soit des structures soit du comportement des acteurs.

L'étude statistique de Hadenius présente l'avantage de mettre à l'épreuve certaines propositions formulées par diverses théories, et ici il s'agissait notamment de certaines propositions mises de l'avant par les théories de la modernisation et de la dépendance. Mais comme le souligne Hadenius lui-même, la fiabilité et les conclusions qu'on peut dégager des études statistiques sont toutefois sujet à caution, surtout lorsque les données sont complexes et difficiles à comparer. L'analyse des liens de causalité est parfois problématique: Hadenius n'écarte pas, par exemple, la possibilité d'un lien de causalité inverse entre capitalisme et développement.

Rueschemeyer, Stephens et Stephens dans Capitalist Development and Democracy² ont justement cherché une explication à la corrélation, maintes fois relevée par les études quantitatives telles que celle de Hadenius, entre niveau de développement et capitalisme d'une part, et démocratie d'autre part. Selon eux, en effet, le lien de causalité expliquant cette

¹. Axel HADENIUS, Democracy and Development, p. 146.

². Dietrich RUESCHEMEYER, Evelyn HUBER STEPHENS, et John D. STEPHENS, Capitalist Development and Democracy, Chicago, University of Chicago Press, 1992.

corrélation n'a pas été exploré de façon satisfaisante. Passant en revue la littérature, les auteurs ont identifié une contradiction importante entre les conclusions qui se dégagent des deux traditions méthodologiques. D'une part, les études quantitatives qui ont démontré la corrélation positive entre développement et démocratie ont tendance à être optimistes quant aux perspectives démocratiques non seulement des pays capitalistes avancés mais aussi des pays en voie de développement. D'autre part, les études comparatives historiques tendent à identifier l'émergence de la démocratie avec un ensemble de conditions historiques prévalant au début de l'ère capitaliste, conditions qui ont aujourd'hui changées.¹ Ces études sont beaucoup plus pessimistes quant aux perspectives démocratiques pour les pays en développement dans le contexte actuel.

Le défi que se sont donnés les auteurs a été de "réconcilier" les approches méthodologiques et les différences de fonds auxquelles elles mènent. L'étude s'est attaquée au lien entre capitalisme et démocratie en examinant plus spécifiquement les transformations de la société qui sont survenues avec le développement de type capitaliste. Pour ce faire, les auteurs ont utilisé la méthode de l'analyse historique comparative et l'induction analytique, en utilisant des cas de l'Europe et des Amériques.

Pour Rueschemeyer *et al.*, c'est dans les relations de pouvoir qu'il faut chercher l'explication. Les auteurs analysent trois types de relations de pouvoir: premièrement, et c'est là le plus important, la balance de pouvoir entre classes et coalitions de classe; deuxièmement la relation entre l'appareil d'État et la société civile; et enfin, l'impact des relations de pouvoir transnationales sur les deux premiers types de relations. Et leur explication clé est la suivante: l'industrialisation de

¹ Il s'agit notamment de changements dans le rôle de l'État, les rapports entre classes sociales et l'environnement international.

type capitaliste a transformé la société et accru le pouvoir des classes subalternes (notamment la classe ouvrière) aux dépens de la classe dominante, de telle manière qu'il est devenu difficile avec le temps de les exclure de la participation politique. En effet, le capitalisme rassemble les classes subalternes dans les villes et usines; il accroît également l'accès à des moyens de communication et transport, et le tout facilite le rassemblement et l'organisation de ces classes. Ce ne sont donc pas le marché capitaliste ou les capitalistes eux-mêmes qui ont fait avancer la cause de la démocratie, mais plutôt les contradictions du capitalisme.

L'ouvrage de Rueschemeyer *et al.* jette un éclairage très intéressant, voire convaincant sur la dynamique du développement capitaliste eu égard à la démocratie. Après tout, les relations de pouvoir ne sont-elles pas au coeur même de la politique? Une limite à l'utilité de l'ouvrage s'impose toutefois rapidement: en effet, il n'est que de peu d'utilité pour l'examen des pays qui n'ont pas un développement de type capitaliste, tout particulièrement pour les pays communistes. A moins qu'on ne soit prêts à conclure que seul le capitalisme peut offrir un salut à la démocratie! Les auteurs eux-mêmes ne sont pas prêts à franchir ce pas.¹

Ces nombreuses études se rejoignent en plusieurs points, mais présentent aussi certaines divergences quant à l'identification des facteurs clés ainsi qu'à leur impact sur l'émergence de la démocratie. Le tableau 1 présente un sommaire de certains des ouvrages discutés ci-dessus.²

Une chose est claire: la science politique ne nous fournit pas encore une théorie complète, vérifiée empiriquement et largement acceptée pour expliquer et prédire le phénomène de la

^{1.} Voir en particulier les commentaires forts intéressants dans leur conclusion, p. 294-302.

^{2.} Le tableau n'inclut pas l'ouvrage de Rueschemeyer, car nous avons établi qu'il n'est pas pertinent pour l'étude d'un pays communiste comme la Chine.

TABLEAU 1

LES FACTEURS FAVORABLES ET DÉFAVORABLES À LA DÉMOCRATIE:

TABLEAU RÉSUMÉ DE QUELQUES OUVRAGES

Principales conclusions de la revue de Shin:

- Les conditions préalables à l'émergence de la démocratie sont peu nombreuses.
- Aucun facteur n'est à lui seul suffisant ou nécessaire à l'émergence de la démocratie.
- L'émergence de la démocratie dans un pays est le résultat d'une combinaison de causes.
- Les causes favorisant l'émergence de la démocratie ne sont pas les mêmes que celles qui en permettent la consolidation.
- Les causes favorisant l'émergence et la consolidation de la démocratie varient d'un pays à l'autre.
- Ce ne sont pas les mêmes causes qui sont à l'origine des différentes vagues de démocratisation.

HUNTINGTON	DIAMOND <i>et al.</i>	HADENIUS
Variables jouant un rôle important dans l'avènement de la démocratie	Facteurs favorables ou défavorables au développement de la démocratie	Corrélation entre les variables (facteurs) et la démocratie
1. Problèmes de légitimité 2. Croissance économique 3. Église catholique 4. Politiques des acteurs extérieurs 5. Effet "boule de neige"	1. Légitimité et performance 2. Leadership politique 3. Culture politique 4. Structure sociale et développement socio-économique 5. Mouvements associatifs 6. Relations État-société 7. Institutions politiques 8. Conflits ethniques et régionaux 9. Pouvoir militaire 10. Facteurs internationaux	Corrélation positive : 1. Développement social et économique 2. Relations économiques internationales diversifiées 3. Capitalisme 4. Religion Corrélation négative : 1. Clivages sociaux 2. Armée

démocratisation. Compte tenu de la complexité de la question, il est permis de se demander si une telle théorie verra jamais le jour! Ceci dit, on retrouve néanmoins dans la littérature des éléments nous permettant d'élaborer des cadres analytiques utiles pour examiner le phénomène de l'émergence de la démocratie et y jeter un certain éclairage.

2.2 CHINE ET DÉMOCRATIE

La notion de "démocratie" peut constituer en soi l'objet de débats théoriques et d'analyses offrant diverses perspectives. Les chinois eux-mêmes, qu'il s'agisse de gens au pouvoir, de réformistes, d'intellectuels ou de militants, entretiennent diverses conceptions de la démocratie, conceptions qui peuvent différer en partie des courants de pensée du monde occidental. Une partie de la littérature s'est ainsi appliquée à discuter de la notion même de "démocratie" dans le contexte chinois.¹

Indépendamment des nuances parfois importantes qu'ils peuvent entretenir à ce sujet, de nombreux auteurs et analystes se sont penchés sur les perspectives de démocratisation en Chine, étudiant tantôt les forces à l'oeuvre dans le contexte actuel, tantôt les divers modèles de transition, ou enfin les probabilités d'une telle transition.

Dans cette dernière catégorie d'études, on compte notamment le rapport récent de ce qu'on a appelé "l'équipe B" du Pentagone: un groupe d'un vingtaine d'experts à qui on a demandé d'élaborer des scénarios plausibles concernant l'évolution politique à court terme de la Chine (5 à

¹ Par exemple, Andrew J. NATHAN, "Tiananmen and the cosmos: What Chinese democrats mean by democracy", New Republic, CCV:5, 29 juillet 1991, p. 31-36.

7 ans). Seulement 20% des membres du groupe ont misé sur la probabilité d'une libéralisation ou démocratisation de la Chine pendant cette période.¹

Andrew Nathan, l'un des auteurs les plus prolifiques sur la question de la démocratie en Chine, estime que tant les succès que les échecs des réformes génèrent les forces de la démocratisation.² On constate en particulier l'émergence d'une classe moyenne ainsi qu'une crise de légitimité. Le niveau de développement atteint par la Chine ainsi que la culture ne constituent pas des obstacles à une démocratisation. De plus, il est probable que des factions au sein du régime se fassent les promoteurs de la démocratie de façon à améliorer leur position vis-à-vis d'autres factions. Pour Nathan, "Strong forces are pushing toward change of a democratizing type. Timing is a secondary issue. The main question is whether change will be carried out from the bottom up or from the top down."³ Et à cette question, il répond que le changement se fera du sommet vers la base. En effet, il n'y a pas de leadership alternatif à celui qui se trouve au pouvoir, l'opposition étant très modérée; or le PCC possède une élite persistante qui a confiance en elle, incluant une faction réformiste qui est en bonne position pour pousser vers une démocratisation. Enfin, la culture politique se prête à une telle approche. Il est probable qu'une évolution vers la démocratie se fasse à partir des institutions actuelles, incluant le Parti; ceci n'est pas mauvais en soi si on considère les risques et conséquence graves que pourrait entraîner un effondrement total

¹ R. MORSE, "Broken China? A Preview of the Clinton Pentagon's troubling 'Team B' report due out in early 1995", The International Economy, Janvier-Février 1995, p. 30-32.

² Andrew J. NATHAN, "China's Path from Communism", Journal of Democracy, IV:2, Avril 1993, p.30-42. Aussi: Andrew J. NATHAN, China's Crisis: Dilemmas of Reform and Prospects for Democracy, New-York, Columbia University Press, 1990.

³ Andrew NATHAN, "China's Path from Communism", p.37.

des institutions. Il est également possible qu'au début la démocratie chinoise soit en fait un régime hybride incluant à la fois des éléments de démocratie et d'autoritarisme. Nathan conclut:

China is likely to find its own path to democracy, propelled more by internal dynamics than by the attraction of foreign models... China has already advanced quite far along the path from communism. Its progress toward democracy may continue on a gradual course, unmarked by decisive moments of rupture.¹

Gordon White a examiné de près l'impact politique des réformes, particulièrement des réformes économiques, ainsi que leur implication pour l'avenir.² Il démontre que la société est devenue plus complexe, différenciée, et désireuse de s'affirmer. Un changement dans les rapports de force entre l'État et la société a ouvert la voie à de nouvelles formes de participation, d'organisations sociales et économiques, et généré des frictions plus fréquentes entre le Parti-État et la société. Le PCC, son idéologie, de même que son autorité et leadership sont plus affaiblis et discrédités que jamais. On a assisté à une certaine diffusion du pouvoir du Parti-État vers la société civile ainsi que du centre vers les régions, ce qui permet à une forme de pluralisme informel³ d'émerger. Enfin, les contradictions entre les anciennes institutions ainsi que les pressions de ce pluralisme social et politique embryonnaire se sont accrues, créant une demande pour des transformations plus radicales de l'ordre économique et politique. Cette situation n'est pas viable à moyen et long terme: les pressions poussent en faveur du changement. Mais le changement dans quelle

¹ Andrew NATHAN, "China's Path from Communism", p.42.

² Gordon WHITE, Riding the Tiger: The Politics of Economic Reform in Post-Mao China, Londres, Macmillan, 1993 (tout particulièrement le chapitre 8). Aussi: Gordon WHITE, "Democratization and Economic Reform in China", The Australian Journal of Chinese Affairs, 31, Janvier 1994, p.73-92.

³ White utilise le terme "shadow pluralism": "Democratization and Economic Reform in China", p.75.

direction? White a cherché des scénarios alternatifs à ceux de la désintégration et du chaos, scénarios souvent évoqués. Il nous met tout d'abord en garde contre une vision idéaliste qui présente la démocratie, ainsi que l'économie de marché qui l'accompagne souvent, comme une panacée. Il n'est pas du tout évident qu'une transition rapide et complète à la démocratie apporterait des solutions à tous les maux de la Chine; de plus, sa faisabilité dans le contexte actuel est loin d'être assurée¹. Après avoir examiné diverses voies de transition, il en conclut à la possibilité d'une transition en deux étapes: du régime actuel à une nouvelle forme d'autoritarisme², sorte de régime hybride plus flexible et accommodant; et ensuite de ce nouvel autoritarisme à la démocratie, le tout un peu sur les modèles de Taïwan et la Corée du Sud.

Martin King Whyte est celui qui a utilisé une démarche qui se rapproche le plus de celle que nous allons utiliser dans cette thèse.³ Il a examiné les forces d'influences positives et négatives⁴ sur la démocratisation, définie comme un mouvement vers la démocratie. Parmi les barrières, il compte: la forme avancée d'État léniniste; l'absence de source de pouvoir autonome, de société civile, d'une bourgeoisie et classe moyenne, de règle de droit; le poids de la population répartie

¹ Il est rejoint en cela par Han Xiaoxing qui nous met en garde contre la déification de l'idée démocratisation: HAN, Xiaoshing, "Democratic Transition in China: A Comparative Examination of a Deified Idea", dans Chinese Democracy and the Crisis of 1989: Chinese and American Reflections, sous la dir. de Roger V. DES FORGES *et al.*, New-York, State University of New York Press, 1993.

² Ce concept du "nouvel autoritarisme" a été très en vogue auprès des intellectuels réformistes, particulièrement ceux qui étaient associés à Zhao Ziyang avant son limogeage. Pour une discussion sur le sujet, voir Mark P. PETRACA et MONG Xiong, "The Concept of Chinese Neo-authoritarianism: An Exploration and Democratic Critique", Asian Survey, XXX:11, novembre 1990, p. 1099-1117.

³ Martin King WHYTE, "Prospects for Democratization in China", Problems of Communism, XLII:3, mai-juin 1992, p. 58-70.

⁴ Les termes qu'il utilise sont: "barriers to democratization" et "forces favoring democratization".

sur un immense territoire; la masse paysanne; la pauvreté; et le fait que la révolution communiste chinoise est autochtone¹, donc bien enracinée. L'histoire et les traditions contiennent à la fois des éléments négatifs et des éléments positifs. Enfin, parmi les forces favorisant la démocratisation il identifie: le legs de la révolution culturelle et des incidents du printemps de Pékin en 1989, qui ont entaché la légitimité du régime et stimulé le sens critique de la population; la composition de la population, notamment la relative égalité, l'homogénéité ethnique et l'urbanisation; les réformes économiques, qui ont érodé le pouvoir de l'État sur la société, diffusé le pouvoir de décision et généré une autonomie croissante de la population; enfin, l'influence du monde extérieur. Whyte en conclut : "... the odds are not stacked hopelessly against democratization in China."²

Enfin, il s'en trouve plus d'un pour nous rappeler que si transition à démocratie il y a, il ne faut pas se laisser leurrer par l'ethnocentrisme occidental: le processus de transition et le résultat seront typiquement chinois.

Il semble donc se dégager de cette littérature quelques points essentiels. Tout d'abord, des forces de changement sont à l'oeuvre. La direction du changement n'est toutefois pas certaine, différents scénarios d'évolution politique pouvant se réaliser. Une évolution vers la démocratie constitue l'un de ces scénarios. Au delà de cela, les opinions des chercheurs sont généralement prudentes et nuancées. Les plus prudents diront simplement que la démocratie n'est pas impossible. D'autres laisseront sous-entendre qu'à terme la démocratie va inévitablement frayer son chemin, bien que

¹. A la différence de l'Europe de l'Est.

². Martin King WHYTE, "Prospects for Democratization in China", p.70.

celui-ci puisse être tortueux et que le résultat ne sera pas nécessairement une démocratie à l'occidentale. Goldman s'exprime ainsi:

After almost a century of effort, the roots of China's democracy are still fragile, the atmosphere still uncertain, and portions of the soil still unfertile. But by the end of the Deng decade, having been nurtured by the democratic elite and the nonofficial activists and by the economic reforms, the roots had become stronger and the shoots a bit taller. Others will continue the cultivation, perhaps using different methods, so that the seeds the democratic elite and others have sown over the Deng decade of reform may someday truly flower.¹

Enfin, il s'en trouve peu, ou pas, pour prédire une transition démocratique complète à court terme.

Cette littérature sur les perspectives de la démocratie en Chine nous offre certes des analyses intéressantes, des points de vue fort bien informés. Avec respect pour les spécialistes de la Chine, toutefois, la critique suivante empruntée à Manson nous apparaît pertinente: "Generally speaking, China watching is seldom grounded in social science theory, focusing instead on the detailed analysis of events, with the theory that guides the analysis being either implicit or introduced on an *ad hoc* basis."²

¹ Merle GOLDMAN, Sowing the Seeds of Democracy in China: Political Reform in the Deng Xiaoping Era, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 1994.

² T. David MANSON,, "Modernization and its Discontents Revisited: The Political Economy of Urban Unrest in the P.R.C.", Journal of Politics, LVI:2, Mai 1994, p.460.

3. CADRE CONCEPTUEL

3.1 HYPOTHÈSE

L'hypothèse mise de l'avant dans cette thèse est la suivante:

"Les réformes entreprises depuis 1978 ont eu pour effet d'améliorer les perspectives de voir émerger la démocratie en Chine, bien que dans l'ensemble ces perspectives demeurent faibles."

3.2. QUELQUES DÉFINITIONS

La définition de la démocratie utilisée ici est la suivante.

La démocratie est un système politique caractérisé par:

- ◆ Une *compétition réelle* entre individus et groupes organisés (particulièrement les partis politiques) pour accéder aux postes de décision importants au sein du gouvernement, compétition qui a lieu à intervalles réguliers et sans recours à la force.
- ◆ Un fort taux de *participation* politique (dont n'est exclu aucun groupe social d'âge adulte) dans la sélection des dirigeants et le choix des politiques, au moins par le biais d'élections libres tenues régulièrement.

- ◆ Un niveau de *libertés civiles et politiques* (droits d'expression, de presse, d'association) suffisant pour assurer l'intégrité de la compétition politique et de la participation.¹

Le lecteur l'aura remarqué, nous utilisons une définition plutôt restreinte de la démocratie: on s'en tient aux aspects formels de la démocratie politique, ou démocratie nominale. Nous n'entendons pas examiner la démocratie au sens plus large, parfois désignée sous le vocable "démocratie développementale"², qui intègre notamment l'expansion des capacités humaines et l'accès aux ressources. Tout en reconnaissant d'emblée l'utilité et la pertinence de ce dernier concept, nous avons décidé de nous limiter à la définition plus étroite présentée ci-haut pour deux raisons. Tout d'abord, la démocratie politique - et sa dimension formelle - est un objet valable d'étude en soi. Comme le souligne Rueschemeyer: "We care about formal democracy because it tends to be more than merely formal. It tends to be real to some extent."³ Et si l'étude de la démocratie formelle est déjà complexe, que dire de l'étude de la démocratie développementale? Celle-ci devrait intégrer un nombre impressionnant de variables interdépendantes rendant difficile à la fois le travail analytique et la recherche empirique. Une tâche qui va bien au-delà de l'envergure du présent ouvrage.

¹ La définition est celle de Diamond *et al.* dans: Larry DIAMOND., Juan J. LINZ, et Seymour Martin LIPSET (sous la dir. de), Politics in Developing Countries: Comparing Experiences with Democracy, Boulder (Colorado), Rienner, 1990, p. 6.

² Voir par exemple la conception de la démocratie utilisée dans David GILLIES et Gerald SCHMITZ, Le défi du développement démocratique: Comment entretenir la démocratisation dans les sociétés en développement, Ottawa/Montréal, Institut Nord-Sud \ Centre international des droits de la personne et du développement démocratique, 1992.

³ Dietrich RUESCHEMEYER, Evelyn HUBER STEPHENS, et John D. STEPHENS, Capitalist Development and Democracy, Chicago, University of Chicago Press, 1992, p. 10.

Par réformes, nous entendons l'ensemble des modifications apportées depuis 1978 aux politiques et pratiques de développement. La très grande majorité de ces modifications touche, en fait, aux politiques et pratiques économiques. Celles-ci ont toutefois eu un impact qui va bien au delà de la seule sphère économique. De plus, un certain nombre de décisions à caractère social et politique doivent aussi être considérées.¹

3.3. CADRE THÉORIQUE

Nous avons souligné plus tôt² que la recherche sur la question de la démocratie en Chine ne recoure pas vraiment - du moins de façon explicite - à l'apport théorique des sciences sociales. Nous comptons ici procéder autrement.

Ainsi, le cadre théorique qui servira de toile de fond à la vérification de l'hypothèse est issu de l'ouvrage collectif sous la direction de Diamond, Linz et Lipset: Politics in Developing Countries: Comparing Experiences with Democracy³. Tel que mentionné précédemment, cette étude visait à identifier ce qui fait en sorte que des pays évoluent (ou non), consolident, abolissent ou remettent sur pied divers systèmes de gouvernement démocratique. Elle en venait à la conclusion que dix facteurs clés peuvent entraver ou faciliter le développement de la démocratie, selon la situation quant à chacun d'entre eux dans un pays donné:

¹ Nous décrirons et expliquerons divers volets des réformes dans les chapitres et sections pertinents de la recherche.

² A la fin de la Section 2.2.

³ Larry DIAMOND, Juan J. LINZ, et Seymour Martin LIPSET (sous la dir. de), Politics in Developing Countries: Comparing Experiences with Democracy, Boulder (Colorado), Rienner, 1990.

1. La légitimité et performance du régime.
2. Le leadership politique.
3. La culture politique.
4. La structure sociale et le développement socio-économique.
5. Les mouvements associatifs.
6. Les relations État-société.
7. Les institutions politiques.
8. Les conflits ethniques et régionaux.
9. Le pouvoir militaire.
10. Les facteurs internationaux.

Cette liste de dix facteurs de Diamond *et al.* constituera la charpente de notre cadre théorique.

Pourquoi avoir choisi de s'inspirer de l'ouvrage de Diamond *et al.* plutôt que des autres ouvrages répertoriés dans notre revue de la littérature sur la démocratie?¹ Tout d'abord parce que cet ouvrage nous fournit une liste claire et précise d'un certain nombre de facteurs à considérer eu égard aux perspectives démocratiques d'un pays, facteurs pouvant constituer ou bien des obstacles ou bien des entraves à la démocratie.² Cette liste - sans pour autant être présentée comme faisant partie d'une théorie complète sur la démocratie - nous apparaît à prime abord

¹ Voir la Section 2.1.

² Tel que nous l'avons déjà souligné, Huntington ne nous fournit pas une indication aussi claire et précise des *obstacles* à la démocratie.

assez complète et pertinente pour pouvoir examiner sous plusieurs angles un sujet complexe comme celui de l'émergence de la démocratie.

De plus, l'ouvrage a bénéficié de l'apport de nombreux chercheurs provenant de la communauté internationale.¹ Ensuite, il apporte, à partir des études de cas, quelque chose de nouveau à la réflexion théorique.²

L'échantillonnage utilisé pour les études de cas incluait presque tous les types d'expérience démocratique dans le monde en développement: des pays très divers au plan économique et social, répartis sur les trois continents en développement; des pays ayant connu divers régimes politiques dans leur histoire; des pays homogènes ainsi que des pays hétérogènes sur les plans linguistique, ethnique et culturel; et enfin des pays de toutes les tailles en matière de démographie et géographie. L'échantillonnage excluait toutefois les pays sans expérience de la démocratie ou de peu d'espoir d'ouverture et libéralisation, dont les pays communistes. Il aurait été intéressant, évidemment, qu'un certain nombre de pays communistes soient inclus dans l'échantillonnage pour les études de cas. Malgré tout, l'échantillonnage utilisé nous apparaît suffisamment représentatif et diversifié pour justifier un niveau de confiance raisonnable dans les conclusions de l'ouvrage. Les dix facteurs identifiés ont ainsi joué un rôle dans des contextes fort diversifiés. Ces facteurs (concepts) conservent toute leur signification et pertinence dans un contexte communiste comme dans tout autre contexte. Rien n'empêche ainsi l'utilisation de la

¹ A la différence des autres ouvrages examinés à la Section 2.1 qui ont été réalisés par un seul ou quelques chercheurs du milieu académique anglo-américain.

² A la différence de l'ouvrage de Hadenius, qui procède pour l'essentiel à une vérification des propositions mises de l'avant par d'autres chercheurs.

liste de facteurs ainsi élaborée pour effectuer une étude d'un pays communiste, comme nous le faisons ici.¹

Bref, l'ouvrage de Diamond *et al* nous offre les possibilités d'élaborer un cadre théorique qui apparaît à prime abord utile pour procéder à notre recherche. Au terme de celle-ci nous serons d'ailleurs en position de formuler certains commentaires à ce sujet.

A souligner que dans l'étude de Diamond *et al.*, les dix facteurs sont considérés comme les variables indépendantes et la démocratie comme la variable dépendante. Chacun des facteurs facilite ou entrave la démocratie, selon la façon dont il se manifeste. L'effet complexe de tous ces facteurs influence les perspectives démocratiques d'un pays. Les auteurs se gardent bien, toutefois, de passer à l'étape suivante et d'élaborer une formule "magique" précisant l'impact de l'ensemble des facteurs sur la démocratie. En d'autres termes, les auteurs évitent à juste titre le déterminisme.

Nous en ferons de même en ajoutant ce qui suit: *aucun des facteurs ne constitue en soi une condition nécessaire et suffisante ou un obstacle insurmontable à l'émergence de la démocratie.*

Par ailleurs, dans notre recherche la variable indépendante sera la réforme, les dix facteurs constituant les variables dépendantes. C'est là, en effet, l'essentiel de notre recherche: l'impact des réformes sur dix facteurs pertinents à l'émergence de la démocratie. Une fois cette analyse

¹ Ce n'est pas le cas de l'ouvrage de Rueschemeyer *et al.*. Tel que mentionné précédemment à la Section 2.1, celui-ci se penche principalement sur le lien entre capitalisme et développement, ce qui n'offre aucun point de départ pour effectuer une analyse dans un pays communiste. De plus, certains concepts utilisés par Rueschemeyer *et al.*, tels que "classe de grands propriétaires fonciers", ne prennent leur sens que dans un contexte capitaliste.

complétée, nous serons ensuite en mesure de jeter un regard d'ensemble sur ces dix facteurs et de poser un jugement informé sur les perspectives d'émergence de la démocratie. Dans cette toute dernière étape de notre réflexion, les dix facteurs deviennent en quelque sorte les variables indépendantes et la démocratie la variable dépendante.

3.4. DÉMARCHE MÉTHODOLOGIQUE

3.4.1 Présentation

Notre démarche consistera essentiellement à analyser la situation en Chine quant à chacun des dix facteurs identifiés ci-haut. Chaque facteur fera l'objet d'une section distincte, elle-même divisée en trois parties: notes théoriques; analyse des données; et conclusion. Nous attribuerons une valeur au facteur (par exemple: très faible; faible; moyen; fort; très fort) puis une cote en fonction du système suivant:

- (A) Facteur qui constitue un *obstacle sérieux* à l'émergence de la démocratie.
- (B) Facteur qui constitue un *obstacle* à l'émergence de la démocratie.
- (C) Facteur *neutre* relativement à l'émergence de la démocratie.
- (D) Facteur qui *facilite* l'émergence de la démocratie.
- (E) Facteur qui *facilite grandement* l'émergence de la démocratie.

Le Tableau 2, à la page 31.1, présente le système de valeurs et cotes que nous utiliserons.

On attribuera une valeur/cote pour l'année 1978 et une autre pour l'année 1995, en analysant comment et dans quelle mesure les réformes ont suscité (ou non) une variation dans la valeur/cote du facteur.

TABEAU 2
VALEURS ET COTES ATTRIBUÉES AUX FACTEURS

Facteur	A	B	C	D	E
1. Légitimité <i>Légitimité du régime (assise et performance)</i>	Très forte	Forte	Modérée	Faible	Très faible
2. Leadership politique <i>Capacité d'un leadership militant en faveur de la démocratie</i>	Null	Faible	Moyenne	Forte	Très forte
3. Culture politique <i>Traditions et valeurs démocratiques</i>	Très faibles	Faibles	Modestes	Fortes	Très fortes
4. Développement socio-économique <i>Caractère du développement comme fondement pour la démocratie</i>	Très faible	Faible	Moyen	Appréciable	Solide
5. Mouvements associatifs <i>Capacité, caractère indépendant et niveau d'activité</i>	Nul	Faible	Moyen	Fort	Très fort
6. Relations État-société <i>Rapports de force entre l'État et la société</i>	Fortement déséquilibrés	Déséquilibrés	Peu équilibrés	Passablement équilibrés	Équilibrés
7. Institutions <i>Fondement pour la démocratie des institutions existantes</i>	Très faible	Faible	Moyen	Appréciable	Solide
8. Conflits ethniques et régionaux <i>Intensité des conflits</i>	Très élevée	Élevée	Modérée	Faible	Null
9. Pouvoir militaire <i>Propension et capacité à intervenir en politique</i>	Très forte	Forte	Modérée	Faible	Null
10. Facteurs internationaux <i>Pernéabilité aux influences internationales en faveur de la démocratie</i>	Null	Faible	Modérée	Forte	Très forte

Influence sur l'émergence de la démocratie:

A: Obstacle sérieux **B: Obstacle** **C: Neutre** **D: Facilite** **E: Facilite grandement**

Puis, nous ferons le bilan de cette analyse. Nous verrons ainsi quels facteurs facilitaient ou entravaient le développement de la démocratie d'une part en 1978 et d'autre part en 1995, suite à une quinzaine d'années de réformes. De là, il sera possible de tirer une conclusion quant à la validité de l'hypothèse.

3.4.2 Commentaires

Nous avons donc recours à une démarche de type quasi-expérimental où nous mesurons les facteurs (variables dépendantes) avant et après l'intervention des réformes (variable indépendante) sur une période d'une quinzaine d'années. Les limites inhérentes à une telle démarche sont essentiellement reliées à l'absence de contrôle sur l'intervention d'autres variables indépendantes et donc à la difficulté de réfuter rigoureusement des explications rivales. Or, dans notre cas, les variations dans les valeurs des variables dépendantes pourraient-elles être causées par une ou plusieurs autres variables indépendantes? Peu probable. En effet, la variable "les réformes", telle que définie plus tôt, est un concept très large qui englobe tout un ensemble de modifications dans les politiques et pratiques de développement de la Chine au cours de la période 1978-1995. Nul doute que les réformes ont constitué le moteur des transformations qu'a connues la Chine au cours de cette période. On pourrait avancer qu'une explication rivale éventuelle se situe au niveau des changements dans l'ordre politique et économique international, particulièrement à l'heure de la globalisation¹; or nous allons incorporer certains aspects de ce

¹. Certains auteurs, tels que Huntington ainsi évidemment que ceux qui s'inspirent de la théorie de la dépendance, ont d'ailleurs tendance à accorder beaucoup d'importance aux facteurs internationaux.

sujet à notre étude, notamment lorsque nous analyserons comment les réformes ont pu rendre la Chine plus perméable à l'influence des facteurs internationaux.

Par ailleurs, l'ouvrage de Diamond *et al.* ne fait pas vraiment une distinction nette entre ce qui touche à l'*émergence* de la démocratie - objet spécifique de notre étude - et ce qui touche à la *consolidation*, au *maintien*, *renversement et remise sur pied* de la démocratie. Elle ne diffère pas en cela, malheureusement pour nous, des autres ouvrages que nous avons examinés. Nous aurons à composer avec cette contrainte, parfois en interprétant ou suppléant à l'apport théorique de Diamond *et al.* pour nous pencher plus spécifiquement sur la question de l'émergence.

Soulignons également que la liste des dix facteurs de Diamond *et al.* n'est pas pondérée: chaque facteur apparaît ni plus ni moins important qu'un autre. Nous reviendrons sur cette question au Chapitre 6.

Pour opérationnaliser le cadre théorique et répondre aux besoins de notre recherche, nous devons interpréter les conclusions de l'étude de Diamond *et al.* ou extrapoler de celles-ci afin d'identifier des indicateurs pertinents et attribuer des valeurs aux variables. Ce faisant, tout en puisant tout ce qui peut-être utile de Diamond *et al.*, nous ne prétendons pas à une interprétation rigoureusement fidèle de ceux-ci. Nous devons plutôt faire une certaine adaptation de leur étude afin de construire un cadre théorique pertinent à une recherche portant spécifiquement sur l'émergence de la démocratie.

La démarche méthodologique mise de l'avant présente d'ailleurs un défi particulier du fait qu'elle dépend de l'analyse de données relatives à des domaines parfois complexes: pensons par exemple

à la question de la culture politique. Le choix des indicateurs pour chacun des facteurs variera selon la nature du facteur et la disponibilité des données. Là où ce sera possible, nous utiliserons des données quantifiables, précises, qui peuvent être considérées comme relativement fiables (par exemple, le taux de croissance du PNB). En plusieurs cas, toutefois, il ne sera pas possible d'obtenir des données possédant toutes ces caractéristiques et nous serons dans l'obligation d'utiliser des données qualitatives et de recourir à l'opinion informée d'autres chercheurs.¹ C'est là une limite inhérente à la recherche dans un domaine complexe comme la démocratie. Somme toute, il sera préférable de traiter les sujets (facteurs) difficiles avec des données en quantité et qualité restreinte plutôt que de les esquiver.

¹ Nous avons évidemment tenté de recourir à des chercheurs crédibles spécialisés sur la Chine. Les points de vue avancés par ceux-ci peuvent toutefois être influencés par divers éléments, d'ordre méthodologique, idéologique ou autre, et donc sujet à débat.

4. RÉFORMES ET DÉMOCRATIE: DIX FACTEURS À CONSIDÉRER

Maintenant que notre hypothèse a été formulée et que certains concepts clés ont été définis, entreprenons, à l'aide du cadre conceptuel et de la démarche méthodologique proposée, l'essentiel de notre recherche: l'impact des réformes sur dix facteurs pertinents à l'émergence de la démocratie.

4.1 LÉGITIMITÉ

4.1.1 **Légitimité et survie des régimes politiques**

Il va de soi qu'indépendamment de leur nature, les régimes qui jouissent d'une forte légitimité ont de fortes chances de perdurer; inversement, les régimes qui ne possèdent pas de légitimité s'exposent à l'action de forces d'opposition et courent un risque plus élevé de se voir renverser.

Un régime ou un gouvernement peut tirer sa légitimité auprès de la population de diverses sources, notamment: élection démocratique, révolution populaire, idéologie, tradition, divinité.

Or les régimes qui manquent de légitimité dépendent précairement de leur performance; ils sont particulièrement vulnérables en période de crise économique et sociale, où ils risquent de s'effondrer.

Authoritarian regimes face a legitimacy contradiction, a kind of catch-22. If they do not perform, they lose legitimacy because performance is their only justification for holding power. However, like South Korea or Peru (under Valasco's reformist military rule), if they do perform in delivering socioeconomic progress, they tend to refocus popular

aspirations around political goals for voice and participation that they cannot satisfy without terminating their existence.¹

En effet, la croissance économique par laquelle se manifeste habituellement un bonne performance produit les forces sociales de la démocratisation: expansion de la classe moyenne professionnelle et entrepreneuriale (incluant le monde scientifique et les intellectuels) qui devient de plus en plus autonome; mouvement de la force de travail vers les manufactures; accroissement des différences sociales et organisation du secteur urbain; et accroissement de l'alphabétisation, de l'éducation et des communications, qui entraîne une plus grande circulation des gens, de l'information et des idées. "Together, these changes increase the proportion of the population desiring political liberalization, draw the country increasingly into contact and exchange with the advanced industrialized democracies, and enhance the resources and skills necessary for people to organize autonomously to pursue their interests... as the case of South-Korea." ²

Nous aurons l'occasion de revenir plus en détail sur la question du développement socio-économique dans la Section 4.4; dans cette section, nous allons nous concentrer sur la légitimité, tout particulièrement sur la performance.

Nous allons attribuer les cotes et valeurs suivantes à la légitimité du régime: (A) très forte (B) forte (C) moyenne (D) faible (E) très faible. En conformité avec le système de cotes défini à la Section 3.4, à un extrême la cote (A) sera considérée comme un facteur qui constitue un obstacle

¹ Larry DIAMOND, Juan J. LINZ, et Seymour Martin LIPSET (sous la dir. de), Politics in Developing Countries: Comparing Experiences with Democracy, Boulder (Colorado), Rienner, 1990, p.14.

² Ibid., p.11.

sérieux à l'émergence de la démocratie, à l'autre extrême la cote (E) comme un facteur qui la facilite grandement.¹

4.1.2 Paradoxes des réformes

Quatre éléments retiendront notre attention: l'assise de la légitimité; la performance; l'opinion de la population; les signes de contestation du régime.

i) Assise de la légitimité

The regime is in quiet crisis. At root, the crisis is one of legitimacy... Under Mao, the regime drew widespread support from the force of its vision of the new China as a land of universal prosperity, social justice, and national pride. The failure of this vision left the regime drained of legitimacy when Mao died in 1976. Instead of trying to revive the utopian vision, Deng Xiaoping shifted to promising economic development and higher living standards.²

Ainsi, en 1978 la légitimité du régime reposait essentiellement sur la révolution de 1949, l'idéologie et le leadership charismatique. En 1995, la légitimité repose essentiellement sur la performance.

Le lancement des réformes économiques en 1978 a en effet été le point de départ de deux phénomènes au niveau de l'idéologie. D'une part, des pirouettes intellectuelles de plus en plus

¹ Faisons toutefois la nuance importante suivante: il n'y a pas de déterminisme entre une cote (E) et l'émergence de la démocratie. Il est certain que le manque de légitimité d'un régime pousse vers le changement politique, mais ce changement politique n'est pas nécessairement la démocratie: ce peut être le coup d'État militaire, un nouveau régime autoritaire ou charismatique, le chaos ou la guerre civile, etc.

² Andrew J. NATHAN, "China's Path from Communism", Journal of Democracy, IV:2, Avril 1993, p.33

tortueuses pour justifier et expliquer comment les réformes sont compatibles avec l'idéologie traditionnelle du régime; d'autre part le déclin du rôle de l'idéologie dans la vie politique, économique, sociale et culturelle de la Chine. Les phrases maintenant célèbres de Deng illustrent cette relaxation face à l'orthodoxie communiste: "peu importe la couleur d'un chat, l'important est qu'il attrape la souris"; "d'abord s'enrichir"; "un peu de capitalisme ne peut faire de tort".¹ Les années 1986-87 marquaient une étape importante dans cette évolution: Le PCC et son Secrétaire général Zhao Ziyang mettaient alors de l'avant l'idée que la Chine n'en était qu'à l'étape primaire du socialisme, et que cela justifiait l'approfondissement des réformes économiques et la mise en place d'un marché pour amener la Chine à un niveau de développement plus avancé. Qui plus est, Zhao, tout en réitérant l'adhésion aux traditionnels quatre principes cardinaux (la voie socialiste, le marxisme-léninisme et pensée Mao Zedong, le leadership du Parti et la dictature du peuple), subordonnait ces principes aux nécessités stratégiques du développement économique.² Plus récemment, la mise en place d'une "économie socialiste de marché" était enchâssée dans la Constitution du Parti.

Et bien que les intellectuels et cadres du Parti fassent toujours maints efforts pour expliquer la cohérence entre les changements de politique et l'idéologie traditionnelle et que les leaders ne manquent jamais de prêter serment au socialisme pour justifier leurs prises de position dans le cadre des luttes de pouvoir, la très large majorité de la population, voire une bonne partie des cadres, ne croit plus du tout en quelque idéologie que ce soit. En témoigne, le cynisme prononcé

¹ Richard BAUM, "The Road to Tiananmen: Chinese Politics in the 1980s", dans Roderick MacFARQUHAR (sous la dir. de), The Politics of China 1949-1989, Cambridge (G.B.), Cambridge University Press, 1993, p.371.

² Ibid., p.410.

des cadres et de la population face aux sessions d'endoctrinement politique qui ont suivi les événements de la Place Tiananmen de juin 1989. Ou encore la crise de morale et d'éthique qui affecte profondément la Chine: "(Deng's) life also shows how the certitude of socialism and traditional ethics have been displaced by the rampant materialism unleashed by Deng's epic reforms. The changes may have worked wonders for the economy, but they also spawned widespread cynicism, crime and corruption. Throughout China, evidence abounds of how the social and moral fabric is fraying."¹ Face au déclin de l'idéologie communiste, le régime se rabat souvent sur de vagues références à la culture et au patriotisme; on va même jusqu'à ressortir ce bon vieux Confucius pourtant vilipendé il y a encore quelques années! ²

La crise de l'idéologie qui prévaut s'attaque aux racines même de la légitimité du Parti communiste: "The very raison d'être of a Marxist-Leninist Party is to provide a sense of direction... Once it is admitted that the Party got the sense of direction wrong and now should be constrained by the so-called 'objective economic laws', then what is the need for the Party leadership at all?"³ A ceci s'ajoutent d'autres problèmes admis par le Parti: "The decay of party discipline, bribery and corruption, covering up for friends and relatives, deceiving and taking advantage of good cadres and party members, open violations of the law... being covered up through 'special connections' of various kinds... all these types of flagrant misconduct have produced such harmful social results and led to such a deterioration of the party's image that the

¹ "A 'Soulless Society': Rampant Materialism Has Unleashed a Crisis of Morality", Asiaweek, 17 février 1995, p.24.

² "Confucianism: Old Wisdom for a New Age", Asiaweek, 17 février 1995, p.28.

³ Joseph Y.S. CHENG, China: Modernization in the 1980's, Hong-Kong, Chinese University Press, 1989, p.15.

damage done is inestimable." ¹ Même le Secrétaire général du Parti, Jiang Zemin, dénonçait récemment en public le comportement des cadres du parti, emportés par le vin, le sexe et le pouvoir. ²

Au déclin de l'image du Parti s'ajoute la crise de leadership. Mao, avant 1978, et Deng Xiaoping, depuis, jouissaient d'une légitimité basée notamment sur leurs exploits révolutionnaires, leur leadership politique et leur charisme - tout cela malgré les controverses que leur leadership a pu susciter ainsi que de nombreux échecs. Dans la culture traditionnelle chinoise, l'empereur hérite son mandat du ciel. "When one great leader dies and another steps forward, the tools of power follow but the legitimacy may not. The new leader is not guaranteed the moral authority that makes political power effective. That authority comes from intangibles, including charisma, rectitude and correct performance of public duties." ³. Or tous s'entendent pour dire qu'à l'heure actuelle aucun leader politique chinois ne peut se réclamer d'une légitimité et d'un leadership s'approchant de ceux de Mao et Deng. La génération actuelle de leaders du PCC en est une de technocrates qui ont grandi dans les rangs de la *nomenklatura*: ils ne peuvent se réclamer d'aucun exploit révolutionnaire et n'ont aucun charisme. Ils n'inspirent personne. Lorsque Deng mourra, personne ne pourra réellement lui succéder. ⁴

Soulignons que le régime a bien tenté, par de timides réformes politiques et administratives, de se doter d'une certaine légitimité sur des bases rationnelles de procédures: élections locales ainsi

¹. Cité dans Richard BAUM, "The Road to Tiananmen: Chinese Politics in the 1980s", p.422.

². John GITTINGS, "Chinese leader denounces seductive joys of power", The Guardian, 3 mars 1995.

³. Bryant AVERY, "China after Deng", The London Free Press, 4 mars 1995.

⁴. Nigel HOLLOWAY, "For Whom the Bell Tolls", Far Eastern Economic Review, 2 février 1995, p.15.

que cadre juridique et réglementaire pour l'action gouvernementale.¹ Mais cela est trop peu, face à l'exercice quotidien du pouvoir discrétionnaire et autoritaire des cadres et membres du Parti, pour fournir une autre base de légitimité au régime! Dittmer tire cette conclusion simple mais significative des événements de juin 1989, eu égard à la légitimité: "...if legitimacy is based on any notion of the reasoned consent of the governed, the use of violence to compel obedience signals a failure."²

En 1995, il ne reste donc essentiellement que la performance pour assurer la légitimité. Et comme nous le soulignons plus haut, la performance est une base bien fragile pour un régime autoritaire. Qu'en est-il au juste dans le cas de la Chine?

ii) Performance

Il est indéniable que 15 ans de réformes ont généré une croissance économique soutenue accompagnée d'une hausse substantielle du niveau de vie d'une très large majorité de la population: nous y reviendrons plus en détail dans la Section 4.4. Seuls quelques pays asiatiques peuvent rivaliser avec la Chine en termes d'accroissement du niveau de vie de leur population pendant les années 1978 à 1995.

Mais les réformes ont aussi généré plusieurs maux qui portent ombrage à la performance d'ensemble du régime. Tout d'abord, des inégalités croissantes entre riches et pauvres, entre la ville et la campagne, entre les provinces de la côte et celles de l'intérieur (nous y reviendrons

¹ Une loi confère même le droit aux citoyens de poursuivre des fonctionnaires fautifs, bien qu'en réalité cela s'avère très difficile.

² Lowell DITTMER, "The Tiananmen Massacre", Problems of Communism, No.38, sept.-oct. 1989, p.15.

encore dans la Section 4.4). Ensuite, à partir de 1985, une certaine érosion du pouvoir d'achat en raison de l'inflation élevée, l'insécurité grandissante sur le marché du travail, la menace du sous-emploi et du chômage.

A ces ratées socio-économiques s'ajoute une détérioration du climat social, et au premier rang la corruption et les crimes de nature économique: spéculation, contrebande, etc.. Si on ne peut prétendre que ces phénomènes étaient inconnus avant 1978, ils sont maintenant systémiques: en effet, le système économique à demi réformé (par exemple le système du double prix pour un même produit) offre des incitations et des opportunités énormes aux cadres de s'engager dans ce type d'activités.¹ Crime et corruption sont en fait les tendons d'Achille des réformes.² Le Premier ministre Li Peng admettait d'ailleurs à la réunion de mars 1995 du Congrès du peuple que "la lutte contre la corruption doit être considérée comme une question de vie ou de mort pour le pays".³ Il appert également que la criminalité de droit commun ainsi que le crime organisé sont à la hausse.⁴ Enfin, il y a également crise d'éthique et de morale. Si ces problèmes ne sont pas nouveaux, ils préoccupent sérieusement le Parti et la population: les sept "péchés capitaux", en plus de la corruption, sont: la prostitution, le jeu, la drogue, l'individualisme, le manque de respect envers les parents et la famille, l'apathie et le manque de confiance de la part du public.⁵

¹ Voir à ce sujet: Richard BAUM, "The Road to Tiananmen: Chinese Politics in the 1980s", p. 368 et suivantes.

² Les reportages sur les cas de corruptions se multiplient. Un rapport chinois faisait état du fait qu'au cours des sept premiers mois de 1993, on avait identifié 95 cas de corruption et de détournement de fonds de plus de RMB 1 million, soit le double du nombre de 1992. Zhonguo Xinwen She (China News Service), 27 août 1993.

³ Oxford Analytica, "Corruption rampant in China", The Globe and Mail, 20 mars 1995.

⁴ BAUM, *op. cit.*, p.386. Aussi: David SHAMBAUGH, "Losing Control: The Erosion of State Authority in China", Current History, XCII:575, septembre 1993, p. 254-55.

⁵ "A 'Soulless Society': Rampant Materialism Has Unleashed a Crisis of Morality", Asiaweek,

In short, China is becoming an increasingly anarchic society. The general decline in state authority and moral community is at the root of the problem, but the erosion of the public security system outside the capital, the opportunities for graft, rising social tensions, and increased access to weapons have all contributed. Even the nuclear family is fracturing: divorce rose nearly by 82% between 1984 and 1991, according to official statistics.¹

Au delà de la réalité, de l'objectivité quant à la performance du régime, ce qui compte en matière de légitimité c'est la perception qu'ont les gens de la situation et les signes de satisfaction ou d'insatisfaction qu'ils manifestent. Nathan s'exprime ainsi: "Performance faltered in 1988... When the residents of the capital city perceived division within the regime, they took the opportunity to express their dissatisfaction in the streets. The developmentalist form of legitimacy had shown its fragility".² Examinons de plus près ces questions.

iii) Signes de contestation du régime

La Chine d'avant 1978 a évidemment connu des périodes houleuses. Des incidents manifestant le mécontentement de la population ont souvent eu lieu, parfois à l'instigation de diverses factions du Parti, parfois aussi à l'initiative de la population: groupes qui ont envoyé des lettres de protestation à Mao pendant la révolution culturelle; poster du groupe de dissident "Li Yizhe" à Guangzhou en 1974; incidents de la Place Tiananmen en 1976; mur de la démocratie en 1978-79.³

17 février 1995, p.25.

¹. David SHAMBAUGH, "Losing Control...", p.256.

². Andrew J. NATHAN, "China's Path from Communism", p.33

³. Andrew J. NATHAN, "Chinese Democracy in 1989: Continuity and Change", Problems of

La majorité des analystes s'accordent à l'effet que les signes de mécontentement de la population se sont multipliés au cours de la période des réformes: grèves de travailleurs, mini-révoltes paysannes, pétitions adressées au pouvoir, etc.¹ Parfois, ces incidents ont des motifs d'ordre purement local ou essentiellement économique, telles les mini-révoltes de paysans s'opposant à la levée de trop nombreuses taxes par les autorités locales; parfois ils sont de nature purement politique et s'attaquent directement au régime, telle la pétition adressée au gouvernement en juin 1995 exigeant une plus grande "tolérance" dans la vie publique ainsi qu'un renversement du verdict officiel portant sur les événements du printemps 1989.² Les révoltes étudiantes de 1986 et 1987 ont donné un nouvel élan aux divers mouvements de protestation: elles constituaient le premier cas de protestations étudiantes sous la Chine communiste qui n'étaient pas parrainées ou encouragées explicitement par le Parti. Enfin, il va de soi que le printemps de 1989 a constitué le point culminant des manifestations de mécontentement contre le régime; il importe tout particulièrement de relever que contrairement aux manifestations étudiantes de 1986-87, cette fois-ci les travailleurs urbains se sont impliqués dans une certaine mesure.

Communism, No.38, sept.-oct. 1989, p.16. Aussi Jürgen DOMES, The Government and Politics of the PRC: A Time of Transition, Boulder (Colorado), Westview Press, 1985, p.158-161.

¹ "According to one Hong-Kong report, in 1992 there were more than 540 cases of illegal demonstrations, over 480 cases of strikes, and 75 instances in which party and government offices were attacked. Another report cited a State Council document that stated that between January 1990 and July 1993, over 4,700 public security and armed police had been killed or wounded while on duty." Pour d'autres données sur les conflits et la violence politique: LU Yen, "Statistics on Demonstration Cases in China in 1992", Cheng Ming, No.185, 1 mars 1993, p.19. Voir aussi Richard BAUM, "The Road to Tiananmen: Chinese Politics in the 1980s", p. 394 et ss.. Egalement, Nina HALPERN, "Economic Reform, Social Mobilization, and Democratization in Post-Mao China", dans Richard BAUM (sous la dir. de), Reform and Reaction in Post-Mao China: The Road to Tiananmen, New-York, Routledge, 1991, p. 45.

² Lincoln KAYE, "China: A Deafening Silence", Far Eastern Economic Review, 15 juin 1995, p.15.

Les *signes* de mécontentement se sont donc accrus au cours de la période des réformes car celles-ci, malgré leur succès d'ensemble, ont généré leur lot de frustrations. Il faut toutefois apporter certaines nuances. En effet, l'accroissement des signes de mécontentement peut s'expliquer en partie par ce qui suit: une certaine libéralisation de l'atmosphère politique, une plus grande tolérance du régime fait en sorte qu'il est plus facile et moins risqué que par le passé d'exprimer son mécontentement. De plus, il est possible que les incidents ayant eu lieu au cours de la période des réformes manifestent en partie l'accumulation des frustrations dont l'origine remonte à la période pré-réforme. Pour avoir une idée plus claire, voyons ce que nous savons de l'opinion des chinois.

iv) Sondages sur les opinions de la population

Les limites placées sur le nombre et le contenu des sondages sous un régime autoritaire comme celui de la Chine ne permettent évidemment pas de sonder directement l'opinion de la population sur leur appui au régime. Qui plus est, les réponses formulées par les participants risquent d'être viciées par la crainte de représailles politiques et la fiabilité des données pourrait être entachée en raison des méthodologies utilisées. Les sondages qui nous sont disponibles présentent quand même des informations d'un certain intérêt et utilité pour l'étude du sujet.

Les réformes font-elles des heureux? Une série de sondages menés au cours des années 1985 et 1986 dans 11 villes et 16 districts indique la volatilité de l'opinion publique à cet égard. Ainsi, en février 1985, 80% des répondants rapportaient que leur niveau de vie s'était accru depuis le lancement des réformes. Cette proportion était tombée à 70% cinq mois plus tard. Début 1986,

seulement 29% des citoyens étaient d'avis que les réformes offraient des opportunités égales à chacun. En novembre 1986, 75% exprimaient leur insatisfaction face à l'inflation.¹ En fait, l'inflation et corruption engendrées par les réformes viennent habituellement en tête de liste des préoccupations des chinois.² Des conversations informelles avec les gens dans la rue révèlent une constante: le chinois moyen est porté à critiquer et à exprimer sa frustration quant à son bien-être matériel et à pointer du doigt le contexte économique marqué entre autres par l'inflation, la corruption et les inégalités croissantes. En un sens, à tort ou à raison, le chinois typique d'aujourd'hui est beaucoup plus porté à s'apitoyer sur ses frustrations - tenant compte de ses aspirations grandissantes - qu'à apprécier les bénéfices et l'amélioration évidente du niveau de vie que lui ont procurés 15 ans de réformes.

Qu'en est-il des attitudes politiques? Un sondage de 1987 révélait que bien que les chinois tolèrent l'autoritarisme, ils croient que la démocratie est le système politique optimal à l'ère moderne et que la Chine est en arrière de son temps à cet égard.³ Dans un sondage effectué en 1990, 54% des répondants se montraient d'accord avec l'affirmation suivante: "La Chine a besoin de plus de démocratie dès maintenant". Fait intéressant à souligner, du même coup 76% étaient d'accord à l'effet que "la démocratie en Chine dépend du leadership du Parti communiste"!⁴ Bref, on veut du changement, mais le respect et la prudence face au régime s'imposent.

¹ Richard BAUM, "The Road to Tiananmen: Chinese Politics in the 1980s", p.385.

² Sun YAN, "The Chinese Protests of 1989: the Issue of Corruption", *Asian Survey*, XXXI:8, août 1991, p. 762-83. Aussi: Craig CALHOUN, "Quelques réflexions sur une révolution", *Actes de la recherche en sciences sociales*, No.95, décembre 1992, p. 26-36.

³ Andrew J. NATHAN, "China's Path from Communism", p.35.

⁴ *Ibid.*, p.39.

Très révélateurs sont par ailleurs les sondages effectués auprès de la génération montante qui n'a pas connu la Chine d'avant les réformes, plus particulièrement les étudiants. Il est évident que ceux-ci sont à tout le moins indifférents et cyniques face à la politique, sinon explicitement mécontents envers le régime. Ainsi, un sondage effectué auprès des étudiants de l'Université de Beijing publié en 1993 demandait à ceux-ci ce qu'ils désiraient le plus réaliser: aucun - 0.0% - n'a répondu: "devenir un membre de la Ligue des jeunesses communistes".¹ La réponse à cette question aurait certes été fort différente en 1978! Des sondages effectués auprès d'étudiants d'autres universités révélaient aussi une attitude critique face au modèle politique chinois et au Parti communiste.² Même dans les écoles secondaires l'intérêt envers les institutions du régime ne cesse de diminuer.³ Tout ce qui précède a comme toile de fond un désintérêt grandissant envers la politique et un intérêt de plus en plus marqué pour l'individualisme et la consommation.

Chen et Nesbitt-Larkin concluent, en interprétant des données d'un sondage national effectué par Ming Qi: "Although the manifest goals of the Communist Party still receive some support, the Chinese do not believe that the Party itself has lived up to their expectations. The model role of the vanguard party is seriously questioned, and there is general discontent with its officials".⁴

Quant à Zhu et Rosen, il conclut à partir de données recueillies trois mois avant le soulèvement de 1989 que "discontent with economic reforms, distrust in the government, aspirations for

¹ Stanley ROSEN, "Chinese Students in the Nineties Adjusting to the Market", China News Analysis, No. 1515-1516, 1-15 août 1995, p.2.

² Ibid., p.2.

³ Ibid., p.10.

⁴ Alfred CHAN et Paul NESBITT-LARKING, Critical Citizenship and Civil Society in Contemporary China, (manuscrit non publié), University of Western Ontario, (1995), p.19.

western democracy and disillusionment with the communist ideology all significantly enhanced protest behavior".¹

Bref, il ressort de ces données limitées que la population (tout particulièrement le groupe des jeunes) est insatisfaite du régime ou à tout le moins indifférente à la chose politique - sorte de résistance passive qui constitue en soi un recul pour un régime qui exigeait dans la passé un engagement explicite de la population à son égard. La population souhaite du changement, sans pour autant exprimer le désir de renverser le régime et le PCC.

4.1.3 L'étoile pâlit

En 1978, le régime jouissait d'une légitimité reposant sur les exploits révolutionnaires du Parti et de ses leaders, un leadership charismatique et une idéologie. Cette légitimité était toutefois entachée par une performance mixte: en dépit d'une croissance économique fort respectable de 1949 à 1978, la population avait souffert de certaines catastrophes économiques, politiques et humaines générées par les politiques du régime; on pense en particulier à la grande famine de la fin des années cinquante causée par le "grand bond en avant" ainsi qu'à la révolution culturelle. Nous en concluons donc que le régime jouissait d'une légitimité moyenne, et en conséquence attribuons la cote (C).

En 1995, l'assise de la légitimité est devenue très fragile. Les exploits révolutionnaires sont choses du passé (la majorité de la population étant née après 1949), l'idéologie est en crise et a

¹ ZHU, Jian-Hua et Stanley ROSEN, "From Discontent to Protest: Individual-Level Causes of the 1989 Pro-Democracy Movement in China", International Journal of Public Opinion Research, V:3, automne 1993, p. 234-249.

perdu beaucoup de son importance, le parti discrédité, et il n'y a plus de vrai leader. La légitimité du régime ne tient essentiellement plus qu'à un seul élément: la performance. A ce chapitre, les réformes ont donné lieu à une croissance économique spectaculaire et une amélioration notoire du bien-être matériel; en même temps, elles ont été source de nombreux problèmes qui alimentent les frustrations d'une population manifestant de plus en plus ouvertement son mécontentement. Les réformes ont donc eu pour effet de diminuer la légitimité du régime, qui est maintenant faible, ce qui se traduit par une cote (D).

4.2. LEADERSHIP POLITIQUE

4.2.1 Pas de démocratie sans démocrates

Diamond *et al.* mettent en bonne partie l'accent sur les facteurs structurels qui sont susceptibles d'avoir une influence sur les possibilités d'émergence de la démocratie. Les auteurs reconnaissent toutefois que ces facteurs structurels ne peuvent être entièrement déterminants. Pour que la démocratie puisse voir le jour, il est nécessaire qu'il existe un leadership politique dévoué à la cause démocratique et capable de réaliser le nécessaire pour engager le pays sur cette voie.

Nous allons donc attribuer les cotes et valeurs suivantes à la capacité d'un leadership politique militant en faveur de la démocratie: (A) nulle (B) faible (C) moyenne (D) forte (E) très forte. La cote (A) constitue un obstacle sérieux à l'émergence de la démocratie, et à l'autre extrême la cote (E) constitue un facteur qui la facilite grandement.

4.2.2 Où sont les leaders démocrates?

Un leadership capable de militer efficacement en faveur de la démocratie se manifeste par le nombre d'individus ou de groupes qui entretiennent des idéaux démocratiques et qui entreprennent de façon organisée des actions concrètes vers l'atteinte de ces idéaux, actions susceptibles de susciter l'appui d'au moins une partie de la population. Un tel leadership pourrait se retrouver au sein du régime au pouvoir ou en dehors de celui-ci.

Examinons d'abord s'il existe un tel leadership au sein du régime. En 1978, au terme de la révolution culturelle et dans la foulée du décès de Mao, il y avait crise au sein du leadership alors

que Deng Xiaoping tentait d'asseoir son autorité. Sur fond d'affrontements idéologiques encore intenses tournant autour de la ligne juste quant à l'interprétation du marxisme-léninisme et de la pensée Mao Zedong, aucun leader n'osait remettre en question les fondements idéologiques du régime. Si on utilisait parfois le terme "démocratie", il s'agissait de la "démocratie" version "dictature du peuple": rien à voir avec la définition de la démocratie utilisée dans le présent ouvrage. Bref, en 1978 il n'y avait au sein du pouvoir aucun leadership en faveur de la démocratie.

Les réformes ont donné l'occasion à certains leaders entretenant des idées un peu plus réformistes et libérales de se manifester. Ceux-ci ont encouragé la recherche de nouvelles orientations économiques inspirées de l'économie de marché, réflexions qui ont parfois débordé quelque peu sur le plan politique. Hu Yaobang, alors Secrétaire général du Parti, et Zhao Ziyang, lorsqu'il était Premier ministre puis à son tour Secrétaire général, ont été les meneurs en ce sens. Autour d'eux s'est constituée ce que Goldman appelle une "élite démocratique", c'est à dire un réseau informel d'intellectuels influents auprès de certaines sphères du pouvoir qui mettait de l'avant certaines idées de réforme politique. Toutefois, "...members of the democratic elite did not have an overall political program or even a clear understanding of democracy... Only a minority of the democratic elite publicly called for a multiparty system, specific democratic institutions, or a system of checks and balances. Nevertheless, virtually all of the democratic elite and their associates called for some form of ideological pluralism, protected by institutions and laws, in order to strengthen society's role vis-à-vis the state."¹ En fait, les réformistes s'inspiraient tout

¹ Merle GOLDMAN, Sowing the Seeds of Democracy in China: Political Reform in the Deng Xiaoping Era, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 1994, p.2 et p.23.

particulièrement du "nouvel autoritarisme", sorte de voie transitoire vers la modernisation et la démocratie où l'État est encore fort et autoritaire, le rôle des partis politiques et du parlement est très restreint, et les libertés individuelles limitées.¹ L'élite démocratique n'était pas organisée pour l'action, se limitant plutôt à tenter d'influencer les leaders auxquels elle avait accès. Et comme de fait, malgré beaucoup de discussion, très peu a été fait. Le dénouement est révélateur: le Parti a fini par évincer de leur poste, en disgrâce, Hu Yaobang et Zhao Ziyang, notamment en raison de leur attitude jugée trop tolérante envers les manifestants étudiants en 1986-87 et 1989. Ceci témoigne du peu de capacité et de marge de manoeuvre de leaders plus libéraux au sein de la hiérarchie chinoise.

Parmi les personnalités occupant un poste au Politburo en 1995, à peine quelques-uns peuvent être soupçonnés d'être libéraux. La plupart des observateurs s'entendraient pour dire que le leadership post-Deng sera probablement plus conservateur. Certains osent plutôt avancer que seuls les réformistes ont des racines profondes au sein du Parti, de l'État et de la bureaucratie militaire², et qu'ils sont susceptibles de lancer un processus de démocratisation. Il est en fait très difficile de connaître les opinions réelles des dirigeants. Peut-être y en a-t'il plus qu'on ne soupçonne qui seraient prêts à une ouverture politique; plusieurs, au sein du Parti, de l'État et des médias ont d'ailleurs soutenu les étudiants lors du printemps de 1989.³ Mais chose certaine,

¹ Pour une discussion du concept et des courants de pensée à ce sujet, voir Mark P. PETRACA et MONG Xiong, "The Concept of Chinese Neo-authoritarianism: An Exploration and Democratic Critique", *Asian Survey*, XXX:11, novembre 1990, p. 1099-1117.

² C'est le point de vue de Andrew NATHAN: "China's Path from Communism", *Journal of Democracy*, IV:2, Avril 1993, p.37.

³ Andrew G. WALDER, "The Political Sociology of the Beijing Upheaval of 1989", *Problems of Communism*, No.38, Sept.-Oct. 1989, p.38.

personne au sein du leadership ne manifeste présentement ouvertement et activement en faveur de la démocratie.¹

Qu'en est-il du leadership à l'extérieur du régime? Les années 1978 et 1979 ont été marquées par l'expérience du célèbre "mur de la démocratie": la population de Beijing était libre d'écrire le fond de ses pensées sur un immense panneau public. Certains individus en ont profité pour réclamer rien de moins que la démocratie et ont acquis une certaine notoriété, tel que Wei Jinsheng. L'expérience fût toutefois de courte durée: après quelques mois la répression s'abattit, le mur fut démantelé, et Wei prit le chemin de la prison. Aucun leadership organisé n'a pu se développer.

Comme nous l'avons vu précédemment, la période des réformes a certes élargi l'espace politique sous lequel on a toléré des opinions et actions non-conformistes. Certains "dissidents" aux idées plus explicitement démocratiques, les Liu Biyan, Fang Lizhi, Yan Jiaqi, Wang Juntao, Chen Ziming et autres, ont parlé, publié, organisé des forums de discussion, entretenu certains réseaux. Mais en réalité, ils n'ont exercé que très peu d'ascendant en dehors des cercles intellectuels. De plus, dans l'ensemble cette "opposition" est demeurée très modérée.² Les événements du printemps de 1989 ont certes constitué le point fort d'un certain leadership étudiant; celui-ci a su susciter une mobilisation, plutôt anarchique, d'une partie de la population désireuse de manifester ses frustrations, notamment envers l'érosion du pouvoir d'achat causé par l'inflation et contre la

¹ He Baogang met toutefois de l'avant que certains groupes au sein du régime pourraient utiliser la carte de la démocratie dans leur lutte de pouvoir contre d'autres factions. HE Baogang, "Democratisation: Antidemocratic and Democratic Elements in the Political Culture of China", Australian Journal of Political Science, XXVII:1, mars 1992, p.126.

² Andrew NATHAN "China's Path from Communism", p.38. Goldman est du même avis: Merle GOLDMAN, Sowing the Seeds of Democracy in China..., p.346.

corruption. Le mouvement s'inspirait vaguement d'idéaux démocratiques et réclamait une certaine libéralisation, notamment la liberté de presse, mais n'avait pas de vision claire et de programme politique articulé sur le thème de la démocratie. Il n'y avait certes pas de leadership organisé pour prendre le pouvoir.¹ Aujourd'hui, ce leadership étudiant est démantelé. Quant aux dissidents les plus en vue, plusieurs ont pris le chemin de l'exil. Certains dissidents demeurent toujours à l'intérieur de la Chine, un certain nombre d'entre eux prisonniers politiques. L'action de ceux et celles qui sont en liberté se limite toutefois à peu de choses, tel l'envoi de pétitions à l'Assemblée populaire nationale. Qui plus est, souligne He Baogang, les écrits tout autant que les gestes des avocats de la démocratie laissent entrevoir une pensée sympathique à l'autoritarisme et des comportements de style autoritaire, ce qui fait douter de leur engagement réel et de leur capacité à diriger un mouvement démocratique.²

Quant à la dissidence en exil, il est notoire qu'elle est divisée, peu efficace, et surtout qu'elle n'exerce pratiquement aucune influence sur le cours des événements en Chine. "The democracy movement abroad needs to be evaluated for what it really is: not a political party with a program to hasten the fall of the Deng regime, but a community of intellectuals... They are not the ones who will overthrow the regime, but they will be prepared with new ideas when it finally falls."³

1. Merle GOLDMAN, Sowing the Seeds of Democracy in China..., p.359.

2. HE Baogang, "Democratisation:..." p. 130-131.

3. Andrew NATHAN "China's Path from Communism", p.36.

4.2.3 Une communauté épars

Comme nous l'avons vu, en 1978 il n'existait aucun leadership démocratique, donc cote (A)

Les réformes ont permis à un certain leadership démocratique d'émerger, ne serait-ce que de façon embryonnaire. En 1995, on retrouve un certain nombre de groupes et d'individus, en Chine et à l'extérieur, qui entretiennent certaines idées démocratiques et posent certains gestes (discours, publications, pétitions, etc.) pour pousser le pays sur la voie de la démocratie. Ces groupes et individus ne semblent toutefois pas posséder de programme politique bien articulé, de vision claire et réaliste de l'objectif et des moyens pour y arriver. Qui plus est, ils sont très divisés, n'ont que peu d'ascendant sur la population et n'exercent présentement que peu d'influence sur le cours des événements en Chine. On en conclut donc qu'il existe un certain leadership démocratique, mais que sa capacité est faible. En conséquence, nous attribuons la cote (E).

4.3. CULTURE POLITIQUE

4.3.1 Croyances et valeurs

La "culture politique" s'entend par les croyances et valeurs prévalant au sein des masses et de l'élite. Selon Diamond *et al.*, les valeurs et croyances suivantes sont cruciales pour la démocratie: croyance en la légitimité de la démocratie; tolérance des autres groupes politiques; disposition au compromis; pragmatisme et flexibilité; un certain niveau de confiance envers l'environnement politique accompagné de collaboration, particulièrement entre compétiteurs politiques; modération dans les positions politiques et l'identification partisane; civilité du discours politique.

Nous allons donc jeter un regard sur les traditions et valeurs démocratiques en Chine et leur attribuer les cotes et valeurs suivantes: (A) très faibles (B) faibles (C) modérées (D) fortes (E) très fortes.

4.3.2 Confucianisme, communisme et réformes

La culture chinoise ayant de profondes racines, il convient d'analyser la période 1978-1995 sur toile de fond.

Dans la Chine traditionnelle, les dirigeants héritaient leur mandat du ciel. Il en résultait évidemment un gouvernement fortement concentré sur l'autorité personnelle de l'empereur, non un gouvernement de droit. Toutefois, l'empereur et son gouvernement ne jouissaient pas d'un

pouvoir absolu. Ceux-ci avaient l'obligation de veiller au bien-être de la population; ils devaient gouverner en fonction de la moralité, en fonction du "bien" et du "mal". Les intellectuels et les cadres pouvaient, et même devaient réprimander l'empereur lorsqu'il déviait de la recherche de l'harmonie et de la prospérité, quoiqu'ils le faisaient à grand risque! Dans les situations extrêmes, lorsque la dynastie devenait irrémédiablement impotente, corrompue et oppressive, on considérait que le "mandat du ciel" de l'empereur lui était retiré, ce qui pouvait justifier son renversement. Bien qu'il n'y avait pas d'élections, les protestations et rébellions périodiques laissaient savoir à l'empereur qu'un certain consentement de la population était nécessaire. Dans les relations sociales, le confucianisme mettait l'accent sur le respect et la soumission à l'autorité.

Ainsi, bien qu'on mentionne communément que la culture traditionnelle de la Chine soit empreinte de valeurs associées à l'autoritarisme, on peut également retrouver dans cette culture des éléments proto-démocratiques.

Stated summarily, on the one hand, Chinese hierarchical, authoritarian, and elite, personalized political culture is inhospitable to Democracy, and has been conducive to authoritarian rule; on the other hand, traditionally based Chinese values, such as the morally autonomous individual, the absolutely just ruler, the responsibility of the government for people's welfare, and the ordinary person's responsibility for the fate of the nation, have served as the main justification for the growth of a pressure movement demanding democratisation...¹

¹ HE Baogang, "Democratisation: Antidemocratic and Democratic Elements in the Political Culture of China", Australian Journal of Political Science, XXVII:1, mars 1992, p. p.127, s'inspirant de Andrew J. NATHAN, China's Crisis: Dilemmas of Reform and Prospects for Democracy, New-York, Columbia University Press, 1990. Des Forges est aussi d'avis qu'on peut retrouver des indices de valeurs et comportements démocratiques dans l'histoire de la Chine: Roger DES FORGES (sous la dir. de), Chinese Democracy and the Crisis of 1989: Chinese and American Reflections, New-York, State University of New York Press, 1993. Nathan s'est appliqué à retracer l'historique de la pensée et de l'action démocratique, plus spécifiquement à

Cinquante ans de régime communiste ont évidemment eu un impact sur la culture politique. Certains sont d'avis que la culture traditionnelle chinoise a été renforcée sous le régime: "Su an Ogden states that the party not only did not develop strategies that could effectively combat defects of Chinese 'feudalism' - such as the overcentralization of power, the worship of great leaders, the tendency to form factions, and the privileged status of officials - but devised a system that defended and cultivated similar practices."¹ Lucian Pye parle de "Confucian leninism".² He Baogang préfère s'exprimer ainsi: "...it is difficult to identify Chinese political culture as Confucianism, communism or something else. Chinese culture is a mixture of different value systems, such as Confucianism, legalism, communism, nationalism, liberalism, and so on".³

Penchons-nous maintenant sur quelques éléments plus spécifiques de la culture politique, mettant l'accent sur la période de 1978 à 1995.

Quelle conception le citoyen se fait-il de son rôle politique? Une étude de Nathan en vient à la conclusion que les chinois ont encore une culture politique "paroissiale"⁴, donc qu'ils ne sont que peu portés à s'engager sur les grandes questions politiques nationales. Frolic souligne que "the

partir de 1895: Andrew J. NATHAN, Chinese Democracy, New-York, Knopf, 1985.

¹ Stanley ROSEN, "Chinese Students in the Nineties: Adjusting to the Market", China News Analysis, No. 1515-1516, 1-15 août 1994, p.127.

² Lucian PYE, The Mandarin and the Cadre: China's Political Culture, Michigan, University of Michigan Press, 1988.

³ HE Baogang, "Democratisation: Antidemocratic and Democratic Elements in the Political Culture of China", p.122.

⁴ Andrew J. NATHAN et Tianjin SHI, "Cultural Requisites for Democracy in China: Some Findings from a Survey", Daedalus, 122, printemps 1993, p.105. Le concept de "culture paroissiale" est emprunté à G.A. ALMOND et S. VERBA, The Civic Culture: Political Attitudes and Democracy in Five Nations, Princeton, Princeton University Press, 1963.

road from subject to citizen is long and arduous".¹ Un sondage effectué en 1987 auprès des résidents de Beijing indiquait que si ceux-ci s'intéressaient alors aux questions de réforme politique, la majorité avait un sentiment d'impuissance vis-à-vis de la politique. Ainsi, une majorité était d'accord ou plutôt d'accord avec des affirmations à l'effet que la gestion d'un pays est l'affaire des leaders et que le public ne peut rien y changer.² Divers sondages ont révélé que les gens, tout particulièrement les jeunes, n'absorbent plus les valeurs avancées par le régime. Mais ceci ne les dirige pas pour autant vers l'action politique. Certaines données indiquent que les gens sont plus individualistes et matérialistes. Un sondage effectué en 1994 révélait que 64% des participants avaient pour philosophie de "travailler fort et devenir riche"; seulement 4% s'inspiraient de la philosophie avancée par Mao: "ne penses jamais à toi, donne tout à la société".³ Un sondage de Ming Qi, publié en 1989, tend toutefois à indiquer une plus grande conscience politique chez la population.⁴ Quant aux paysans, il semblent avoir une approche très pragmatique des choses:

Peasants are not interested in national politics. They do not seem to have an ideological predisposition toward any political system. Their response to any institution is chiefly

¹ Bernie Michael FROLIC, An Examination of Civil Society in China, présenté à l'Agence canadienne de développement international, University of Toronto - York University Joint Centre for Asia Pacific Studies, (ébauche préliminaire), avril 1994, p.8.

² Jianhua ZHU, Xinshu ZHAO et Hairong LI, "Public Political Consciousness in China: an Empirical Profile", Asian Survey, XXX:10, octobre 1990, p.996.

³ Jay MATHEWS, "First Poll of China Finds Materialism Alive", The Washington Post, 16 février 1995, p. A13. Il s'agit d'un sondage Gallup dont on peut toutefois critiquer l'échantillonnage en raison de la sous-représentation de la population rurale.

⁴ Ming QI, Zhongguo zhenghi wenhua: minzhu zhenghi nanchan de shehui xinli yinsu, (La culture politique chinoise: les origines de difficultés socio-psychologiques en démocratie), Kunming (R.P.C.), Yuanan renmin chubanshe, 1989. Voir également Alfred CHAN et Paul NESBITT-LARKING, Critical Citizenship and Civil Society in Contemporary China, (manuscrit non publié), University of Western Ontario, (1995); ces derniers ont utilisé les données de Ming Qi.

based on how well it serves their interests. Accordingly, the peasant tries to work within the system first; it is only when relations between the state and the peasants become unbearably distorted that social upheaval will result.¹

Ceci dit, les diverses manifestations d'ordre politique qui ont eu cours depuis 1986 (tout particulièrement le printemps de 1989 qui a vu la participation de couches plus larges de la population que simplement les intellectuels et les étudiants) sont éventuellement des indicateurs ainsi que des facteurs contribuant à rehausser l'intérêt de la population envers la chose politique.

Ce qui nous amène à la croyance en la légitimité de la démocratie. En 1978, on ne pouvait déceler que peu d'indices démontrant que la démocratie, au sens où elle est définie dans le présent ouvrage, était une option légitime au sein de la population. Le "mur de la démocratie" nous a permis de savoir que plusieurs étaient prêts à critiquer très durement le régime pour diverses raisons, notamment les souffrances individuelles et collectives subies pendant la révolution culturelle. Mais il ne s'en trouvait que peu, tel Wei Jinsheng, pour militer en faveur de la démocratie. Graduellement, au cours de la période des réformes, la démocratie est devenue un concept pouvant au moins se discuter: "The ideas of the rule of law, separation of powers, and even of pluralism had moved to the sphere of permitted public discourse, and carefully worded suggestions that China might have something to learn from Western models in this regard were commonplace by 1986... Ideas considered heretical only a decade ago have moved to the mainstream of opinion among the educated and the young."² Un sondage effectué en 1987 auprès des résidents de Beijing indiquait que seule une minorité de gens croyait que certains éléments

¹ H.J. TSENG, "Peasant, State and Democracy: The Chinese Case", Issues and Studies, XXIX:4, avril 1993, p. 49.

² Andrew G. WALDER, "The Political Sociology of the Beijing Upheaval of 1989", Problems of Communism, No.38, Sept.-Oct. 1989, p.32.

clés de la démocratie (libertés civiles, liberté de presse, réforme du système électoral) étaient des questions urgentes à régler par des réformes politiques.¹ Par contre, les événements du printemps de 1989 ont révélé que les étudiants ainsi qu'une certaine partie de leurs supporters s'inspiraient d'idéaux démocratiques, bien que leur compréhension de la démocratie et du chemin pour y arriver était quelque peu nébuleuses. Nathan cite d'ailleurs un sondage effectué en 1990 selon lequel 54% des répondants affirmaient que "la Chine a besoin de plus de démocratie", bien que 76% affirmaient également que "la démocratie chinoise dépend du leadership du PCC"². La croyance en la légitimité de la démocratie semble donc avoir fait un certain bout de chemin parmi la population au cours de la période des réformes, mais on ne saurait s'enflammer: la majorité des paysans et des gens peu lettrés, et ils sont nombreux, en savent probablement très peu sur la démocratie! Quant à la croyance en la légitimité de la démocratie au sein des gens au pouvoir, nous avons déjà examiné cette question dans la Section 4.1.

La période de la révolution culturelle, qui s'est officiellement terminée en 1978, a certes été marquée par l'intolérance et l'extrémisme au sein de larges couches de la population, bien que celle-ci ait été manipulée par les diverses factions politiques. Tel que nous le voyons dans d'autres sections du présent ouvrage, la période des réformes a été marquée par un plus grand niveau de tolérance du régime envers les opinions et comportements non-conformistes, et on n'a pas décelé d'intolérance au sein de la population comme on l'avait fait dans la période précédente. Dans une étude comparative sur la culture politique entre divers pays, Nathan et Shi ont conclu

¹ Jianhua ZHU *et al.*, "Public Political Consciousness in China: an Empirical Profile", p.996.

² Andrew J. NATHAN, "China's Path from Communism", *Journal of Democracy*, IV:2, Avril 1993, p.39.

que les chinois étaient somme toute moins tolérants que les autres nations.¹ Il est par ailleurs intéressant de souligner que des intellectuels chinois ont déposé une pétition auprès du gouvernement chinois en mai 1995 appelant à la tolérance. Ils y affirmaient que la tolérance est une condition à la démocratie politique, mais que la tolérance n'a jamais fait partie de la culture traditionnelle chinoise qui est plutôt habituée à un mode de pensée unifié.²

En ce qui touche le compromis, la coopération, la civilité du discours et la modération, la Chine de 1949 à 1978, tout particulièrement l'épisode de la révolution culturelle, a été l'antithèse de tout ceci. La période des réformes a certes marqué un progrès à ce chapitre. Différentes factions au sein du régime continuent à vouloir améliorer leur emprise sur le pouvoir, mais le font de façon relativement modérée. Ce qu'il importe en particulier de souligner c'est la modération de "l'opposition"; il se trouve évidemment certains dissidents qui tiennent des propos acerbes et qui sont plus radicaux dans leurs revendications, mais dans l'ensemble les intellectuels et réformistes manifestent de la modération.³

Si on a tenté ci-haut de déceler des changements dans la culture politique entre 1978 et 1995, il va de soi que la culture d'un peuple, surtout d'un peuple qui a une si riche tradition que le peuple chinois, ne change pas radicalement en une quinzaine d'années. Il est particulièrement difficile d'avoir une culture politique compatible avec la démocratie lorsqu'on a jamais connu cette forme de gouvernement! Ce qui est certain, toutefois, c'est qu'il y a eu un mouvement vers l'imperméabilité face aux valeurs mises de l'avant par le régime, un mouvement vers

¹ Andrew J. NATHAN et Tianjin SHI, "Cultural Requisites for Democracy in China: Some Findings from a Survey".

² "Chinese scholars demand freedom", The Globe and Mail, 17 mai 1995.

³ Voir à ce sujet la Section 4.2.2.

l'individualisme, et que l'idée de la démocratie a fait un certain bout de chemin. Nathan conclut ainsi:

Nothing in our data supports the theory that Chinese political culture is an absolute bar to democracy. When compared to residents of some of the most stable, long-established democracies in the world, the Chinese population scored lower on the variables we looked at, but not so low as to justify the conclusion that democracy is out of reach. In general, as theory predicts, the more urban and educated sectors showed more democratic attitudes, supporting expectations derived from modernization theory that China's culture will move closer to the patterns characteristics of democratic countries as the economy grows.¹

He Baogang, pour sa part, conclut après avoir analysé divers éléments de la culture politique chinoise que la culture antidémocratique est encore dominante, mais que la culture démocratique est appelée à devenir plus forte qu'elle ne l'est maintenant. Pour lui, les attitudes anti-traditionnelles et anti-communistes sont devenues si populaires auprès de la nouvelle génération qu'on peut presque parler de rupture dans la culture politique chinoise.²

Qu'est-ce qui a été à l'origine de ces changements au cours de cette période? Les réformes économiques ont entraîné la création d'un certain marché, une certaine modernisation de l'économie et une augmentation substantielle de la consommation, ce qui en retour stimule certains ajustements dans les valeurs - tel que l'individualisme et le matérialisme. Les réformes économiques ont aussi exigé une certaine relaxation des contrôles au niveau politique, ce qui a permis l'apprentissage d'un certain niveau de discussion politique, incluant des discussions sur

¹ Andrew J. NATHAN et Tianjin SHI, "Cultural Requisites for Democracy in China: Some Findings from a Survey", p.117.

² HE Baogang, "Democratisation: Antidemocratic and Democratic Elements in the Political Culture of China", p.122 et p.134.

des sujets tels que la démocratie. Une dimension clé des réformes a évidemment été l'ouverture de la Chine sur le monde extérieur; une telle ouverture a entraîné des échanges qui ont familiarisé un certain nombre de chinois - tout particulièrement les cadres du régime et les intellectuels - avec les pratiques et la culture prévalant en régime démocratique.¹

4.3.3 L'ouverture

En fonction de l'analyse qui précède nous concluons que les traditions et valeurs démocratiques des chinois en 1978 étaient très faibles, donc cote (A). L'influence des réformes s'est fait sentir et a eu un impact modeste d'ouverture envers les traditions et valeurs démocratiques, qui demeurent néanmoins faibles en 1995, donc cote (B).

¹ Andrew G. WALDER, "The Political Sociology of the Beijing Upheaval of 1989", Problems of Communism, No.38, Sept.-Oct. 1989, p. 32. On compte en effet 220,000 étudiants chinois ayant étudié à l'étranger depuis 1979, dont 75,000 sont retournés en Chine.

4.4. STRUCTURE SOCIALE ET DÉVELOPPEMENT SOCIO-ÉCONOMIQUE

4.4.1 Développement et démocratie: le lien

Selon Diamond *et al.*, et tel que le soutiennent plusieurs autres théoriciens, le développement socio-économique change fondamentalement la façon dont les individus et les groupes participent au processus politique. Un niveau avancé de développement socio-économique génère une plus grande sécurité, accroît le niveau d'éducation, réduit les inégalités et apaise les sentiments de privation et d'injustice parmi les classes moins bien nanties; le tout diminue les risques d'extrémisme. Une plus grande richesse nationale tend aussi à élargir les rangs de la classe moyenne, qu'on associe généralement à la modération, la tolérance et la démocratie.

Au cours des trente dernières années, plusieurs analyses quantitatives ont appuyé la thèse d'une relation positive entre le développement socio-économique et la démocratie.¹ Le processus de développement et modernisation est en effet déstabilisateur. Selon Huntington: "Social and economic change - urbanization, increases in literacy and education, industrialization, mass media expansion - extend political consciousness, multiply political demands, broaden political participation."² Or les institutions politiques doivent s'adapter pour pouvoir composer avec cette participation croissante (et de plus en plus autonome) de la population au processus politique,

¹ Par exemple, l'ouvrage de Hadenius à laquelle nous faisons référence dans la Section 2.1. Axel HADENIUS, Democracy and Development, Cambridge (G.B.), Cambridge University Press, 1992.

² Samuel P. HUNTINGTON, Political Order in Changing Societies, New Haven CT, Yale University Press, 1968, p.5; cité dans DIAMOND *et al.*, p. 19.

sinon elles risquent de s'effondrer. On peut donc formuler la relation entre développement et démocratie en termes de probabilités:

As countries develop economically, they can be conceived of moving into a zone of transition or choice, in which traditional forms of rule become increasingly difficult to maintain and new types of political institutions are required to aggregate the demands of an increasingly complex society.¹

Soulignons que ces nouvelles institutions ne seront pas nécessairement celles de la démocratie: plusieurs autres facteurs influencent évidemment l'évolution politique d'un pays et le choix d'un régime. En d'autres termes, développement, modernisation et déstabilisation ne mènent pas automatiquement à la démocratie! Les indications sont toutefois à l'effet qu'à long terme, l'impact le plus important d'un développement socio-économique rapide sous les régimes autoritaires a été de générer des pressions et créer des conditions sociales plus favorables à l'émergence de la démocratie.

Enfin, il semble bien exister une corrélation entre l'égalité sociale et la démocratie.

Nous allons donc tenter de cerner dans quelle mesure le développement socio-économique peut servir de fondement au développement de la démocratie en Chine. A cette fin, nous allons porter un jugement sur les caractéristiques de ce développement, tout particulièrement en fonction de trois éléments. Tout d'abord, le niveau de développement: un niveau de développement élevé sert de meilleur fondement à la démocratie. Deuxièmement, le rythme du développement ou de la croissance: un rythme élevé stimule le changement. Enfin, l'équité: l'égalité socio-économique

¹ Samuel P. HUNTINGTON, "Will More Countries Become Democratic?", Political Science Quarterly, XCVIII:2, été 1994, p. 201; également cité dans DIAMOND *et al.*, p. 19.

constitue un meilleur fondement pour la démocratie. Nous allons enfin attribuer les cotes et valeurs suivantes au caractère du développement socio-économique comme fondement pour la démocratie: (A) très faible (B) faible (C) moyen (D) appréciable (E) solide.

4.4.2 Les réformes: le vrai bond en avant

Les données suivantes nous fournissent une bonne indication de la performance de la Chine en matière de développement.

- ◆ La Chine, sous la période des réformes, a connu l'un des taux de croissance les plus élevés au monde. Pour la période de 1979 à 1992, le taux de croissance annuel moyen du PNB était de 9%.¹ Il s'agit d'un taux environ 50% plus élevé qu'au cours de la période de 1965 à 1980, alors que le taux de croissance annuel réel du PNB était de 6.4%.
- ◆ Le PNB *per capita* s'est aussi accru considérablement: de 7.6% par année au cours de la période 1980 à 1992, comparativement à 4.1% au cours de la période 1965 à 1980.² A combien s'élève le PNB *per capita* de la Chine? Cela dépend à qui on le demande, ou plus précisément de la méthodologie utilisée! Selon la méthode classique de calcul du PNB, qui

¹ "When China Wakes", The Economist, 28 novembre 1992, p. 3. Les taux en 1993 et 1994 étaient respectivement de 13.4% et 8.8%: "Statistical Communiqué of the State Statistical Bureau of the PRC on the 1993 National Economic and Social Development", Beijing Review, 14 mars 1994, p.19; et "Statistical Communiqué of the State Statistical Bureau of the PRC on the 1994 National Economic and Social Development", Beijing Review, 28 février 1995, p. viii.

² Programme de développement des Nations-Unies, Rapport sur le développement humain, New York, Oxford University Press, 1994, tableau à la p. 194.

tient compte tout particulièrement du taux de change courant, la réponse serait: 369 dollars américains pour l'année 1992.¹ En utilisant diverses variations de la méthode plus récente du "Purchasing Power Parity", on en arrive à des estimés de 1,396 à 3,396 dollars pour la même année.² Si on retient le chiffre de 1,950 dollars par an, cela situerait quand même la Chine parmi les 50 pays qui ont le revenu les moins élevés de la planète.³

- ◆ Ceci s'est traduit par une nette amélioration du niveau de vie. L'Indice du développement humain des Nations-Unies est basé sur l'espérance de vie, l'éducation et l'alphabétisme, ainsi que le revenu. Or l'indice attribué à la Chine est passé de 0.372 en 1970, à 0.475 en 1980, à 0.594 en 1992.⁴

¹ Stephen LAVERGNE, China 2000: The Nature of Growth and Canada's Economic Interests, Ottawa, Ministère des Affaires étrangères et du commerce extérieur, Policy Paper No. 94/10, avril 1994, p. 43. Selon l'estimation les Nations-Unies, le montant était de US \$ 480: Programme de développement des Nations-Unies, Rapport sur le développement humain, 1994.

² Pour l'année 1992, l'estimé du FMI est de US \$ 1,396; celui de la Banque mondiale de 1,907; et celui des Nations-unies de \$ 3,396. Source: Stephen LAVERGNE, op. cit. p. 61. Pour une explication et analyse des diverses méthodes appliquées au cas de la Chine, voir: Vaclav SMIL, "How Rich is China?", Current History, septembre 1993, p.265-269.

³ Analyse à partir du Programme de développement des Nations-Unies, Rapport sur le développement humain, 1994, tableau à la p.156.

⁴ Source des données pour 1992: Programme de développement des Nations-Unies, op. cit., p.20. Pour les années antérieures, le même rapport annuel pour les années en question tel que cité dans Brian HUNTER, Trends in Economic and Human Development, Agence canadienne de développement international, juillet 1994, p.23.

- ◆ Si on analyse de plus près certains indicateurs, on note que le revenu réel des travailleurs a plus que doublé depuis 1978.¹ Au niveau de l'alimentation, la production alimentaire de la Chine s'est accrue de 42% entre 79-81 et 1992; le chinois moyen consommait alors 2,729 kcal par jour, ce qui est excellent.² L'espérance de vie était de 40 ans en 1950, de 65 ans à la fin des années 1970, et de 68.5 ans en 1992.³ Au niveau de l'éducation, si la période des réformes a permis l'essor d'écoles privées où l'on dispense un enseignement de qualité mais à coût exorbitant, il pourrait y avoir eu recul au niveau de l'accessibilité à l'enseignement général: ainsi, le pourcentage de jeunes de 6 à 23 ans fréquentant un établissement d'éducation est passé de 50 à 43%.⁴ Il y a aussi eu des améliorations notables au niveau de l'habitation, tant en ce qui touche la superficie occupée que la qualité, mais dans l'ensemble la situation de l'habitation demeure insatisfaisante.⁵
- ◆ La croissance du revenu *per capita* s'est aussi traduite par une hausse vertigineuse de la consommation de masse. A la fin des années 1970, le consommateur urbain pouvait espérer posséder une montre, une machine à coudre, une bicyclette et un radio transistor. Dès le milieu des années 1980 ce même consommateur pouvait aspirer de façon réaliste à posséder une télévision couleur, une machine à laver, un système de son sophistiqué, voire un appareil vidéo!⁶

1. "China", The Economist, 18 mars 1995, (dossier spécial sur la Chine) p.1.

2. Programme de développement des Nations-Unies, Rapport sur le développement humain, 1994, d'après le tableau à la p.172.

3. Vaclav SMIL, "How Rich is China?", p.268; et Programme de développement des Nations-Unies, op. cit., p. 162.

4. Programme de développement des Nations-Unies, Rapport sur le développement humain, 1994. p.162.

5. "China", op. cit., p. 269.

6. Ainsi, de 1981 à 1991 le nombre d'appareils par 100 ménages urbains est passé de 1 à 70

- ◆ Bien qu'on ne possède pas de statistiques précises à ce sujet, on peut constater l'émergence d'une classe moyenne et même d'une classe riche, surtout dans les villes côtières: des gens qui possèdent Rolex, maison à trois étages, automobile privée, etc..¹
- ◆ L'augmentation du revenu et la hausse de la consommation se sont aussi manifestées en milieu rural, surtout dans les années 1979 à 1985, après quoi il y a eu une certaine stagnation, peut-être même une régression à certains endroits éloignés de la côte. Ainsi, la consommation *per capita* s'est accrue annuellement de 7% en moyenne depuis 1978, comparé à 2.8 % pour la période de 1954 à 1978. En 1994, la croissance du revenu en milieu rural était de 5%.² La consommation d'aliments s'est diversifiée.³ Dans le passé, les paysans fabriquaient leurs propres vêtements; aujourd'hui ils en achètent en plus grande quantité et meilleure qualité. Au niveau de l'habitation, il y a eu une amélioration remarquable: alors qu'en 1978 la grandeur moyenne d'une habitation en milieu rural était de 8.1 m², en 1993 elle était de 20.7 m².⁴
- ◆ De plus, on a constaté une réduction spectaculaire de la pauvreté absolue. Tout en admettant que les données sur la pauvreté sont toujours sujet à caution, le rapport le plus exhaustif sur le sujet démontre que le nombre de gens sous le seuil de la pauvreté absolue est passé de 28% de la population en 1978 à environ 10% en 1985.⁵

dans le cas des téléviseurs, 6 à 80 en ce qui touche les machines à laver, et 0.2 à 50 en ce qui touche les réfrigérateurs! "When China Wakes", The Economist, p. 4.

¹ NATHAN, Andrew J., "China's Path from Communism", Journal of Democracy, IV:2, Avril 1993, p. 35.

² "Statistical Communique of the State Statistical Bureau of the PRC on the 1994...", p.viii.

³ Le budget pour l'alimentation alloué à la consommation de céréales était de 65.3% en 1978, comparativement à 37.2% en 1995. "The Village Scene", China News Analysis, No.1524, 15 décembre 1994, p.2.

⁴ Ibid., p. 2.

⁵ World Bank, Strategies for Reducing Poverty in the 1990s, Washington, 1992. La raison principale de la diminution de la pauvreté au début des années 1980 a été la mise en place du système de responsabilité contractuelle en milieu rural, système qui a accru les incitatifs aux

- ◆ Il y a eu un essor significatif des moyens de communication. Par exemple, le nombre d'appareils téléphoniques est passé de 3.7 millions à 39 millions de 1978 à 1994.¹
- ◆ La Chine a connu une urbanisation relativement rapide. Ainsi, la population urbaine s'est accrue à un rythme de 4 à 5% pendant les années 1980, portant ainsi à 27% le taux de la population en milieu urbain. Si ce rythme se maintenait d'ici à l'an 2010, le taux d'urbanisation pourrait atteindre les 50% de la population: "In less than one generation's time, China will be transformed into a primarily urbanized society, in both demographic and occupational terms. ...These changes (will) have a profound effect on the way of life of most Chinese people and the way Chinese society is organized."²

Un dossier de la revue The Economist commentait ainsi l'amélioration du niveau de vie des chinois: "China's economic performance in 14 years [since 1978] has brought about one the biggest improvements in human welfare anywhere at anytime³." Rien de moins!

On en conclut ce qui suit. La Chine se développe à un rythme excessivement rapide depuis le lancement des réformes, ce qui a entraîné une amélioration significative du niveau de vie de la majorité de la population. Compte tenu que la Chine était au point de départ peu développée, celle-ci se situe encore à un niveau de développement qui est encore en deçà de la

producteurs et la productivité; le tout a été accompagné d'un changement dans les termes d'échange entre le secteur agricole et le secteur industriel, au profit du premier: K.H. MOINUDDIN, Poverty in the P.R.C.: Recent Developments and Scope for Bank Assistance, Banque asiatique de développement, Occasional Papers No.1, novembre 1992, p. 3.

1. Beijing Review, 26 juin 1995, p.18.

2. Kam Wing CHAN, "Urbanization and Rural -Urban Migration in China since 1982: A New Baseline", Modern China, XX:3, juillet 1994, p. 273.

3. "When China Wakes", The Economist, p.3.

moyenne mondiale: 111ème sur 174 pays, si l'on retient comme indicateur l'indice de développement humain des Nations Unies pour l'année 1992.¹

Si ce développement socio-économique a profité à une très large majorité de la population, l'écart entre les moins bien et les mieux nantis s'est toutefois creusé. En effet il semble bien, d'une part, que certains ou bien n'ont pas été touchés par les changements, ou bien en ont été affectés négativement: il s'agit notamment dans le premier cas des populations vivant dans les régions montagneuses, éloignées et pauvres en ressources, et dans le deuxième cas de gens qu'on pourrait appeler les "nouveaux pauvres" comme les migrants sans emploi. La pauvreté en Chine est essentiellement un phénomène rural, quoique la pauvreté en milieu urbain se soit accrue sous les réformes.² De plus, il semble y avoir des inégalités croissantes entre la côte et l'intérieur et entre la ville et la campagne.³ L'impact des réformes sur les femmes est aussi plutôt

¹ Programme de développement des Nations-Unies, Rapport sur le développement humain, 1994, p. 20.

² La population "flottante" est en croissance. Ainsi, pour la seule ville de Beijing on estime présentement la population flottante à environ 3 millions d'individus sur une population totale d'environ 12 millions; les migrants sont souvent considérés comme des citoyens de seconde zone. "China's 'Live Volcano': Beijing Must Tackle Unemployment and Defuse Rural Tensions", Asiaweek, 5 mai 1995, p.17-18.

³ L'étendue de ces inégalités, ainsi que leur gravité, est toutefois sujet à débat. Falkenheim, après une revue de la littérature contradictoire sur le sujet, conclut que les disparités inter-régionales ont tendance à être exagérées; les différences seraient plutôt de nature intra-régionale. Victor FALKENHEIM, China's Regional Development: Trends and Implications, Toronto, University of Toronto \ York University Joint Centre for Asia Pacific Studies, septembre 1994. Herzkovitch conclut que la plus importante différence de niveau de vie est entre le milieu urbain et la campagne. Linda HERSHKOVITZ, Regional Change in China: The Urban Dimension, Toronto, University of Toronto \ York University Joint Centre for Asia Pacific Studies, septembre 1994. Aussi, Linda HERSHKOVITZ, China's 80 Million: Dimensions of Poverty, Toronto, University of Toronto \ York University Joint Centre for Asia Pacific Studies, septembre 1994.

mixte.¹ Par contraste, la Chine en 1978 était une société relativement égalitaire.²

4.4.3 La nouvelle donne

En 1978, les chinois comptaient parmi les pauvres de la planète. La croissance et le type de développement poursuivis depuis 1949 ne bénéficiaient pas vraiment à la population. Seul facteur plus positif au tableau: l'accès aux biens et services essentiels était réparti de façon assez équitable au sein de la population. Nous en concluons donc que les caractéristiques du développement à cette époque constituaient un fondement fragile pour la démocratie et attribuons la cote (B).

Les réformes ont stimulé un rythme de croissance économique exceptionnel qui, cette fois, s'est traduit par un spectaculaire accroissement du niveau de développement. La population a maintenant un accès beaucoup plus élevé aux ressources, aux biens et services, tout particulièrement dans un contexte de développement du libre marché. Le revenu *per capita* calculé selon des méthodes récentes ainsi que l'indice de développement humain nous présentent la Chine plus comme un pays à revenu moyen qu'un pays sous-développé. Le tout s'est toutefois

¹ Linda HERSHKOVITZ, Towards the Future: Trends and Issues for Women in China, présentation à l'intention des consultations de l'Agence canadienne de développement international sur le programme de la Chine, novembre 1993, p.36.

² Au cours des années cinquante et soixante, la collectivisation avait entraîné une réduction drastique de l'inégalité de revenu. En raison de l'introduction des mécanismes de marché et du développement des entreprises rurales, le coefficient Gini pour le milieu rural est toutefois passé de 0.21 en 1978, à 0.26 en 1984, à 0.31 en 1990, indiquant une inégalité croissante de revenus. Les réformes semblent donc avoir plus bénéficié aux secteurs mieux nantis de la population qu'à ceux qui étaient au départ au bas de l'échelle. Dans l'ensemble, ce coefficient demeure néanmoins peu élevé comparé à la majorité des autres pays en développement asiatiques: K.H. MOINUDDIN, Poverty in the P.R.C., p.8.

traduit par un accroissement des inégalités. Dans l'ensemble, les caractéristiques du développement en Chine, surtout lorsqu'on tient compte de l'effet stimulant du rythme de la croissance, apparaissent comme un fondement appréciable pour le développement éventuel de la démocratie. Par conséquent, nous attribuons la cote (D) pour 1995.

4.5. MOUVEMENTS ASSOCIATIFS

4.5.1 Le civil et le politique

Selon Diamond *et al.*, l'existence d'un réseau d'organisations dense, institutionnalisé et autonome peut miner le pouvoir autocratique et créer des pressions en faveur de la démocratisation. En corollaire, l'absence du secteur volontaire et de groupes d'intérêt, ou le contrôle de ces organisations par un état corporatiste, peut renforcer l'autocratie et entraver le développement de la démocratie. Les organisations populaires constituent un vecteur important pour la création d'une communauté¹ informée, efficace et vigilante, ainsi que pour la construction, à partir de la base, d'un processus politique démocratique.

Il est intéressant de souligner que bien que Diamond *et al.* fassent référence au concept de "société civile", il se tiennent à l'écart du débat théorique sur la définition de ce concept et n'en font pas un élément central de leur argument. Ils préfèrent s'en tenir, de façon moins stricte, à l'existence des associations volontaires, groupes d'intérêt, etc.²

Nous allons donc qualifier la vitalité des mouvements associatifs en fonction de leur capacité, caractère indépendant et niveau d'activité selon les cotes et valeurs suivantes: (A) nul (B) faible (C) moyen (D) fort (E) très fort.

¹ Diamond *et al.* utilisent le terme "citizenry".

² Ceci, dans un certain sens, nous facilite la tâche. En effet, la littérature sur la Chine qui examine la question des associations est truffée de discussions et débats théoriques sur le concept de "société civile". Voir par exemple les articles publiés dans *Modern China*, XIX:2, avril 1993 à l'occasion d'un symposium: "Public Sphere / Civil Society in China".

4.5.2 Des associations, version chinoise et post-communiste

Gordon White nous a probablement fourni la meilleure étude empirique sur le phénomène des associations, à partir d'une étude de cas effectuée à Xiaoshan.¹ Celle-ci est une ville relativement riche, dans la banlieue de Hangzhou, qui s'est développée rapidement dans les années 1980 par le biais de petites entreprises, commercialisation de produits agricoles et industrie de l'exportation. White s'est concentré sur ce qu'il identifie comme les "associations sociales intermédiaires" entre l'État et la famille, qui jouissent d'une certaine autonomie vis-à-vis de l'État, et qui sont formées volontairement par les membres de la société pour la défense de leurs intérêts.

White a recensé la création de 99 associations de ce genre à Xiaoshan pendant la période de 1978 à 1990. La majorité de ces organisations, soit 62, était vouée à l'économie, aux sciences et à la technologie; les autres avaient diverses vocations, allant de la politique aux sports en passant par l'éducation et la culture.

White lie l'émergence de ces associations directement aux réformes économiques. Tout d'abord, celles-ci ont été à l'origine de différences sociales, notamment en raison de la spécialisation du travail ainsi que des diverses formes de propriété qu'elles ont générées. Les réformes ont aussi entraîné une décentralisation et diffusion du pouvoir économique. Enfin, les relations de marché

¹ Gordon WHITE, "Prospects for Civil Society in China: A Case Study of Xiaoshan City", The Australian Journal of Chinese Affairs, No.29, janvier 1993, p. 63-87.

ont causé une atomisation des agents économiques qui, en retour, ont multiplié les liens horizontaux.

White a toutefois relevé des éléments critiques en ce qui touche l'origine de ces associations, leur degré d'autonomie et leur relation avec l'État. L'État a en effet joué un rôle dominant dans la création de celles-ci et entretient des liens très serrés avec plusieurs d'entre elles. Classant les associations selon différentes catégories, White a recensé 6 organisations à caractère "officiel", 24 à caractère véritablement "populaire", et une nette majorité, soit 69, à caractère "semi-officiel". Qui plus est, si certaines de ces associations constituent de nouvelles formes d'organisation, d'autres relèvent en réalité de l'adaptation des anciennes formes d'associations (organisations de masse relevant du Parti communiste, telles que la Fédération des femmes, la Ligue de la jeunesse communiste, etc.).

White caractérise ainsi les associations:

- ◆ Il n'y a pas de distinction claire entre la sphère du domaine public et du domaine privé; la sphère du public domine.
- ◆ Leur niveau d'autonomie par rapport à l'État est limité.
- ◆ Elles ne peuvent être décrites comme des "groupes de pression": elles n'ont que des possibilités limitées d'influencer les organes d'État et les politiques.
- ◆ Le membership des associations n'est pas, règle générale, volontaire.

Les associations sociales en question intègrent ainsi des éléments contradictoires, allant du public au privé, de l'autonomie au service et à la dépendance de l'État, ce qui en fait une forme institutionnelle dualiste. Le mélange de ces éléments varie d'une association à l'autre.

White conclut que tout ceci révèle des éléments embryonnaires de la société civile, que l'on retrouve tant dans les nouvelles formes d'associations que dans l'adaptation des anciennes formes d'associations.

He Baogang¹ a aussi relevé l'existence de nombreuses organisations jouissant d'un certain degré d'autonomie qui se sont manifestées et ont joué un rôle important dans les événements menant à la crise de juin 1989: associations et clubs académiques tels que l'Association des jeunes économistes, le Groupe Stone de Beijing et son Institut sur le développement social, certaines librairies et journaux comme le World Economic Herald de Shanghai, etc. Analysant les événements de juin 1989, il met de l'avant que ces organisations réclamaient un espace politique pour représenter la population auprès des autorités. Les semaines qui ont précédé les événements ont aussi donné un *momentum* à ce mouvement, comme en fait foi la mise sur pieds d'organisations telle la Fédération des associations étudiantes autonomes de Beijing, et même rallié dans une certaine mesure des organisations officielles telle la Fédération des syndicats. Un tel ralliement d'associations contraste avec l'expérience du mur de la démocratie de 1978, qui n'avait pu générer un tel mouvement.

¹ HE Baogang, The Dual Roles of Semi-Civil Society in Chinese Democracy, Brighton (G.B.), Institute of Development Studies at the University of Sussex, Discussion Paper No. 327, Août 1993.

Autre indice de l'existence et de la croissance des associations, une étude de 1993 mentionnait que la croissance du nombre des organisations sociales ("*shehui tuanti*") depuis 1989 a été "phénoménale".¹

Faisant un sommaire de la littérature sur la société civile en Chine, Shun Yu Ma² a recensé pas moins d'une vingtaine d'auteurs qui se sont penchés sur le sujet. En général, ces études ont conclu qu'une société civile se manifeste graduellement depuis l'introduction des réformes à la fin des années 1970; les auteurs utilisent toutefois des qualificatifs tels que "faible", "émergente", "naissante" pour décrire cette "société civile à demi développée".

Ainsi, Chamberlain³ note que les organisations de la société civile sont encore peu nombreuses et concentrées en bonne partie en milieu urbain ainsi que dans les cercles d'étudiants et d'intellectuels. Whyte⁴ mentionne que cette société civile en émergence est encore faible en raison de sa dépendance envers la tolérance des autorités, sa faible institutionnalisation, une base juridique fragile ainsi que l'influence négative des traditions chinoises qui mettent l'accent sur la cohésion sociale. He⁵ conclut que le caractère distinctif de la société civile chinoise est son

¹ Michael CROOK, A General Survey of Non-Government Organizations in China with a Concentration on Social Organisations, Beijing, non publié, préparé à l'intention de l'Agence canadienne de développement international, 1993, p.11. Les "organisations sociales" représentent le type d'organisation s'apparentant le plus aux organismes non-gouvernementaux que l'on retrouve dans les pays occidentaux. Citant le China Daily du 7 mai 1993, p.4, l'étude mentionne qu'en date de 1993 le nombre total de ces organisations était de 180,000: 1,400 au niveau national, 19,600 au niveau provincial, et 160,000 au niveau des districts.

² Shu-Yun MA, "The Chinese Discourse on Civil Society", The China Quarterly, No.137, mars 1994, 15-28.

³ Heath B. CHAMBERLAIN, "On the Search for Civil Society in China", Modern China, XIX:2, avril 1993, p. 199-215.

⁴ WHYTE, Martin King, "Prospects for Democratization in China", Problems of Communism, XLII:3, mai-juin 1992, p. 58-70.

⁵ HE Baogang, The Dual Roles of Semi-Civil Society in Chinese Democracy.

étroite imbrication avec l'État et le Parti. La société civile chinoise joue en effet un double rôle: celui de représenter les citoyens auprès de l'État; et celui de faciliter le travail de liaison et contrôle de l'État et du Parti auprès de la population par le biais de nouvelles méthodes dans un contexte différent de celui du passé. Frolic¹ reprend ce thème en parlant de "société civile menée par l'État". Cette société civile n'est pas nécessairement en opposition à l'État; elle constitue plutôt un mariage d'affaires entre les intérêts publics et privés dans le cadre d'un État corporatiste.

L'émergence des associations, ou de la société civile, peut clairement être expliquée par les réformes. Outre ce qu'a mentionné White, ci-haut, les réformes ont entraîné une diffusion du pouvoir économique, ce qui permet à des agents économiques de posséder les ressources nécessaires à la mise sur pieds d'associations pour défendre leurs intérêts. Par ailleurs, la société civile a aussi une fonction utilitaire pour l'État et le Parti: "For the Party, to destroy economic civil society costs too much, while to allow its existence and development will improve the economy, whereby the CCP may gain performance legitimacy".² Enfin, l'émergence de la société civile s'explique aussi par la relâche du pouvoir de contrôle du Parti communiste: tant par la diminution de sa légitimité et de son efficacité, qu'en raison d'une politique délibérée d'accorder une certaine zone de tolérance permettant d'une part à la vapeur de sortir de la marmite et d'autre part un débat intellectuel permettant la mise de l'avant d'idées de réformes.

Il est intéressant de souligner que les intellectuels chinois ont tendance à concevoir la "société civile" comme devant fonctionner en harmonie avec l'État plutôt que de mettre l'accent sur son

¹ Bernie Michael FROLIC, The Emergence of Civil Society in China, Toronto, University of Toronto \ York University Joint Centre for Asia Pacific Studies, 1996.

² HE Baogang, The Dual Roles of Semi-Civil Society in Chinese Democracy, p. 5.

caractère privé et autonome de l'État.¹ Par contre, l'expérience historique semble démontrer que les associations relevant de la société civile chinoise ont tendance à se regrouper en temps de crise pour jouer un rôle plus explicitement politique.²

4.5.3 Émergence

Au point de départ, en 1978, le Parti communiste et l'État exerçaient un contrôle très serré sur toute forme d'organisation; en fait, il n'existait pratiquement pas d'associations autonomes. On se doit donc d'attribuer la cote (A). Les réformes entreprises ont stimulé l'émergence d'associations composant la société civile, mais dans l'ensemble leur capacité, niveau d'activité et surtout leur caractère indépendant est demeuré faible. Nous attribuons donc la cote (B) pour 1995.

¹ Shu-Yun MA, "The Chinese Discourse on Civil Society", p.20.

² Timothy BROOKS, Auto-Organization within Chinese Society: A Historical View, Toronto, University of Toronto - York University Joint Centre for Asia Pacific Studies, ébauche préliminaire, août 1995, p. 37.

4.6. RELATIONS ÉTAT - SOCIÉTÉ

4.6.1 L'équilibre souhaitable

Selon Diamond *et al.*, la domination de l'État sur l'économie et la société tend à miner la démocratie. L'État ne doit être ni trop fort, ni trop faible: il faut un certain équilibre dans les rapports de force entre l'État et la société.

Nous allons donc étudier la relation entre l'État et la société et tenter de qualifier les rapports de force entre ceux-ci en attribuant les cotes et valeurs suivantes: (A) fortement déséquilibrés (i.e. État très fort ou très faible par rapport à la société) (B) déséquilibrés (C) peu équilibrés (D) passablement équilibrés (E) équilibrés.

4.6.2 Les diverses dimensions de la relation

i) Contrôle de l'État sur l'économie

D'inspiration soviétique, le système prévalant jusqu'en 1978 exigeait que l'État planifie et dirige l'allocation des ressources et l'ensemble de la production nationale.

The system used to be operated in accordance with the concept that the whole society was one big syndicate, in which the central planning authorities, by administrative means chiefly adjusting material goods rather than forms of value, dictated the allocation of social resources and directly organized production, circulation, distribution and consumption for the whole society by passing down mandatory investment-output targets at all levels.¹

¹ GAO Shangguan, "China's Macro-Economic Control System: From Direct to Indirect Control", Reform in China Newsletter, Beijing, No.19, 8 octobre 1992, p.1.

Les plans quinquennaux, documents gigantesques qui fixaient les objectifs de production et les niveaux d'investissements, incarnaient cette conception du rôle presque absolu de l'État sur l'économie.

Les réformes économiques lancées par la Chine en 1978 ont été élaborées et mises en oeuvre graduellement, suivant la voie de l'étapisme et de l'expérimentation. Le PCC en est éventuellement venu à formuler, en octobre 1992, que l'objectif des réformes économiques est l'établissement d'une "économie socialiste de marché". Il s'agit essentiellement d'une économie où:

- ♦ le marché joue un rôle primordial dans la fixation des prix et l'allocation des ressources (commerce, décisions d'investissement, etc.);
- ♦ la principale forme de propriété des moyens de production demeure la propriété publique (étatique). Toutefois, d'autres formes de propriété, incluant la propriété privée, sont permises et jouent un rôle complémentaire et important dans le développement des forces productives.¹

Afin d'atteindre cet objectif, différentes réformes ont été et continuent d'être mises en oeuvre. Celles-ci touchent notamment: l'agriculture et le monde rural; les entreprises; les prix et le commerce; l'investissement étranger; le secteur financier; la fiscalité; l'emploi et la sécurité sociale.²

¹ "Rapport du Secrétaire général du PCC présenté au 14ème Congrès du PCC", Beijing Review, 26 octobre 1992, p. 10-33.

² Pour un synopsis des réformes économiques depuis 1978, voir Michael BELL *et al.*, China at the Treshold of a Market Economy, Washington, Fonds monétaire international, 1993, p. 75-81.

Aujourd'hui, donc, la planification de l'État tend plutôt à s'exercer par des grandes politiques qui orientent l'allocation des ressources et le comportement des acteurs économiques, devant ainsi créer un environnement favorable au développement. Des moyens de contrôle indirects, tels les taux d'intérêt, remplacent graduellement les mécanismes administratifs de décision et contrôle. Les plus récents plans quinquennaux reflètent d'ailleurs la transition qui s'opère.¹ Le nouveau rôle de l'État en matière économique se résume par l'expression consacrée ainsi, en anglais: "The State regulates the market; the market regulates the enterprise".

La mise en place d'une économie de marché et les changements dans le rôle de l'État qui l'accompagnent ont diminué le contrôle que celui-ci exerce sur l'activité socio-économique. En voici des indicateurs:

◆ Contribution au PNB en fonction des différentes formes de propriété: la part des entreprises d'État ne cesse de diminuer depuis 1978 au profit des autres formes de propriété, soit la propriété dite "collective"², la propriété privée proprement dite et les entreprises financées en tout ou en partie par l'étranger. Ainsi, de 1978 à 1992, la contribution au PNB des entreprises d'État est passée de 77% à 48%, celle des entreprises collectives de 22% à 38%; et celle des autres formes de propriété (privée et étrangère) de 0 à 14%.³

¹ World Bank, China: Updating Economic Memorandum: Managing Rapid Growth and Transition, Washington, 1993, p. 75-77.

² La propriété "collective" inclut diverses formes de propriété telle la propriété des gouvernements locaux, les coopératives, ainsi que certaines formes d'entreprise privée.

³ Statistiques tirées de GAO Shangguan, "China's Macro-Economic Control System: From Direct to Indirect Control", et Michael BELL *et al.*, China at the Treshold of a Market Economy.

- ◆ La proportion de la production industrielle sous le plan obligatoire de l'État a été réduite, passant de 70% à 5% entre 1979 et 1993.¹
- ◆ Alors qu'en 1978 les prix étaient presque entièrement fixés par l'État, en 1993 les prix des produits finis étaient déterminés par le marché dans une proportion de 90%.²
- ◆ Le nombre de marchandises achetées et allouées selon les plans de l'État a diminué, passant de 837 à 20 entre 1981 et 1986.³
- ◆ La proportion de l'investissement financée par le budget du gouvernement a diminué, passant de 28% à 8% entre 1981 et 1989.⁴
- ◆ La proportion du PNB accaparée en revenus par le gouvernement était de 34% en 1978, contre moins de 20% en 1991.⁵
- ◆ Le système de taux de change est passé d'un taux fixe où les transactions étaient administrées par l'État à un système de taux de change flottant "contrôlé" qui opère entre autres au moyen de marchés d'échange.

L'État a donc substantiellement diminué son autorité politique et administrative directe en matière de planification et gestion de l'économie. La capacité de prendre des décisions a

¹ Source: World Bank, China: Updating Economic Memorandum:...., p.73, et W. TSENG *et al.*, Economic Reform in China: A New Phase, Washington, International Monetary Fund, Occasional Paper No.114, novembre 1994, p.41.

² Shahid YUSUF, China: The Achievement and Challenges of Price Reform, Washington, World Bank, 1992, p.1. Selon TSENG, *op. cit.*, p. 53, on estimait qu'en 1993 la proportion des biens sujets au contrôle des prix était de 5% dans le cas des produits à la consommation, 10% pour les produits agricoles, et 15% pour le matériel de production.

³ GAO, "China's Macro-Economic Control System", p.12.

⁴ World Bank, China: Updating Economic Memorandum:...., p.73.

⁵ "When China Wakes", The Economist, 28 novembre 1992, p.9, utilisant des sources de la Banque mondiale.

graduellement été transférée à différents agents économiques. Ainsi, les décisions d'investissement et de production sont de plus en plus l'affaire des producteurs, qu'il s'agisse d'entreprises ou individus. Les prix et les flux des marchandises relèvent surtout des décisions de producteurs, commerçants et acheteurs.

La diminution graduelle de l'autorité administrative directe de l'État et son remplacement par des leviers de direction et de contrôle indirects ont ainsi diminué la capacité de contrôle de l'État sur l'activité économique. Mais cette diminution de contrôle est relative: il faut en effet se rappeler que le point de départ était une économie totalement contrôlée par l'État. Une économie où plus de la moitié de la production est encore contrôlée par l'État, où l'on fait encore usage de plans quinquennaux et où un appareil bureaucratique imposant demeure en place (réglementation, émissions de permis de toutes sortes, etc.) justifie que l'on accole encore le qualificatif de "socialiste" à "économie de marché". Bref, l'État détient toujours en 1995 un contrôle important sur l'économie, bien que ce contrôle soit moindre qu'en 1978.

ii) Contrôle de l'État sur la société

China under Mao developed distinctive institutions of control centered in workplaces and neighborhoods. Even more so than in most Soviet bloc regimes, these controls made it very difficult for urban Chinese to change their jobs or place of residence, travel without workplace permission, obtain information other than from approved channels, or gather together outside official scrutiny. Over the past decade, the framework of these controls has remained, but their exercise has been relaxed.¹

¹ WALDER, Andrew G., "The Political Sociology of the Beijing Upheaval of 1989", Problems of Communism, No.38, Sept.-Oct. 1989, p.35.

En sus de l'appareil étatique de planification, production et distribution auquel nous avons fait allusion plus haut, ces contrôles s'effectuent traditionnellement au moyen d'une brochette d'institutions et mécanismes: le *danwei*, c'est à dire l'unité de travail, que ce soit l'entreprise en milieu urbain, l'unité gouvernementale, la commune ou la ferme d'État en milieu rural; les comités de quartier; le *hukou*, sorte de carte d'identité et de résidence; l'appareil de propagande; l'appareil de sécurité et l'armée; et enfin un réseau de camps de travail et de prisons.¹ Tant en milieu rural qu'en milieu urbain ce contrôle sur la société s'est relâché au cours de la période des réformes, tel qu'en témoignent les indicateurs suivants:²

- ◆ La religion n'est plus condamnée comme une superstition: on a permis la réouverture de temples et d'églises, et toléré jusqu'à un certain point la résurgence de coutumes traditionnelles et pratiques religieuses.
- ◆ L'horizon pour la libre expression s'est étendu, tant dans le domaine artistique qu'intellectuel. Le nombre de revues académiques spécialisées s'est accru; on permet même les oeuvres littéraires et cinématographiques de l'étranger.
- ◆ Profitant d'un choix grandissant de produits, les modes de consommation se diversifient. Exemple patent parmi d'autres, en 1978 presque tous les chinois portaient la tenue vestimentaire communiste par excellence: ensemble vert ou bleu avec col "Mao" et casquette, ou tenue militaire. Il était impensable d'oser s'habiller autrement. En 1995, on

¹ David SHAMBAUGH, "Losing Control: The Erosion of State Authority in China", Current History, LXXXII:575, septembre 1993, p.253-259.

² La plupart des données sont tirées de WALDER, Andrew G., "The Political Sociology of the Beijing Upheaval of 1989"; ainsi que Harry HARDING, China's Second Revolution: Reform After Mao, Washington, Brookings Institution, 1987, particulièrement aux pp. 172-201.

s'habille comme on veut: robes, maquillage, jeans et cravates autrefois interdits sont maintenant monnaie courante.

- ◆ De nombreux loisirs autrefois interdits sont maintenant permis: par exemple, faire pousser des fleurs et danser au son de la musique disco!
- ◆ Le système juridique se développe: on élabore graduellement des lois et règlements qui énoncent les droits et responsabilités de chacun, tentant de limiter l'exercice du pouvoir discrétionnaire de l'État.
- ◆ Le contrôle sur l'information s'est relâché. La quantité d'équipement de communication disponible et l'accès à ceux-ci s'est nettement accru. ¹ L'accès aux photocopieuses et au fac-similé ne fait pratiquement plus l'objet de contrôle, et on élargit maintenant l'accès à l'autoroute mondiale de l'information (Internet). Bien que la possession d'appareil de réception de signaux de télévision par satellite ne soit pas permise, en pratique elle est largement tolérée. Des journaux plus indépendants et critiques ont vu jour, tel le World Economic Herald de Shanghai, et les journaux et magazines étrangers sont maintenant facilement accessibles dans les grands centres urbains.² Bref, les chinois se sont procurés des technologies d'information et accèdent maintenant à des sources d'information plus nombreuses et plus diversifiées. En 1995, on est bien loin de l'époque où la seule façon

^{1.} De 1978 à 1987, par exemple, le nombre de lignes téléphoniques s'est accru de 220%, le nombre d'appels interurbains de 280% et le nombre de radios de 340%.

^{2.} Le nombre de sources d'information et leur diversité se sont accrus: ainsi, en 1979 on recensait 320 journaux contre 2,509 en 1987; en 1992, le nombre de périodiques s'élevait à 7,000, plus que tout autre pays dans le monde. Jing LIN, The Opening of the Chinese Mind: Democratic Changes in China Since 1978, Westport (CT), Praeger, 1994, donne un aperçu de la libéralisation croissante des media et l'impact sur la culture (p. 77-98). Pour une brève, mais intéressante revue des publications et auteurs aux idées libérales qui se sont manifestés sous les réformes, voir: HU Ping, et HAN Jining, "Democratic roll of honour", Index on Censorship, XXI:8, septembre 1992, p.28.

d'obtenir des informations autrement que par les voies officielles contrôlées par l'État était de capter en cachette Voice of America ou la BBC et où il était même extrêmement difficile de communiquer à l'intérieur du pays.

- ◆ Le contrôle des déplacements à l'intérieur du pays s'est d'ailleurs relâché. La réglementation existant depuis 1954 sur le permis de résidence, le célèbre *hukou*, a été modifiée en 1984¹ et est appliquée moins sévèrement. Il en est résulté des déplacements de pas moins de 150 millions de paysans à l'intérieur du pays², particulièrement vers les centres urbains. La population flottante s'est donc accrue, population sur laquelle l'État peut de plus en plus difficilement exercer un contrôle, par exemple en matière de planification familiale. Les événements de juin 1989 illustrent ce relâchement sur les déplacements: en pleine crise politique, de nombreux étudiants de l'extérieur ont pu se rendre à Beijing, chose qui était impossible lors de la période du "mur de la démocratie" en 1978-79.
- ◆ Outre son effet sur les déplacements, le relâchement dans l'utilisation du *hukou* entraîne aussi une diminution du contrôle social et politique. En effet, le *hukou* servait à gérer l'accès aux nécessités de la vie et aux services (coupons pour le blé, services médicaux, éducation, habitation, etc.); en plus, les registres qui l'accompagnaient contenaient des renseignements sur la vie privée, les activités sociales et politiques de son détenteur.
- ◆ Enfin, en 1978 l'État exerçait un monopole en matière d'emploi, en ce sens qu'il se chargeait d'assigner un emploi à chaque personne auprès d'une commune ou unité de travail

¹ A partir de cette date, les autorités ont permis aux gens de se déplacer des villages vers la ville, en autant qu'ils ne soient pas dépendants de l'État pour leur approvisionnement en céréales. Aprodicion A. LAQUIAN, Population Trends, Urbanization Patterns and Socioeconomic Development in the P.R.C., non publié, préparé à l'intention de l'Agence canadienne de développement international, novembre 1993, p.6.

² Ibid., p.36.

(*danwei*) et il était pratiquement impossible de changer d'occupation. Aujourd'hui il est permis de quitter un emploi, et la charge de se trouver un emploi incombe de plus en plus aux individus eux-mêmes. Chose impensable jusqu'au milieu des années 1980, il est maintenant permis de ne pas être rattaché à un *danwei* et de devenir un travailleur indépendant, contractuel, ou entrepreneur privé.¹ Dans ce contexte, le contrôle qui s'exerçait par les "dossiers personnels" maintenus dans les *danwei* perd de son efficacité.

Si tout ceci indique clairement un relâchement du contrôle de l'État sur la société, il faut mettre le tout en perspective. Pour chacun des exemples cités ci-haut dans divers domaines, on pourrait identifier les limites de ce relâchement. En matière d'information, par exemple, on est encore loin de la liberté d'expression; la censure et la répression peut facilement s'abattre sur ceux qui s'aventurent trop loin. Quant au système juridique, on est encore très loin de la gouverne sous la règle de droit. On pourrait aussi identifier des domaines où le contrôle de l'État est encore serré, comme en matière de planning familial ou de syndicalisme.

Bref, au cours de la période 1978-95, "the zone of indifference in regard to popular behavior and cultural expression was dramatically enlarged".² Comme le souligne Nathan: "The Party quietly

¹ Le nombre d'emplois dans le secteur privé est passé de 16.7% de la force de travail en milieu urbain en 1985 à 33.9% en 1992. Lora SABIN, "New bosses in the Worker's State: The Growth of Non-State Sector Employment in China", China Quarterly, No.140, décembre 1994, p. 944-970.

² Martin King WHYTE, "Prospects for Democratization in China", Problems of Communism, XLII:3, mai-juin 1992, p. 59.

tolerates diversity of views, lifestyles, and economic activities at the individual level... In the words of one Chinese, people do not have freedom, but they have space".¹

Et les citoyens doivent continuellement négocier cet espace avec l'État. Parris concluait ainsi son analyse de l'expérience de Wenzhou, un district qui fut désigné comme site expérimental pour les réformes économiques:

Reform was not simply initiated from above but was also shaped by individuals, households and groups at the local level pursuing their pragmatic interests and responding to the failure of the state-dominated economy to meet local needs. These ordinary individuals were not only able to take advantage of opportunities granted by the state but, often in collusion with local officials, were able to create opportunities for themselves against the state's policies. Thus, the 'Great Reform' in China is best understood as a combination of reform from above and reform from below. The same can be said of the relationship between state and society, which is subject to chronic and repeated negotiation, conflict and mutual accommodation.²

iii) Contrôle politique

Jusqu'en 1978, le PCC et l'État chinois, malgré les fréquents changements de cap, tendaient à exercer une domination presque absolue non seulement sur l'activité politique, mais aussi sur la pensée politique. L'année 1978, qui marquait le lancement des réformes, donna lieu à la célèbre expérience du "mur de la démocratie", un mur où les citoyens de Beijing écrivaient librement leur opinion sur le régime et ses leaders. Le tout ne fut toléré que quelques mois, le temps de

¹ NATHAN, Andrew J., "China's Path from Communism", *Journal of Democracy*, IV:2, Avril 1993, p.32.

² Kristen PARRIS, "Local Initiatives and National Reform: The Wenzhou Model of Development", *The China Quarterly*, No.134, juin 1993, p. 263.

servir les intérêts de Deng Xiaoping dans sa lutte contre ses adversaires politiques, et la répression s'abattit. Depuis, on a assisté à une très lente libéralisation politique:¹

- ◆ Le régime n'exige plus un *appui explicite* des individus envers l'idéologie marxiste et le Parti, simplement une *soumission* aux politiques.
- ◆ Les citoyens ne passent presque plus de temps dans des sessions d'étude politique.
- ◆ Les étiquettes de classe ont été, à toutes fins pratiques, éliminées.
- ◆ Des contestations, par manifestation, grève, écriture de slogans, etc., ont pu avoir lieu plus fréquemment sous une certaine tolérance des autorités.
- ◆ Les instituts de recherche à caractère académique ont proliféré, notamment dans le domaine des sciences sociales, et publié plus librement. Des débats académiques sur les droits de la personne ont lieu.²
- ◆ De 1988 au printemps 1989 des débats sur la modernisation politique, le nouvel autoritarisme et la démocratie ont même été publiés dans des journaux importants tels le Quotidien du peuple, le Guangming Daily et cinq autres publications à tirage respectable. Les opportunités de participation populaire se sont accrues: les décideurs politiques consultent un plus large éventail de groupes, et on a introduit une certaine compétition au niveau des conseils législatifs locaux.

¹ La plupart des données ci-dessous sont tirées de Harry HARDING, China's Second Revolution: Reform After Mao, particulièrement aux pp. 172-201.

² Pierre ROBERT, "China and Human Rights", China News Analysis, No.1518, 15 septembre 1994.

- ◆ Le rôle des assemblées populaires locales s'est aussi accru, tout comme les députés à l'Assemblée populaire nationale manifestent à chaque année un peu plus d'indépendance critique et de votes d'abstention ou d'opposition.

Nathan souligne ce qui suit: "In politics, the centralized, monopolistic, penetrative, Leninist-style party organization... still aims to impose ideological orthodoxy but is unable to do so, giving way to a large private realm of free thought and free speech".¹

Cette modeste libéralisation de l'ordre politique résulte à la fois d'une approche délibérée du pouvoir ainsi que de la fragmentation de celui-ci. En effet, les réformes économiques ont poussé vers une telle libéralisation:

The reformers ... saw an economic rationale for a transformation of the political structure. Retaining the totalitarian system of the past would be incompatible with the economic reforms that they envisioned. Tight organizational and ideological controls would make it virtually impossible for scientists to innovate, technicians to invent, economists to develop new strategies for development, or entrepreneurs to launch new economic activities. Nor would foreigners, particularly those from the West, find it convenient to interact with a China that remained under rigid administrative controls.²

A preuve, à deux occasions au cours des années 1980 les leaders ont pris des mesures pour circonscrire des campagnes politiques menées contre la libéralisation parce que ces campagnes dérapaient et menaçaient les réformes économiques: il s'agit de la campagne contre la "pollution

¹ NATHAN, Andrew J., "China's Path from Communism", p.40.

² Harry HARDING, China's Second Revolution: Reform After Mao, p.173.

spirituelle" de 1983-84, et la campagne contre le "libéralisme bourgeois" de 1987.¹ Les propos du Vice-premier ministre Li Lanqing expliquant pourquoi la Chine devait se lancer sur l'infiroute sont également révélateurs: "Poor information flow will directly affect economic growth".²

Quant aux divisions et luttes de faction au sein du leadership, elles ont engendré des hésitations accompagnées par une alternance entre des périodes de relâchement politique et des périodes de répression. Les réformistes se sont toutefois graduellement affirmés, ce qui a donné lieu à des périodes de relâchement politique plus longues et plus prononcées que celles vécues sous la période maoïste.

Harding conclut ainsi:

Many aspects of Chinese political life have changed since the death of Mao Zedong in 1976. The reach of the state is less intrusive and less arbitrary than it was during Mao's lifetime. The Party no longer interferes in the details of the daily lives of most citizens. A system of law... increasingly constrains the exercise of political power. Greater opportunities have been opened for Chinese outside government, particularly intellectuals, to express their views on national policy. Discussion of political issues, both in private occasions and in public forums, is more lively, frank, and detailed. And the tone of political discourse is less charismatic, more secular, less ideological, and more rational. On balance, the political system is more open and relaxed than at any time since 1949. At the same time, the political reforms of the post-Mao era have not fundamentally transformed some of the basic Leninist features of the Chinese political system.

¹ Nina HALPERN, "Economic Reform, Social Mobilization, and Democratization in Post-Mao China", dans Richard BAUM (sous la dir. de), Reform and Reaction in Post-Mao China: The Road to Tiananmen, New-York, Routledge, 1991, p. 50.

² "A Web for the Masses", Time, 10 avril 1995, p.49.

Et Harding de faire la liste de ces éléments, tels l'absence de partis politiques indépendants, de réelle compétition pour le pouvoir politique, etc. "Thus China in the post-Mao period has become what might best be described as 'consultative authoritarian' regime, a significant departure from the totalitarianism of the recent past, but not a truly pluralistic or even quasi-democratic, political system."¹

Les mois qui ont suivi la crise de juin 1989 ont certes été marqués par un retour aux contrôles extrêmement serrés. Le tout fut toutefois de courte durée et n'a certainement pas renversé fondamentalement les changements importants qui se sont produits au cours de la période des réformes. Shambaugh résume ainsi l'essentiel, après avoir examiné les indices du déclin de l'autorité:

China's national agenda is being set not in Beijing but across the country, where millions of Chinese are grasping the entrepreneurial opportunities offered them. It is a delusion of the leadership that it controls the national agenda, much less the nation. To the contrary, all the leadership can really do is watch processes that are increasingly out of its control and help facilitate the evolution to a market economy and civil society, but in doing so weakening its own authority.²

4.6.3 Relâchement

A partir de ce qui précède, il apparaît évident qu'en 1978 l'État exerçait une domination presque totale sur la société. Il y avait donc un fort déséquilibre dans les relations et on se doit d'attribuer la cote (A). Tel que nous l'avons vu, les réformes ont causé un certain relâchement du contrôle de

¹ Harry HARDING, China's Second Revolution: Reform After Mao, p. 199-200.

² David SHAMBAUGH, "Losing Control: The Erosion of State Authority in China", Current History, XCII:575, septembre 1993, p. 259.

l'État mais dans l'ensemble les rapports demeurent déséquilibrés: l'État est encore très fort comparativement à la société. On attribue donc la cote (B) pour 1995.

4.7. INSTITUTIONS POLITIQUES

4.7.1 Institutions et démocratie

La structure constitutionnelle et le système de partis jouent un rôle important dans le fonctionnement de systèmes démocratiques, nous disent Diamond *et al.* Partant de ceci, nous pouvons postuler de façon plus générale que la base institutionnelle est un facteur à considérer eu égard aux perspectives d'émergence de la démocratie. Une base institutionnelle pertinente pour appuyer l'émergence de la démocratie impliquerait, outre certaines caractéristiques abordées ailleurs dans cet ouvrage tel l'équilibre entre l'État et la société civile: (i) l'existence d'institutions fonctionnelles au niveau de l'exécutif, du législatif et du judiciaire, (ii) une division des pouvoirs entre ces institutions politiques, (iii) un système de partis politiques et (iv) une capacité institutionnelle à résoudre les conflits

Nous allons donc qualifier ainsi le fondement pour la démocratie que fournissent les institutions existantes: (A) très faible (B) faible (C) moyen (D) appréciable (E) solide.

4.7.2 Apparences et réalités

La première observation que l'on doit faire est la suivante: "Since imperial times, power in China resided in individuals, not institutions".¹ Et ceci se poursuit sous le régime communiste:

¹ Suzanne OGDEN, China's Unresolved Issues: Politics, Development and Culture, Englewood Cliffs (New Jersey), Prentice Hall, 1989, p.87. Goldstein est du même avis: "Political institutions in the PRC have long been viewed as less significant than the individuals staffing

In China, institutional development since 1949 was by and large unsystematic, uneven, unstable. The failure, for example, to institutionalize participation, and the disruptions caused by mass mobilizations and campaigns left a political vacuum.¹

Y a-t'il eu des changements significatifs au cours de la période 1978-1995? Pas vraiment. Deng a tenté de créer une structure rationnelle de gouvernement et de paver la voie à une transition de leadership politique bien ordonnée, mais il a échoué. Le pouvoir est pour l'essentiel demeuré concentré au sein d'un groupe de vieux leaders, dirigés par Deng Xiaoping: certains occupaient des postes au sein du Parti ou des institutions étatiques, d'autres non. "The authority of this uneasy coalition is entirely extra-legal, based on personal prestige and influence, as well as on a patronage network".² Les indices sont nombreux. Ainsi, Deng, qui s'est démis graduellement des divers postes qu'il occupait au cours des années 1980, n'occupe plus aucune fonction officielle en 1995 bien qu'il soit reconnu comme le "leader senior". Zhao Ziyang, alors Secrétaire général du Parti, avait d'ailleurs révélé le "secret" en public à Gorbatchev en mai 1989: bien que Deng n'occupait plus de fonction officielle, les dirigeants du Parti avaient convenu de le consulter sur toutes les décisions importantes.

With the middle ground of orderly, institutionalized reform becoming more elusive, Deng was increasingly forced to rely upon his personal prestige and authority to preserve a semblance of political stability and unity... Consequently, his

them." Avery GOLDSTEIN, "Trends in the Study of Political Elites and Institutions in the PRC", The China Quarterly, 139, septembre 1994, p.720.

¹ Robert BENEWICK, "Political Institutionalisation at the Basic Level of Government and Below in China", dans WHITE, Gordon (sous la dir. de), The Chinese State in the Era of Economic Reform: The Road to Crisis, Armonk (N.Y.), M.E.Sharpe, 1991, p. 243.

² Harlan JENCKS, "Civil-Military Relations in China: Tiananmen and After", Problems of Communism, 40, mai-juin 1991, p.14.

personal authority became more, rather than less, critical to the coherence, indeed the survival, of the regime. Yet, the more he intervened in the decision process *ex cathedra*, the more elusive became his quest for a rationalized political order. Therein, perhaps, lay the supreme paradox of Deng's political stewardship: In his quest to lead China out of the "feudal autocracy" of the Maoist era toward modernity and rule by law, Deng increasingly resorted to highly personalized instruments of control - instruments that were the very antithesis of the system he sought to create.¹

Au début des années 1990, Deng a graduellement passé le flambeau à la "troisième génération" de leaders, celle des Jiang Zemin, Secrétaire général du PCC, et Li Peng, Premier ministre. Une déclaration de Jiang, quelques temps après un Plenum du Parti de septembre 1994, est très révélatrice: "At present, the collective leadership elected at the Fourteenth Party Congress has taken over the responsibility of the *main* domestic work" (l'italique est de nous). Entre les lignes, cela veut dire que la "deuxième génération", celle de Deng, détenait encore dans les faits ces responsabilités jusqu'à tout récemment, et qu'elle a encore un mot à dire dans les affaires internes et probablement encore plus dans les affaires étrangères!²

On pourrait toujours effectuer une analyse détaillée de la constitution et des pouvoirs de chacune des institutions clés du système politique chinois, mais cela n'aurait que peu d'utilité compte tenu de la réalité évoquée ci-haut. De plus, la constitution nous rappelle dans son préambule l'autre dimension clé de la réalité politique chinoise: le rôle dominant du PCC.

¹ Richard BAUM, "The Road to Tiananmen: Chinese Politics in the 1980s", dans Roderick MacFARQUHAR (sous la dir. de), The Politics of China 1949-1989, Cambridge (G.B.), Cambridge University Press, 1993, p.342.

² Maurice BROSSEAU, "Political Transition: A Test of Deng Xiaoping's Reforms", China News Analysis, No. 1526, 1 janvier 1995, p. 5-6.

En effet, le "leadership du PCC" constitue toujours l'un des quatre "principes cardinaux" du régime. Le rapport entre le PCC et l'État est, en quelque sorte, un rapport de mandant à mandataire. C'est au sein du PCC que se discutent d'abord les questions fondamentales, les politiques, et que se prennent les décisions.¹ Presque tous les postes de niveau intermédiaire en montant au sein de l'exécutif (incluant la bureaucratie), du législatif et du judiciaire sont occupés par des membres du Parti. C'est d'ailleurs le Parti qui effectue les nominations aux postes clés, même si celles-ci doivent parfois être entérinées par d'autres organes. L'exécutif, le législatif et le judiciaire, bref l'ensemble de l'appareil d'État n'est donc en réalité qu'une extension du Parti!

La fonction législative est assumée par l'Assemblée populaire nationale (APN) ainsi que des organismes similaires en descendant dans la hiérarchie des juridictions jusqu'aux assemblées locales populaires. L'article 57 de la constitution stipule que l'APN est l'organe suprême du pouvoir d'État; mais la réalité est toute autre. Traditionnellement, l'APN n'est qu'un organisme qui sanctionne les décisions prises par le Parti et par le gouvernement. On note tout de même certains changements depuis 1989: les députés au sein de l'APN se montrent graduellement plus actifs, plus critiques, ils posent des questions plus difficiles, et vont même jusqu'à s'abstenir ou à voter contre des propositions mises de l'avant par leurs dirigeants! Un exemple parmi d'autres, la décision d'aller de l'avant avec le Projet des Trois gorges, prise en 1992: un tiers des députés se sont abstenus ou ont voté contre. Plus encore, lors de la session de l'APN de mars 1995, 36% des députés ont voté contre la nomination d'un candidat au poste de Vice-premier ministre!² On ne

¹ Avery GOLDSTEIN, "Trends in the Study of Political Elites..." p. 721.

² Lincoln KAYE, "Vital Signs", Far Eastern Economic Review, 30 mars 1995, p.14.

saurait conclure pour autant que ce léger regain d'activité au sein de l'APN transforme la nature de cette institution.

Il y a eu une certaine réforme des élections au niveau local, en 1979 puis en 1986. On admet maintenant plus d'une candidature par poste, des candidatures de personnes qui ne sont pas membres du Parti, l'élection directe de délégués jusqu'au niveau des assemblées populaires de district, le droit des congrès provinciaux de passer certaines lois, etc. Au plan institutionnel, ces réformes offrent donc un certain potentiel pour hausser le caractère démocratique des organes législatifs et de l'activité politique à la base. Le PCC conserve néanmoins, par divers mécanismes, un contrôle encore important sur les élections et la liste des candidats. Dans l'ensemble, ces réformes ne viennent certes pas mettre en jeu le pouvoir dominant du PCC.

Le pouvoir judiciaire est peu développé et également inféodé au PCC. Dans un pays où le pouvoir a toujours été fortement personnalisé et discrétionnaire, et où les gens préfèrent régler les conflits par médiation ou négociation, les concepts de "droits" et "règle de droit" n'ont jamais vraiment fait partie de la culture. Après la révolution de 1949, le droit a clairement été identifié comme un instrument au service de la politique, un instrument de contrôle social. Puis, pendant la révolution culturelle, le droit et le système judiciaire ont perdu toute signification et pertinence. En 1978, donc, tout était à faire. Le lancement des réformes, particulièrement des réformes économiques, a stimulé un certain développement du système juridique. En effet, les décideurs politiques ont réalisé que pour avancer plus à fonds, le développement économique (notamment le développement d'une économie de marché et l'investissement étranger) requerrait un cadre juridique et bureaucratique plus sophistiqué, régulier et stable. On a donc assisté à une

sorte d'explosion législative: de nombreuses lois ont été élaborées et adoptées, notamment des lois à caractère économique (investissement étranger, loi sur les compagnies, etc.). En plus de guider le comportement des agents économiques, ces lois devaient également régir le fonctionnement de l'État. On note avec intérêt, par exemple, l'adoption de la Loi sur la procédure administrative en 1989 et de la Loi sur la compensation par l'État de 1995, celles-ci permettant (en théorie) aux citoyens s'estimant lésés par des décisions de poursuivre l'État et les fonctionnaires fautifs.¹

Malgré un effort certain pour hausser le profil du droit, peu de mesures concrètes ont été prises pour développer le système judiciaire. Les tribunaux sont toujours considérés comme faisant partie de l'appareil d'État plutôt que comme une institution s'élevant au-dessus de la bureaucratie. Les juges, quant à eux, ont essentiellement le même statut que les cadres gouvernementaux, sont peu qualifiés et peu autonomes. Il n'est pas rare de voir les magistrats de rang élevé discourir en faveur des campagnes du gouvernement visant à réprimer le crime. Il est notoire que le PCC intervient souvent dans les décisions des tribunaux, notamment lorsqu'il s'agit de cas à caractère criminel et politique. En plus, certains délits criminels échappent tout simplement au pouvoir judiciaire. Ainsi, la police dispose de certains pouvoirs pour émettre des sentences de "rééducation par le travail" sans avoir à passer par les tribunaux. Plus révélateur encore est le fait que des comportements criminels des membres du PCC tombent en pratique sous la juridiction du Comité central d'enquête et de discipline du parti plutôt que d'être référés aux tribunaux!²

¹ WANG Hanbin, "New State Compensation Law Guarantees Citizen Rights", Beijing Review, 20-26 mars 1995, p. 13-14.

² "Anti-corruption drives starts", Eastern Express, 20 avril 1994.

Notons que, malgré tout, le nombre de causes de toutes sortes soumises aux tribunaux est en hausse constante, ce qui indique une hausse de la conscience populaire face au droit.¹

Lubman conclut ainsi: "... although much effort has been devoted to the institution-building that must necessarily precede all other law reforms, Chinese accomplishments so far amount only to a first step in what promises to be a very long journey."²

De façon plus générale, les analystes dénotent une incapacité du régime à solutionner les conflits: "...the old political mechanisms of Communist China have atrophied to a point where they cannot resolve intra-elite differences, co-opt newly emerging social groupings, or convert alienated segments of the population".³ En témoigne: la crise de juin 1989.

Enfin, il existe, outre le PCC, huit partis politique qui sont regroupés sous l'égide de la Conférence consultative politique du peuple chinois. Ces partis doivent toutefois coopérer entre eux sous le leadership, bien sûr, du PCC. Ils ne peuvent remettre en question les quatre principes cardinaux. Le membership de ces partis varie de 10,000 à 50,000 personnes, comparativement à 54 millions pour le PCC. Leur tâche est, entre autres, de participer à la modernisation de la Chine en matière d'éducation, de science, etc. "The parties have not... functioned as competing units

¹ "Chinese Movement Seeks Rule of Law to Keep Government in Check". The Washington Post, 5 mars 1995, p.A.25.

² Stanley LUBMAN, "Introduction: The Future of Chinese Law", China Quarterly, No.141, mars 1995, p. 1-21.

³ Arthur Lewis ROSENBAUM (sous la dir. de), State and Society in China: The Consequences of Reform, Boulder (Colorado), Westview Press, 1992. p.15.

for leadership in China, nor as channels for political dissidence. In fact, they provide little more than a supplement to, and expansion of, Communist Party policies into other sectors".¹

4.7.3 Continuité

Pour résumer, il existe en Chine un ensemble d'institutions qui, au plan strictement formel, pourraient être compatibles avec un gouvernement démocratique fonctionnant selon la règle de droit. La constitution identifie notamment l'Assemblée populaire nationale comme organe suprême du pouvoir; en plus, les députés sont élus, quoique pas au suffrage universel direct. Par contre, deux éléments clés façonnent la réalité. D'une part, une institution domine toutes les autres: c'est le PCC. D'autre part, le pouvoir réel en Chine réside en bonne partie en dehors des institutions formelles, auprès de certains leaders.

Les réformes ont eu un impact à toutes fins pratiques négligeable sur la base institutionnelle de la Chine. Nous en concluons que les institutions actuelles ne fournissent qu'un faible fondement pour le développement de la démocratie en Chine: cote (B) tant en 1978 qu'en 1995.

¹ Suzanne OGDEN, China's Unresolved Issues: Politics, Development and Culture, Englewood Cliffs (New Jersey), Prentice Hall, 1989, p.160.

4.8. CONFLITS ETHNIQUES ET RÉGIONAUX

4.8.1 Des mines dans le champs de la démocratie

Selon Diamond *et al.*, l'absence de dévolution et décentralisation de pouvoir, particulièrement dans un contexte de disparités ethniques et régionales, alimente l'insécurité ethnique, les conflits violents et les forces sécessionnistes. Tout cela mine la démocratie. Les conflits régionaux et ethniques peuvent fournir une justification au maintien d'un régime musclé.

Nous allons analyser l'intensité des conflits ethniques et régionaux en Chine pour attribuer l'une des cotes et valeurs suivantes: (A) très élevée (B) élevée (C) modérée (D) faible (E) nulle. Des conflits intenses constituent un obstacle à la démocratie; à l'inverse, l'absence de conflits régionaux et ethniques représente un atout pour l'émergence de la démocratie.

4.8.2 Le pays où tout est relatif

La composition ethnique de la Chine est, somme toute, relativement homogène. En effet, 92% de la population de 1.13 milliards est d'ethnie Han. Les 8 % de la population restante représentent 91.2 millions de personnes: un nombre impressionnant en termes absolus, mais une pourcentage peu élevé en termes relatifs! Cette population est divisée en 55 minorités nationales; seulement 18 d'entre elles regroupent plus d'un million de personnes.¹ Les minorités habitent surtout les

¹ Ces données sont tirées de Aprodicio A. LAQUILAN et You-tien HSING, Population Trends, Urbanization Patterns and Socioeconomic Development in the People's Republic of China (Rapport soumis au Programme de la Chine de l'Agence canadienne de développement international), Vancouver, Centre for Human Settlements of the University of British Columbia,

régions moins densément peuplées et frontalières de la Chine, au nord-ouest, nord-est et sud-ouest. Au plan ethnique, culturel, linguistique et religieux elles sont assez différentes des Han.

La politique officielle du Parti et de l'État est d'encourager le respect et l'épanouissement des minorités. Mais il y a une marge entre la politique officielle et la pratique. Ainsi, au plan constitutionnel, la Chine est un État très centralisé c'est bien connu. La constitution¹ stipule que les territoires qui regroupent une importante proportion de minorités ethniques ont le statut officiel de "régions autonomes" plutôt que de provinces; de même, à l'intérieur de provinces ou régions autonomes il existe des "départements autonomes" et "districts autonomes".² Les départements et districts autonomes jouissent de certains pouvoirs additionnels en comparaison avec les autres entités, par exemple en matière de langue d'enseignement, d'allocation budgétaire ou de contrôle des naissances. Mais, somme toute, ces pouvoirs sont très limités et on ne peut aucunement en conclure que les minorités jouissent de quelque forme d'autodétermination que ce soit.³ Les dirigeants politiques et administratifs de ces régions et districts sont d'ailleurs très souvent des Han ou même des gens d'une minorité autre que la minorité dominante dans une juridiction donnée, le tout afin d'exercer une bonne mesure de contrôle.

novembre 1993.

¹ Constitution de la République populaire de Chine, 1982, articles 112 à 122.

² Il existe ainsi 5 régions autonome, 30 départements autonomes, et 72 districts autonomes. Ceux-ci couvrent au total 62.5% du territoire chinois. Ils regroupent 74.5% des minorités. Tiré de Aprodicio A. LAQUIAN et You-tien HSING, Population Trends....

³ Ainsi, l'article 116 prévoit que les assemblées populaires des régions autonomes ont le pouvoir de faire des règlements à la lumière de leurs caractéristiques politiques, économiques et culturelles; ces règlements doivent toutefois être soumis à l'approbation de l'Assemblée populaire nationale.

Comment tout cela se traduit-il en termes de conflits ethniques? Les seuls conflits importants sont ceux impliquant les populations aux confins occidentaux du territoire chinois, soit le Tibet et le Xinjiang. Le conflit tibétain est basé à la fois sur l'ethnie, la culture, une idéologie d'inspiration religieuse en parfaite contradiction avec celle de l'État chinois, ainsi que la revendication d'un territoire (le Tibet n'a été officiellement annexé par la Chine qu'en 1959). Il s'agit donc d'un mouvement sécessionniste qui jouit d'une certaine sympathie et appui moral de la communauté internationale. Bien que les tibétains ne possèdent aucune force militaire, la persistance d'incidents violents sur le territoire fournit une justification à l'État chinois pour maintenir une présence militaire imposante. La loi martiale est d'ailleurs en vigueur au Tibet depuis 1989.

Les conflits au Xinjiang sont plus diffus. Certaines minorités de descendance turque et de religion musulmane y sont impliquées occasionnellement dans des incidents violents en opposition à l'État chinois.¹ Ces incidents peuvent être déstabilisateurs, fournissent encore une fois une justification à l'État chinois pour maintenir une présence militaire active, mais on ne pourrait réellement parler de l'existence d'un mouvement sécessionniste.

Ailleurs sur le territoire chinois les autres minorités vivent relativement dispersées et, somme toute, sans grande tension avec les Han bien qu'elles comptent souvent parmi les communautés

¹ Il y a eu des incidents de brève durée, mais d'importance, en décembre 1986, juin 1988 et avril 1990: Dru C. GLADNEY, "The Muslim Face of China", *Current History*, XCII:575, septembre 1993, p 275-280. Aministie International, dans son rapport annuel de 1994, rapportait également plusieurs cas d'incidents violents et d'intervention de l'armée: Aministie International, *Rapport annuel 1994*, p.98.

les plus pauvres. Dans l'ensemble, la situation ethnique crée néanmoins un certain sentiment d'insécurité auprès de la majorité Han.¹

Sur le plan des relations régionales, il existe toujours des tensions entre le gouvernement central et les gouvernements provinciaux. Mais ces tensions se manifestent essentiellement dans le cadre de négociations politiques et administratives, et parfois par le manque de collaboration ou la résistance passive entre les différents paliers de gouvernement. L'enjeu des débats est essentiellement la lutte politique et administrative pour l'exercice de certaines compétences et pouvoirs, de même que le partage des recettes fiscales. Certaines provinces ont tendance à prendre des initiatives non sanctionnées par le centre, qui tente par divers moyens de conserver un contrôle sur cette situation. Les réformes économiques ont entraîné une décentralisation de certains pouvoirs du centre vers les provinces, ce qui peut accommoder certaines revendications des régions mais alimente aussi leur appétit. Règle générale, après avoir démontré leurs forces respectives, le centre et les régions règlent les dossiers par voie de compromis.² Il est évident que les régions veulent accroître leur pouvoir économique, mais le tout dans le contexte d'une Chine unifiée. Quant au centre, il avait tendance à vouloir dicter son pouvoir; aujourd'hui, il doit composer avec les régions et leurs revendications.³

¹ Aprodicio A. LAQUIAN et You-tien HSING, Population Trends..., p.18.

² Un exemple parmi d'autres, celui des débats à l'automne 1990 sur le 8ème Plan quinquennal. Les gouverneurs des provinces se sont opposés aux plans initiaux de Beijing qui voulait effectuer un certain retour à la planification et au contrôle central. Le débat s'est soldé par un compromis, ce qui représentait en soi une victoire pour les provinces. Steven W. MOSHER, "Year of the Phoenix: The Return of China's Democrats", New Republic, CCIV:17(2), 29 avril 1991, p. 17-18.

³ Le point de vue que nous retenons ici est celui plutôt modéré de certains auteurs: notamment Victor FALKENHEIM, China's Regional Development: Trends and Implications, Toronto, University of Toronto \ York University Joint Centre for Asia Pacific Studies, septembre 1994; et

En termes de divisions entre les régions, il y a écart grandissant entre le niveau de vie des provinces riches de la côte et les provinces plus pauvres de l'intérieur.¹ L'économie de la Chine, malgré certaines politiques locales et barrières protectionnistes entre régions, est quand même relativement bien intégrée, appuyé en cela par un réseau de communications se développant rapidement. Si provinces pauvres et riches ont chacune leurs récriminations, il n'en demeure pas moins qu'elles dépendent en bonne partie l'une de l'autre pour leur marché et/ou leur approvisionnement.

En dehors des cas basés sur les problèmes ethniques discutés plus haut il n'existe aucun mouvement sécessionniste dans les régions, pas d'idéologie structurée ou de dissidence politique sur la base de régionalisme. On ne rapporte pas d'incidents violents à l'appui du régionalisme. Enfin, donnée non négligeable, les sept régions militaires ne correspondent pas au découpage territorial entre les 30 provinces et régions autonomes, ce qui diminue la capacité des provinces - sans pour autant en faire une impossibilité - d'appuyer d'éventuelles revendications autonomistes par la force.

Par contre, trois éléments nous amènent à nuancer le tableau qui précède. Si le régionalisme n'est pas pour l'instant source de conflit significatif, c'est tout de même une force potentiellement déstabilisatrice pour la Chine. Tout d'abord, la Chine est un immense pays: le troisième plus

Michael B. FROLIC, China's Second Wave of Development: The Yangtze River Region, Toronto, University of Toronto \ York University Joint Centre for Asia Pacific Studies, septembre 1994. Certains analystes sont beaucoup plus négatifs et pessimistes quant aux relations entre le centre et les régions: ils entrevoient le régionalisme comme source significative de conflit et déstabilisation. Voir notamment Edward FRIEDMAN, "China's North-South Split and the Forces of Disintegration", Current History, LXXXVII:575, septembre 1993, p. 270-274.

¹ Nous avons déjà étudié ce sujet à la Section 4.4.2.

grand au monde en superficie et, évidemment, le plus peuplé. C'est à toutes fins pratiques un continent. Tout signe d'intensification du régionalisme est susceptible d'inquiéter le centre et d'être source de justification du renforcement du pouvoir central. La Chine a d'ailleurs connu au cours de son histoire des périodes marquées par l'effondrement du pouvoir central et le régionalisme. Enfin, Deng Xiaoping lui-même identifie le régionalisme et les minorités ethniques comme deux des trois sources potentielles de déstabilisation de la Chine après son départ (la troisième étant l'armée).¹ De deux choses l'une: ou bien il est très bien informé pour juger, ou bien il utilise ces sources de conflit potentiel pour justifier - à tort ou à raison - le maintien d'un État fort et autoritaire.

L'impact de 15 ans de réformes dans tout cela? A toutes fins pratiques nul en termes de conflits ethniques. Ceux-ci ne sont ni plus ni moins intenses en 1995 qu'en 1978. Quant au régionalisme, l'augmentation de la richesse de certaines provinces, ajouté à l'accroissement des inégalités entre provinces pauvres et riches, a peut-être stimulé un peu les tensions régionales; du même coup, une certaine décentralisation des pouvoirs a accommodé en partie les revendications régionales.

4.8.3 Tensions stables!

L'analyse qui précède nous amène à conclure qu'il existe un mouvement sécessionniste, soit celui du Tibet, ainsi qu'un autre conflit ethnique d'une certaine intensité au Xinjiang. Les autres minorités, de même que le régionalisme, ne sont pas pour l'instant à l'origine de conflits significatifs, mais ont néanmoins un potentiel déstabilisateur. Les réformes n'ont pas vraiment eu

¹ Nigel HOLLOWAY, "For Whom the Bell Tolls", Far Eastern Economic Review, 2 février 1995, p.15.

d'impact sur l'intensité des conflits ethniques et régionaux. Par conséquent, nous en concluons que l'intensité de ces conflits en Chine est modérée, donc cote (C) tant pour 1978 que pour 1995.

4.9. POUVOIR MILITAIRE

4.9.1 La tentation du pouvoir

Selon Diamond *et al.*, la taille des forces armées, leur degré d'autonomie, leur doctrine professionnelle et la conception qu'elles se font de leur rôle peuvent influencer leur disposition à intervenir en politique, voire à prendre le pouvoir par la force. Les situations de crise politique et économique internes sont particulièrement propices aux interventions de l'armée dans les affaires civiles. Les menaces à la sécurité, de l'extérieur ou de l'intérieur, peuvent également fournir la justification à une intervention militaire. Les interventions militaires répétées au cours de plusieurs décennies tendent à renforcer la conception du rôle et l'organisation des forces armées de façon à augmenter les probabilités d'intervention militaire. Il est donc important pour un régime qui veut éviter les interventions militaires (1) d'orienter le rôle des militaires vers la défense extérieure, (2) de réduire les prérogatives militaires de contrôle et d'influence sur l'État, le système politique et la société civile et (3) d'affirmer le contrôle du civil sur le militaire.

Nous allons attribuer les cotes suivantes à la propension et capacité du pouvoir militaire à intervenir en politique: (A) très forte (B) forte (C) modérée (D) faible (E) nulle. Nous supposons ici qu'une intervention militaire est hostile à la démocratie. La cote (A) est donc un obstacle sérieux à l'émergence de la démocratie, et à l'autre extrême la cote (E) présente un facteur qui est très favorable à celle-ci.

4.9.2 Le Parti et l'armée

L'Armée de libération populaire (ALP) est évidemment une force imposante. Il s'agit en fait de la plus grande armée au monde en termes d'effectifs, même si ceux-ci ont été réduits par les réformes dans un effort de modernisation et professionnalisation: de 4.45 millions de militaires en 1980 à 3.03 millions en 1992.¹

Penchons-nous maintenant du côté de l'autonomie, de la doctrine professionnelle et de la conception du rôle des forces armées.

Le premier élément à souligner est que dans la philosophie du régime chinois l'armée est au service du Parti: Mao a dit dès 1929 que "le pouvoir est au bout du fusil, et c'est le Parti qui contrôle le fusil". Ceci en fait d'une certaine façon une armée "politique", mais pas politique de façon autonome: elle est politique dans le sens qu'elle est au service d'un parti politique. Cette philosophie de base n'a pas vraiment changé de 1949 à 1995.

Par contre, la nature de la relation entre l'armée et le Parti a évolué au cours des ans. Il faut tout d'abord se rappeler la symbiose entre le Parti et l'armée dans la lutte révolutionnaire menant à la prise de pouvoir en 1949. Au départ, un dessein politique animait l'armée: la révolution communiste. Au cours des quelques années qui ont suivi, les cadres militaires et ceux du Parti assumaient ensemble la responsabilité de l'administration régionale; il n'y avait une séparation

¹ EVANS, Paul et Amitav ACHARYA, China's Defence Expenditures: Trends and Implications, Toronto, University of Toronto \ York University Joint Centre for Asia Pacific Studies, septembre 1994.

entre le leadership politique et militaire qu'au niveau national. Bref, on constatait une imbrication entre l'autorité civile et l'armée.

Puis, à partir du milieu des années cinquante, deux sous-systèmes se sont développés avec leur propre chaîne de commandement: d'une part la machine du Parti et d'autre part celle de l'armée, qui se tournait de plus en plus vers la professionnalisation. Au cours de cette période le Parti a consolidé son emprise sur l'armée, notamment en mettant sur pied un réseau de commissaires politiques et en réduisant le nombre de postes en son sein occupés par des militaires.

Revirement de situation à partir de 1966, alors que l'armée est demeurée la seule institution majeure relativement intacte au cours des turbulences de la révolution culturelle. En fait, l'armée a assumé au cours de cette période un rôle important dans l'administration, l'économie et les affaires politiques. Le nombre de militaires au sein des instances décisionnelles du Parti s'est accru considérablement; l'armée a même remis sur pied elle-même la machinerie du Parti au niveau local et régional au début des années 1970. La Chine commençait alors à ressembler à un régime militaire.

Puis, retour du balancier à partir de 1971 après la chute de Lin Biao, alors que les civils ont graduellement repris le contrôle du Parti.¹

A partir de 1978, Deng Xiaoping a relancé un processus visant à moderniser et professionnaliser l'armée.² Diverses mesures furent mises en oeuvre à cette fin: réorganisation des régions et unités

¹ L'analyse qui précède est empruntée à Jürgen DOMES, The Government and Politics of the PRC: A Time of Transition, Boulder (Colorado), Westview Press, 1985, p.118 à 120.

² Lors d'une importante conférence de l'armée en 1978, on utilisa plutôt le terme "science militaire" pour désigner la professionnalisation de l'armée.

militaires; démobilisation d'un million d'hommes de 1986 à 1989, incluant des officiers supérieurs; reprise officielle du système de grades militaires; amélioration de la formation; changement de doctrine militaire et modernisation technologique.¹ Pour assurer son contrôle sur l'armée, le Parti a fait usage d'institutions déjà en place, soit la Commission militaire du Parti² ainsi que le système des comités de parti au sein de l'armée, le système des commissaires politiques, et enfin le Comité d'inspection et de discipline. Soulignons de plus que la majorité des officiers au sein de l'armée sont également membres du Parti.³ Shambaugh en conclut: "organizationally, the Communist Party penetrates the military structure from top to bottom."⁴ Enfin, Deng a laissé à l'armée le loisir de profiter des opportunités offertes par les réformes économiques pour s'engager dans des activités à caractère commercial⁵, poursuivant en cela des objectifs multiples: permettre à l'armée (ou à certains militaires) d'acquérir des revenus supplémentaires, en faire un partenaire intéressé aux réformes, occuper celle-ci à d'autres activités que la politique.

¹ David SHAMBAUGH, "The Soldier and the State in China: The Political Work System in the PLA", *The China Quarterly*, 127, septembre 1991, p. 527-568. En ce qui touche la doctrine militaire, plutôt que de se préparer pour une défense de longue haleine à l'intérieur de la Chine contre l'URSS, l'armée chinoise devait dorénavant se préparer à faire face à d'autres types de menace externe en s'appuyant sur la mobilité et une force de frappe supérieure: la technologie et la sophistication devaient dorénavant compter plus que le nombre. Tiré de Paul EVANS *et al.*, *China's Defence Expenditures...*, p.17.

² A celle-ci s'est ajoutée, en 1983, une Commission des affaires militaires rattachée à l'État.

³ SHAMBAUGH, *op. cit.*, p. 550 et 552.

⁴ *Ibid.*, p.550.

⁵ Par exemple: la production de biens civils, l'hôtellerie, etc.

Parallèlement à l'emprise que Parti tentait d'exercer sur l'armée, l'armée maintenait une certaine emprise sur le Parti, quoique réduite. Par exemple, le pourcentage de militaires au sein du Comité central du PCC est passé de 32.4% en 1978, à 25.2% en 1983, à 19% en 1987.¹

Les incidents de Tiananmen de 1989 ont toutefois perturbé le paysage:

The point is that the PLA had, during the 1980's, been led (and trained) to believe that they should disengage from the political arena and prepare themselves to fight external enemies. When called upon by Deng and the Central Military Commission to enforce martial law, clear Tiananmen square and reclaim Beijing, the PLA's new professional ethic was fundamentally challenged.²

L'armée a en effet hésité avant d'obéir aux ordres. Il y a eu dissidence et désobéissance chez certains militaires.³ Ceci reflétait à la fois: le dilemme auquel était confrontée l'armée dans la conception de son rôle; l'existence de factions au sein de l'armée; ainsi qu'une capacité de contrôle limitée du Parti sur l'armée. Dans l'année qui a suivi, le Parti a mis en oeuvre une campagne d'endoctrinement politique au sein de l'armée et procédé à des purges et réarrangement d'effectifs au sein du leadership militaire. Ceci n'a pas été sans déplaire à une bonne partie de l'establishment militaire; certains leaders politiques allant trop loin dans l'endoctrinement

¹ David SHAMBAUGH, "The Soldier and the State in China...", p. 525, et Jürgen DOMES, The Government and Politics of the PRC, p. 120.

² SHAMBAUGH, op. cit., p. 552.

³ Le Ministre de la Défense Qin Jiwei, le Chef d'État major Chin Haotian et une centaine d'autres leaders militaires, dont l'ancien Ministre de la Défense le Maréchal Nie Rongzhen, ont manifesté explicitement leur opposition à une intervention de l'armée pour réprimer le mouvement étudiant. Le 16 mai, un millier de soldats ont même manifesté avec les étudiants. Andrew SCOBELL, "Why the People's Army Fired on the People", dans DES FORGES, Roger V. *et al.* (sous la dir. de), Chinese Democracy and the Crisis of 1989: Chinese and American Reflections, New-York, State University of New York Press, 1993, p. 197-198.

politique aux dépens du professionnalisme en ont d'ailleurs fait les frais.¹ A la fin de 1990, on a d'ailleurs initié un certain retour au professionnalisme.² Si le Parti a donc tenté à nouveau de raffermir son emprise sur l'armée et de s'assurer de la loyauté de celle-ci, à l'inverse le nombre de militaires au sein du Comité central du Parti s'est légèrement accru, passant en 1992 à 23.3%.³ Il est tout particulièrement intéressant de souligner que lors de son célèbre voyage symbolique dans le sud de la Chine en 1992 pour signifier que les réformes économiques allaient continuer, Deng était accompagné de leaders militaires. Ceci envoie deux messages: d'une part le Parti contrôle l'armée et a son appui, mais c'est aussi une reconnaissance de l'importance de l'armée dans les affaires politiques intérieures!

Tout ce qui précède indique que l'armée et le Parti sont encore étroitement reliés, quoiqu'au fil des ans, et particulièrement pendant la période des réformes, l'armée a développé une certaine identité corporative propre. La relation semble ainsi être passée dans une certaine mesure de la symbiose Parti-armée au contrôle du Parti sur l'armée⁴; mais comme nous l'avons vu ce contrôle est loin d'être complet et les nuances s'imposent. De plus, l'armée maintient une présence et une influence certaine au sein du Parti, donc sur les affaires civiles et politiques.⁵ Il appert donc que

¹ Il s'agit de notamment de Yang Shangkun, alors Président de la République et membre de la Commission des affaires militaires, et son demi-frère Yang Baibing. Tous deux ont été évincés du pouvoir.

² Paul EVANS et Amitav ACHARYA, China's Defence Expenditures: Trends and Implications, p.18.

³ David SHAMBAUGH, "Losing Control: The Erosion of State Authority in China", Current History, XCII:575, septembre 1993, p.258.

⁴ C'est la conclusion à laquelle en vient David SHAMBAUGH dans "The Soldier and the State in China", p.568.

⁵ Les analystes s'entendent presque tous pour reconnaître le rôle politique influent de l'armée. Par exemple: Michael D. SWAINE, The Military and Political Succession in China: Leadership Institutions Beliefs, Santa Monica, Rand, 1992. Aussi, Eberhard SANDSCHNEIDER, "A Janus-Faced Army? The Military and Reform Policies in the PRC", dans Gordon WHITE (sous

dans le contexte de la Chine, "politicization and the military professionalization are not mutually exclusive".¹

Ceci dit, il importe de souligner que si l'armée est souvent intervenue en politique au secours du Parti (les deux exemples les plus évidents étant la révolution culturelle et le printemps de Pékin de 1989), jamais l'armée n'est intervenue à l'encontre du Parti pour s'emparer du pouvoir politique au dépens de celui-ci.² De plus, l'armée ne possède pas d'idéologie propre qui la distingue du régime. Soulignons également qu'au niveau local et régional les cadres de l'armée n'entretiennent que peu de liens avec ceux du Parti; les régions militaires, au nombre de sept, sont d'ailleurs divisées selon des territoires différents de ceux des provinces. Enfin, le leadership de l'armée ne constitue pas une force homogène: "military participates in politics not as a unified group, but as a collection of factions".³ Ceci diminue d'autant sa capacité d'intervenir pour s'emparer du pouvoir.

Enfin, si on regarde du côté des menaces à la sécurité proprement dit, en 1978 on dénotait: plusieurs sources de tensions aux frontières avec les pays voisins, notamment l'Inde, le Pakistan, la Russie, le Vietnam; des tensions également quant à la propriété des Îles Spratly; des relations tendues avec Taïwan; l'implication de la Chine dans le conflit cambodgien; et enfin certains conflits ethniques internes. Les réformes et l'ouverture de la Chine sur le monde ont eu pour effet

la dir. de), The Chinese State in the Era of Economic Reform: The Road to Crisis, Armonk (N.Y.), M.E.Sharpe, 1991.

¹ David SHAMBAUGH, "The Soldier and the State in China", p.533.

² Comme le dit Shambaugh: "...these were not praetorian interventions. The PLA intervened in precisely because of its symbiotic relationship with the Party/State." David SHAMBAUGH, "The Soldier and the State in China", p.533.

³ Revue de SWAINE faite par Avery GOLDSTEIN, "Trends in the Study of Political Elites and Institutions in the PRC", The China Quarterly, 139, septembre 1994, p. 722.

d'atténuer en partie les sources potentielles de conflit aux frontières: les vieilles disputes ne sont pas réglées, mais on a élargi les relations politiques et économiques avec ces pays et les disputes territoriales font plutôt l'objet de négociations. Le conflit au Cambodge a pris fin. Certains conflits ethniques internes perdurent, toutefois. La Chine continue d'entretenir des craintes face au potentiel de militarisation du Japon, aux capacités du Vietnam, à l'expansion possible du pouvoir militaire maritime de l'Inde ainsi qu'à la menace potentielle de la Russie. Bien que la Chine ne fasse l'objet d'aucune pression militaire en ce qui touche les Îles Spratly, elle poursuit une politique agressive pour affirmer sa propriété sur celles-ci. Enfin, le dossier de Taïwan connaît des hauts et des bas. Dans l'ensemble, les réformes ont donc amenuisé quelque peu les menaces à la sécurité de la Chine; la situation d'ensemble fournit toutefois amplement de justifications au pouvoir militaire pour maintenir un haut profil en Chine.

Que conclure de tout cela?

Premièrement, le pouvoir militaire fait partie intégrante du régime politique. C'est une institution en principe subordonnée au Parti, donc un instrument politique - sans pour autant lui nier un certain niveau de professionnalisme. L'armée assume également un rôle au sein même du Parti et a donc une influence dans les affaires civiles et politiques courantes du pays. Elle a tendance à s'impliquer d'avantage en politique en situation d'instabilité ou de crise. Elle pourrait également être portée à intervenir si ses intérêts propres étaient sérieusement menacés.

Deuxièmement, malgré ce rôle politique, il n'y a que peu d'indices à l'effet que l'armée soit disposée et capable d'écarter le Parti et le régime en place, de prendre possession du pouvoir de façon autonome (à la faveur d'un coup d'État, par exemple). Dans l'éventualité, toutefois, où le

régime actuel se transformerait substantiellement, serait sérieusement menacé ou même remplacé par un régime de nature démocratique ou autre, il ne faudrait pas se surprendre d'une intervention du pouvoir militaire: tenant compte de son caractère politique et de son bagage idéologique, l'armée pourrait en effet être tentée de s'emparer du pouvoir par la force pour sauvegarder l'héritage de la révolution communiste.

4.9.3 Continuité

Les réformes n'ont donc pas fondamentalement changé le rôle politique de l'armée. En 1978 tout comme en 1995, l'armée constitue un instrument politique au service d'un régime, et faisant partie de ce régime elle est impliquée de diverses façons en politique intérieure. Elle ne semble pas avoir de propension à s'emparer du pouvoir en remplacement des leaders civils. Son bagage politique et idéologique pourrait toutefois la pousser à une intervention si les fondements même du régime étaient ébranlés. Nous en concluons donc que la propension et capacité du pouvoir militaire à intervenir en politique est forte, tant en 1978 qu'en 1995, donc cote (B).

4.10. FACTEURS INTERNATIONAUX

4.10.1 Influences

Diamond *et al.* affirment que l'évolution politique d'un pays ainsi que le choix de régime politique dépendent *principalement* d'actions et de structures internes. Ceci dit, ils reconnaissent néanmoins que les structures politiques ont historiquement été façonnées, en partie, par divers facteurs internationaux dont la colonisation, la diffusion culturelle et les effets de "démonstration" de l'extérieur.¹ De plus, les acteurs internationaux peuvent exercer une certaine influence, bien que les pressions internationales ne puissent à elles seules imposer une transition vers la démocratie. Par exemple, le sentiment que la démocratie est un préalable pour être accepté et respecté dans le "club" des pays avancés peut motiver l'ouverture vers la démocratie; le cas de Taïwan en constitue un exemple. Enfin, l'insécurité et la pression militaire de l'extérieur peuvent entacher les perspectives pour la démocratie en renforçant l'establishment militaire et sa prétention au pouvoir.

Nous allons donc voir si les facteurs internationaux exercent une influence en faveur de la démocratie en Chine. La perméabilité de la Chine face aux influences internationales en faveur de la démocratie se verra attribuer les cotes et valeurs suivantes: (A) nulle (B) faible (C) modérée (D) forte (E) très forte.

¹ Tout en reconnaissant que les contraintes économiques internationales (dette, accès limité aux marchés, termes de l'échange, etc.) peuvent limiter la marge de manoeuvre d'un régime, Diamond *et al.* rejettent la théorie de la dépendance.

4.10.2 L'ouverture et ses conséquences

De 1960 à 1978 la Chine a vécu relativement repliée sur elle-même: elle a rompu avec l'URSS et le bloc de l'Est en 1960 sans pour autant établir de relations solides avec le bloc occidental, se limitant plutôt à tenter d'exercer une influence au sein des pays du tiers monde. De 1966 à 1976 elle a vécu dans l'isolement, plongée dans une crise interne profonde, la "révolution culturelle". Entretien des relations relativement limitées avec l'étranger, la Chine était donc peu susceptible, jusqu'en 1978, d'être influencée par des facteurs politiques et économiques internationaux.¹

Qui plus est, les facteurs internationaux à l'époque n'étaient pas particulièrement susceptibles de pousser un régime non démocratique sur la voie de la démocratie. La "guerre froide" dominait l'ordre du jour des relations internationales; la promotion de la démocratie ne pesait pas lourd face aux préoccupations d'ordre géostratégique.

L'une des dimensions clés des réformes entreprises à partir de 1978 a été la promotion du commerce et de l'investissement international afin de moderniser la technologie et stimuler le développement économique. Ceci impliquait notamment un accroissement des échanges avec les pays dominant l'économie internationale et possédant la technologie la plus avancée, c'est à dire l'occident et les voisins immédiats d'Asie dont le Japon. Ainsi, de 1978 à 1992, les exportations

¹ Ainsi, la Chine a été moins affectée par les grandes crises économiques de l'époque (crise monétaire, crise du pétrole) que la majorité des autres pays en développement.

de la Chine passaient de 9.7 milliards de dollars américains à 85 milliards, ce qui représentait alors 17% du PNB; quant aux importations, elles passaient de 10.9 milliards à 80.6 milliards de dollars.¹ Alors que l'investissement étranger en Chine était presque nul en 1978, au cours de la seule année 1994 les étrangers y investissaient 33.7 milliards de dollars.² Les chinois ont d'ailleurs eux-mêmes commencé à investir à l'extérieur, chose impensable en 1978.³ En 1994, une centaine de banques étrangères avaient pied à terre en Chine bien que leur gamme d'activité était limitée.⁴ Enfin, les démarches de la Chine en vue d'accéder au GATT et à la nouvelle Organisation mondiale du commerce démontrent une intention de s'engager encore plus à fond dans l'économie internationale.

Si la Chine a tiré grand profit de sa stratégie, le corollaire en est qu'elle est aujourd'hui nettement plus dépendante de ces échanges internationaux pour son propre développement (n'étant en cela pas différente de la plupart des autres pays engagés dans la globalisation des échanges). Cette dépendance fait qu'elle est beaucoup plus sensible à l'évolution de l'environnement politique et économique international.

¹ Economic Intelligence Unit, Country Report on China/Mongolia, premier trimestre 1994, Grande-Bretagne, p.4.

² Il s'agit ici de l'investissement effectivement utilisé, non de l'investissement pour lequel des ententes ont été signées et qui représente une somme beaucoup plus élevée. Source: Ministère chinois du commerce extérieur et de la coopération économique, cité dans China Business Review, May-June 1995, p.32.

³ Ainsi, au cours de l'année 1992, la Chine a investi \$US 1 milliard à l'extérieur. Source: Brian HUNTER, Trends in Economic and Human Development, Agence canadienne de développement international, juillet 1994, p.57, citant Pacific Economic Outlook 1994-95 et 1992-93.

⁴ "Foreign Banks Active in China", Beijing Review, 1-7 mai 1995, p.16.

Qui plus est, cette croissance phénoménale des échanges a, en fait, débordé la seule sphère économique. Deng Xiaoping ne voulait laisser pénétrer que la technologie occidentale, sans laisser passer les "mauvaises idées": mission impossible! La croissance des échanges économiques s'est accompagnée d'une croissance équivalente des échanges sociaux, culturels et politiques. Ainsi, à la fin des années 1970, on ne dénombrait que quelques étudiants et professeurs chinois ayant étudié à l'extérieur de la Chine dans un passé récent: la communauté étrangère en Chine était minime et isolée, les contacts avec les étrangers étaient sévèrement contrôlés. Une dizaine d'années plus tard, des dizaines de milliers d'étudiants et professeurs chinois avaient séjourné à l'extérieur de la Chine, notamment en occident. La communauté étrangère à Beijing se comptait par millier; de nombreux étrangers circulaient à l'intérieur du pays; et Chinois et étrangers pouvaient désormais entretenir des relations personnelles relativement décontractées. Echanges économiques, modernisation et relâchement des contrôles politiques ont également donné lieu à un essor extraordinaire des moyens de communication et des échanges d'information entre la Chine et l'étranger. En 1978, écouter la VOA et la BBC était illégal. Or depuis plusieurs années non seulement cet interdit a été levé, mais les publications occidentales sont maintenant disponibles en grand nombre en Chine, dans leur langue d'origine ou en chinois; elles ne font plus l'objet d'un contrôle systématique à la frontière. Enfin, la télévision officielle chinoise utilise même des reportages de chaînes étrangères¹.

Résultat? Une bonne partie de la population connaît maintenant beaucoup mieux la réalité internationale. Elle sait que le communisme ne prévaut plus maintenant que dans une poignée de

¹ WALDER, Andrew G., "The Political Sociology of the Beijing Upheaval of 1989", Problems of Communism, No.38, Sept.-Oct. 1989, p.32.

pays qui comptent parmi les moins développés. Elle convoite le niveau de vie dont jouit la population d'autres pays à économie de marché et envie tout particulièrement la situation des voisins asiatiques.

Des signes que ces échanges accrus avec l'étranger se traduisent en influence? Le mouvement du printemps de 1989 foisonnait de références à l'étranger: statue de la liberté érigée à Beijing et à Shanghai; posters faisant référence à Abraham Lincoln, Martin Luther King, Mahatma Gandhi, Lech Walesa, Mikhaïl Gorbatchev et sa perestroïka, au mouvement des droits civils américain, etc. Les étudiants portaient des bandeaux blancs au front, inspirés des mouvements étudiants radicaux japonais et coréens; ils faisaient des signes de "V" qu'ils avaient vus à la télévision lors des manifestations anti-Marcos au Philippines. Ces signes d'influence de l'étranger se décelaient déjà depuis 1986.¹ Les théories occidentales, le changement de cap en URSS et Europe de l'Est, de même que le parcours des voisins d'Asie de l'Est ont particulièrement influencé les idées et comportements d'une partie de la population, et au premier plan les intellectuels. Et n'oublions pas l'influence diffuse, mais certaine, du modèle culturel qui accompagne la société de consommation à laquelle les Chinois aspirent; or les exemples les plus poussés de ce modèle culturel se retrouvent surtout dans les pays développés à économie de marché et à régime démocratique.

Au delà de cette influence par osmose, qui touche de larges couches de la population, il faut également tenir compte des pressions politiques des acteurs internationaux, gouvernementaux et non-gouvernementaux. Au cours de la période des réformes, critiques et débats au sein des

¹ WALDER, Andrew G., "The Political Sociology of the Beijing Upheaval of 1989", p. 32-33.

principaux pays partenaires ou dans les forums internationaux ont eu pour effet de forcer la Chine à ajuster sa diplomatie internationale, ce qui a parfois eu des conséquences sur le plan national. Par exemple, le gouvernement chinois publiait en 1991 un "Livre blanc" sur les droits de la personne, une initiative qui visait en partie à répondre aux critiques de source internationale.¹ Du même coup, le gouvernement ne pouvait faire autrement que d'ouvrir la porte à des débats sur le sujet en Chine même, notamment dans les milieux académiques² La Chine accepte maintenant de discuter de droits de la personne avec les pays étrangers, à condition que ce soit "sur un pied d'égalité et dans le respect mutuel": on permet même certaines formes de coopération internationale dans le domaine.³ Tout aussi révélateur est le fait que parmi les leaders étudiants cités à procès pour les événements de juin 1989, ceux qui étaient les plus connus dans le monde occidental ont reçu des sentences moins sévères.⁴

Les acteurs internationaux peuvent également tenter d'utiliser des pressions économiques à des fins politiques. Le plus bel exemple constitue le débat qui revient périodiquement aux États-Unis

¹ L'Agence de presse officielle chinoise s'exprimait ainsi dans les communiqués qui accompagnaient la sortie du Livre blanc: "In order to help the international community understand the human rights situation as it is in China, the paper expounds China's basic position and policy on human rights...". "White paper states China's position on human rights", China Daily, 2 novembre 1991. Pour les fins de notre analyse, ce qui importe ce n'est pas le contenu du Livre blanc; c'est le fait que celui-ci ait été publié ainsi que les motifs de cette décision.

² "China and Human Rights", China News Analysis, No.1518, 15 septembre 1994.

³ Par exemple, l'Agence canadienne de développement international appuie un projet de recherche conjointe sur les droits de la personne entre le Centre de recherche et d'enseignement sur les droits de la personne de l'Université d'Ottawa et l'Institut de droit de l'Université de Beijing.

⁴ Andrew J. NATHAN, "China's Path from Communism", Journal of Democracy, IV:2, Avril 1993, p.33.

sur l'opportunité d'accorder à la Chine la "Clause de la nation la plus favorisée", débat qui s'articule autour de la situation quant aux droits de la personne.

Bref, en raison des réformes économiques entreprises en 1978, la Chine s'est placée dans une situation où elle est plus perméable à l'influence des facteurs extérieurs. Cette influence extérieure a un certain impact, surtout lorsqu'elle se combine avec des facteurs nationaux.¹

Qui plus est, contrairement à la situation qui prévalait en 1978, ces facteurs internationaux font pression dans le sens d'une démocratisation. En effet, la chute du mur de Berlin, synonyme de l'effondrement du communisme et de la fin de la guerre froide, a ouvert une ère où les idéaux démocratiques (ainsi que le libéralisme économique) ont acquis une légitimité sans précédent à l'échelle internationale², tant auprès des populations que des gouvernements.

Enfin, en ce qui touche la situation en matière de sécurité, nous avons vu à la Section 4.9 qu'il existait certaines menaces extérieures à la sécurité de la Chine en 1978 et que ces menaces s'étaient quelque peu amenuisées dans la période menant jusqu'à 1995, principalement en raison d'ajustements à la politique extérieure de la Chine dictés par l'impératif des réformes économiques et de l'ouverture.

¹ Andrew J. NATHAN, "Human Rights in Chinese Foreign Policy", The China Quarterly, No.139, septembre 1994, p. 643.

² Ce qui ne veut pas dire que l'idéologie démocratique soit sans compétition: ainsi, de nombreuses communautés et gouvernements se réclament plutôt de l'autoritarisme ou de l'intégrisme religieux.

4.10.3 La fin de l'isolement

L'analyse qui précède nous amène à conclure qu'en 1978 la Chine était imperméable à l'influence des facteurs internationaux, donc cote (A). Les réformes mises en oeuvre de 1978 à 1995 ont par contre modifié substantiellement cet état de fait: il en résulte qu'en 1995 la Chine est fortement perméable à l'influence de facteurs extérieurs en faveur de la démocratie, donc cote (D).

5. LE LEGS DES RÉFORMES

Le Tableau sommaire numéro 3, à la page suivante, résume l'analyse que nous avons effectuée. Il présente les cotes que nous avons attribuées à chaque facteur pour les années 1978 et 1995, et illustre l'impact des réformes. Le Tableau numéro 2, présenté à la page 31.1, précise les valeurs qui se cachent derrière chaque cote.

La situation en 1978 était la suivante. On comptait cinq facteurs qui constituaient des obstacles sérieux à l'émergence de la démocratie: aucun leadership politique militant en faveur de la démocratie; une culture politique ne possédant que de très faibles traditions et valeurs démocratiques; la quasi-inexistence d'associations indépendantes; une forte déséquilibre dans les relations État-société, l'État étant extrêmement puissant comparativement à la société civile; et enfin la Chine était pratiquement imperméable aux influences de l'étranger en faveur de la démocratie. On comptait trois facteurs qui constituaient des obstacles: la situation quant au développement socio-économique; la base institutionnelle; et une forte propension et capacité du pouvoir militaire à intervenir en politique. Enfin, on comptait deux facteurs neutres, soit: la légitimité du régime; l'intensité des conflits ethniques et régionaux. On ne comptait aucun facteur pouvant faciliter l'émergence de la démocratie.

Les réformes mises en oeuvre de 1978 à 1995 ont entraîné un certain relâchement de la domination de l'État sur la société. Un embryon de société civile a vu le jour. La culture politique s'est quelque peu ouverte vers des horizons démocratiques, mais un leadership militant en faveur

TABLEAU 3

**IMPACT DES RÉFORMES 1978-1995
SUR DIX FACTEURS
PERTINENTS À L'ÉMERGENCE DE LA DÉMOCRATIE**

- SOMMAIRE -

Facteur	A	B	C	D	E
1. Légitimité			X--	-->Y	
2. Leadership politique	X--	-->Y			
3. Culture politique	X--	-->Y			
4. Développement socio-économique		X--	-----	-->Y	
5. Mouvements associatifs	X--	-->Y			
6. Relations État-société	X--	-->Y			
7. Institutions		XY			
8. Conflits ethniques et régionaux			XY		
9. Pouvoir militaire		XY			
10. Facteurs internationaux	X--	-----	-----	-->Y	

A: Facteur qui constitue un *obstacle sérieux* à l'émergence de la démocratie

B: Facteur qui constitue un *obstacle* à l'émergence de la démocratie

C: Facteur *neutre* relativement à l'émergence de la démocratie

D: Facteur qui *facilite* l'émergence de la démocratie

E: Facteur qui *facilite grandement* l'émergence de la démocratie

X= 1978

Y= 1995

---> = Impact des réformes, lorsqu'il y a lieu

Bilan	A	B	C	D	E
1978	5	3	2	0	0
1995	0	6	1	3	0

Nota:

Le Tableau 2 présenté à la p.31.1 explique le système de valeurs et cotes attribuées aux facteurs.

de la démocratie n'a toutefois pu se constituer. Les institutions politiques sont pour l'essentiel demeurées les mêmes. Le bilan des réformes sur les conflits ethniques et régionaux ainsi que sur le rôle politique de l'armée a été plutôt neutre.

Par ailleurs, les réformes ont stimulé une croissance économique phénoménale et haussé le niveau de développement social et économique. Or une population qui a accès à plus de ressources (matérielles et intellectuelles) est mieux à même de se prendre en mains et de vouloir accroître sa participation au processus politique. De plus, bien que les réformes aient entraîné une amélioration substantielle des conditions de vie de la majorité de la population, elles ont aussi connu des défaillances et été à la source de nombreux problèmes et frustrations. Le bilan des réformes est donc plutôt mixte, et il en est résulté une diminution de la légitimité du régime qui repose désormais sur les bases fragiles de la performance, l'idéologie étant en crise. Or une baisse de légitimité d'un régime stimule chez la population le désir du changement. Enfin, les liens que la Chine a tissés avec la communauté internationale agissent également dans le sens d'une démocratisation.

Il en résulte qu'en 1995 la situation quant aux facteurs pertinents à l'émergence de la démocratie a changé par rapport à 1978. On ne compte plus de facteurs qui constituent un obstacle sérieux à la démocratie. On compte toutefois six facteurs qui constituent un obstacle: un faible leadership politique militant en faveur de la démocratie; une culture politique faible en traditions et valeurs démocratiques; une faible capacité, autonomie et niveau d'activité des mouvements associatifs; des relations entre l'État et la société encore déséquilibrées, le rapport de force étant en faveur de l'État; une faible base institutionnelle pour la démocratie; et un pouvoir militaire ayant une forte

propension et capacité à intervenir en politique. On compte un facteur neutre: l'intensité des conflits ethniques et régionaux. Enfin, on compte maintenant trois facteurs qui facilitent l'émergence de la démocratie: une faible légitimité du régime; un niveau et surtout un rythme de développement économique appréciable; et finalement, la Chine est désormais perméable aux influences internationales en faveur de la démocratie.

Les réformes auront donc eu pour effet d'atténuer les obstacles à l'émergence de la démocratie et même de créer quelques conditions favorables à celle-ci.

Par contre, on compte toujours en 1995 plus d'obstacles à l'émergence de la démocratie que de facteurs pouvant la faciliter. Considérant l'impact de l'ensemble de ces facteurs, les perspectives d'émergence de la démocratie demeurent donc faibles.

L'hypothèse formulée au départ se trouve ainsi confirmée.

6. CONCLUSION

Nous venons donc de confirmer l'hypothèse formulée au début de l'ouvrage, à savoir qu'une quinzaine d'années de réformes en Chine ont amélioré les perspectives de voir émerger la démocratie, bien que dans l'ensemble ces perspectives demeurent faibles. Pour arriver à cette conclusion, nous avons utilisé l'approche méthodologique décrite au Chapitre 3. Tenant compte de la méthodologie utilisée et de ses limites, qu'en est-il de la confiance envers cette conclusion?

De la méthode...

Nous avons avancé, à la Section 3.3., les raisons et avantages qui nous ont incité à élaborer un cadre théorique à partir de l'ouvrage de Diamond *et al.* A la Section 3.4, après avoir présenté la méthodologie que nous comptons utiliser, nous avons formulé quelques commentaires quant à ses limites et quant à certaines difficultés particulières: possibilité d'explication rivale; absence d'une distinction nette entre l'émergence et les autres phases de la démocratie; choix des indicateurs et analyse des données dans des domaines complexes; et enfin absence de pondération entre les dix facteurs.

En ce qui touche ce dernier point, si certains facteurs étaient identifiés comme plus important que d'autres cela pourrait éventuellement modifier en partie les conclusions d'une étude de cas comme la nôtre. Certains pourraient être d'avis, par exemple, que la liste comprend surtout des facteurs d'ordre essentiellement structurel, tels les relations État-société ou le développement socio-économique, et que pour pondérer il faudrait accorder un peu plus de poids aux facteurs en

quelque sorte d'ordre "subjectif" dont ceux qui touchent essentiellement aux aspirations politiques (ainsi qu'à la capacité) de différents acteurs: la légitimité du régime, le leadership politique et le pouvoir militaire. Et si nous avons effectivement accordé une plus grande importance à ces facteurs, est-ce que cela aurait changé notre conclusion sur la Chine? Non. En effet, les réformes ont eu un impact sur deux de ces trois facteurs (la légitimité et le leadership); et en 1995 un seul de ceux-ci (la légitimité) constitue un facteur facilitant l'émergence de la démocratie alors que les deux autres constituent des obstacles.

Porter un jugement sur l'utilité du cadre théorique ne constituait pas l'objet principal du présent ouvrage. Néanmoins, sommes-nous en mesure de porter un jugement à ce sujet? Selon notre analyse des données, le cadre nous indiquait qu'en 1978 les possibilités d'émergence de la démocratie étaient extrêmement faibles. On dénotait en effet 5 facteurs qui constituaient un obstacle sérieux à l'émergence de la démocratie, 3 facteurs qui constituaient des obstacles, 2 facteurs neutres, et aucun facteur pour la faciliter. Et effectivement, une quinzaine d'années plus tard la démocratie n'a pas émergé en Chine, ce qui confirme la prédiction qui pouvait être effectuée en 1978 à partir du cadre théorique. Quant à la prédiction que nous pourrions effectuer en 1995 en utilisant les conclusions dégagées par notre cadre théorique, eh bien! il faudrait attendre une dizaine d'années avant de vérifier si elle s'est avérée juste!

Dans l'ensemble, donc, le cadre théorique utilisé nous est apparu comme un outil valable pour l'analyse de la problématique. Nul doute, toutefois, qu'il y aurait avantage à le mettre à l'épreuve dans une démarche d'analyse comparée.

Bref, tout en tenant compte des nuances énoncées ci-dessus et à la Section 3.4 quant aux limites inhérentes à la méthodologie choisie, il nous apparaît que celles-ci ne posent pas de menaces sérieuses à la rigueur de la démarche et à la validité de nos conclusions. La méthode utilisée nous a permis de faire un examen relativement complet¹ et rigoureux du sujet, à défaut d'obtenir la précision et la certitude idéale.

Soulignons enfin un dernier point d'intérêt. Notre démarche était unique: l'hypothèse nous a été inspirée de l'intuition que procure une certaine connaissance de la Chine; et pour vérifier cette hypothèse de façon systématique nous avons utilisé un cadre théorique élaboré à partir de l'ouvrage de Diamond *et al.*. Or cette démarche nous a amené à une conclusion qui rejoint les grandes tendances de la littérature sur la Chine que nous avons répertoriée à la Section 2.2: une littérature qui est plutôt pessimiste quant aux possibilités de transition démocratique à court ou moyen terme, mais qui reconnaît d'emblée la portée des changements en cours et qui n'écarte pas la possibilité que la Chine devienne, un jour, démocratique.

... et des autres approches théoriques

Qu'auraient pu être nos conclusions si nous avions utilisé un autre cadre théorique?

Si nous avons appliqué un cadre théorique à partir des cinq facteurs que Huntington identifie comme ceux ayant le plus contribué à la "troisième vague" de démocratisation, nous aurions vu

¹ Evidemment, les spécialistes de chacun des sujets abordés dans l'analyse des dix facteurs resteront sur leur faim. Chaque facteur aurait pu faire l'objet d'une thèse à lui seul. Qu'on pense par exemple à l'impact des réformes sur les relations État-société, ou sur la culture politique. Pour des raisons évidentes, il nous a été nécessaire de limiter l'espace accordé à chaque sujet à ce qui était strictement nécessaire à notre analyse.

ce qui suit.¹ Tout d'abord, les réformes ont diminué la légitimité du régime, qui est passée de modérée à faible: la croissance économique s'est accélérée. Deux changements, donc, qui peuvent être reliés aux réformes et qui facilitent l'émergence de la démocratie. Par ailleurs, les acteurs extérieurs ont modifié leur politique, dans le sens où en cette après guerre froide ils militent plus activement en faveur de la démocratie à l'échelle internationale. L'effondrement du communisme, de même que la transition vers la démocratie de pays voisins comme la Corée du Sud et Taïwan au cours de la période des réformes, font en sorte qu'un "effet boule-de-neige" est également susceptible d'exercer une pression sur la Chine.² Enfin, l'Église catholique était et est toujours une quantité négligeable en ce pays. Un tel cadre théorique nous aurait donc amené à présenter de façon assez optimiste les perspectives d'émergence de la démocratie en Chine. En effet, quatre des cinq facteurs identifiés par Huntington se présentent, en 1995, sous un jour favorable à la démocratie. Pour être fidèle à Huntington, toutefois, il aurait été nécessaire de compléter ce cadre théorique afin d'y inclure l'analyse de facteurs pouvant constituer des obstacles à la démocratie. Par exemple, des éléments d'ordre culturel tel le confucianisme.³

L'utilisation d'un cadre théorique élaboré à partir des travaux de Hadenius⁴ aurait pu se montrer intéressante.⁵ Là où Hadenius a identifié des corrélations positives entre certains facteurs et la démocratie, nous aurions vu que les réformes ont largement contribué à accroître le niveau de

¹ La pensée de Huntington a été résumée à la Section 2.1. Le Tableau 4 présente le sommaire de ce qui suit.

² Il aurait pu être difficile, toutefois, de faire un lien direct entre, d'une part, les réformes, et d'autre part les variations dans la politique des acteurs internationaux ainsi que l'"effet boule-de-neige".

³ Huntington offre d'ailleurs des commentaires spécifiques au sujet du confucianisme et de la Chine: p. 301-302.

⁴ Voir notre résumé de la pensée de Hadenius, présenté à la Section 2.1.

⁵ Le Tableau 5 présente le sommaire de ce qui suit.

TABLEAU 4

APERÇU DE CE QU'AURAIENT PU ÊTRE LES RÉSULTATS
EN UTILISANT UN CADRE THÉORIQUE ÉLABORÉ
A PARTIR DE L'OUVRAGE DE HUNTINGTON

Facteur	A	B	C	D	E
1. Problèmes de légitimité			X-	-->Y	
2. Croissance économique		X-	---	---	-->Y
3. Église catholique			XY		
4. Politique des acteurs internationaux		X		Y	
5. Effet "boule-de-neige"			X		Y

A: Facteur qui constitue un *obstacle sérieux* à l'émergence de la démocratie

B: Facteur qui constitue un *obstacle* à l'émergence de la démocratie

C: Facteur *neutre* relativement à l'émergence de la démocratie

D: Facteur qui *facilite* l'émergence de la démocratie

E: Facteur qui *facilite grandement* l'émergence de la démocratie

X= 1978

Y= 1995

—> = Impact des réformes, lorsqu'il y a lieu¹

Bilan	A	B	C	D	E
1978	0	2	3	0	0
1995	0	0	1	2	2

¹ Dans le cas des facteurs 4 et 5, on peut difficilement établir un lien entre, d'une part les réformes, et d'autre part la politique des acteurs internationaux ainsi que l'effet "boule-de-neige".

TABLEAU 5

APERÇU DE CE QU'AURAIENT PU ÊTRE LES RÉSULTATS
EN UTILISANT UN CADRE THÉORIQUE ÉLABORÉ
A PARTIR DE L'OUVRAGE DE HADENIUS

Facteur	A	B	C	D	E
1. Développement économique et social		X--	-----	-->Y	
2. Relations commerciales internationales diversifiées	X--	-----	-----	-->Y	
3. Capitalisme	X--	-->Y			
4. Religion (chrétienté)			XY		
5. Fragmentation ethnique et sociale			XY		
6. Pouvoir militaire		XY			

A: Facteur qui constitue un *obstacle sérieux* à l'émergence de la démocratie

B: Facteur qui constitue un *obstacle* à l'émergence de la démocratie

C: Facteur *neutre* relativement à l'émergence de la démocratie

D: Facteur qui *facilite* l'émergence de la démocratie

E: Facteur qui *facilite grandement* l'émergence de la démocratie

X= 1978

Y= 1995

--> = Impact des réformes, lorsqu'il y a lieu

Bilan	A	B	C	D	E
1978	2	2	2	0	0
1995	0	2	2	2	0

développement social et économique ainsi que les relations économiques avec le monde extérieur. Les réformes ont également permis le développement d'un embryon de capitalisme (l'économie socialiste de marché). Par contre, les réformes n'ont eu qu'un impact négligeable sur la religion, plus spécifiquement le christianisme. Du côté des facteurs où il existe une corrélation négative avec la démocratie, les réformes n'ont eu que peu d'impact sur les clivages sociaux (ethniques, linguistiques, religieux), dont l'intensité est demeurée modérée. Enfin, les réformes n'ont pas entraîné de changement significatif quant au rôle politique de l'armée qui demeure relativement important. Bref, nous aurions essentiellement été amené à la même conclusion quant à l'impact des réformes sur les perspectives d'émergence de la démocratie, quoique ces perspectives auraient peut-être été présentées sous un jour un peu plus optimiste.

La boule de cristal embrumée

Il serait difficile de clore un ouvrage qui traite des perspectives d'émergence de la démocratie sans se prêter à un bref exercice de... prospective! Mais avant de ce faire, tout analyste averti de l'empire du milieu, échaudé par la "surprise" des événements de juin 1989, ne s'aventure dans un tel exercice qu'après la mise en garde suivante: prédire l'avenir de la Chine est une mission hasardeuse qu'il faut aborder avec beaucoup de modestie! Tentons quand même l'exercice, bien qu'il soit risqué. Les prédictions reposent sur les seuls facteurs étudiés dans la thèse, assumant ainsi pour les besoins de la cause que d'autres variables en dehors de ces dix facteurs demeurent inchangées ou sans importance.

Notre conclusion était à l'effet qu'en 1995 les perspectives d'émergence de la démocratie demeurent faibles. De là, il nous apparaît logique de prédire que la Chine ne deviendra pas une

démocratie à court ou moyen terme (10 à 15 ans). Il existe encore de trop nombreux obstacles et trop peu de facteurs favorables pour ce faire. Le seul scénario imaginable d'une transition rapide et complète vers la démocratie en serait un où la population et le leadership politique démontreraient un désir et une capacité jusqu'ici pas du tout évident d'engager le pays dans cette voie, et ce sans que le pouvoir militaire ne s'objecte. Presque une utopie!

Il est fort probable, toutefois, que des changements politiques importants aient lieu au cours de cette même période. Les réformes ont engendré des mutations qui semblent irréversibles, notamment au niveau de l'attitude, des croyances et comportements des gens (culture, idéologie) et des relations entre l'État et la société: on n'efface pas facilement la conscience des gens. Conséquence d'une économie de marché, une proportion croissante de la population apprend aussi à prendre des décisions et à prendre en charge son destin. Un retour en arrière semble impossible. Par ailleurs, si les réformes devaient s'arrêter, ce serait probablement la crise. En fait, le régime chinois semble s'acheminer précisément vers la sorte d'"impasse" ("catch 22") à laquelle nous faisons référence à la Section 4.1.1. Si le régime continue à offrir une bonne performance (tout étant relatif) et à mener le pays sur la voie du développement rapide, il fera face à une population plus riche, plus instruite, plus autonome et confiante en ses moyens, aux intérêts de plus en plus divers ou même opposés, bref une population qui vraisemblablement réclamera une voix au chapitre de la politique. Or si le régime accommode ces demandes, par le fait même il se transformera. Et s'il ne les accommode pas, il risque de faire face à un profond mécontentement qui pourrait le mener, et entraîner tout le pays, vers une crise profonde, voire catastrophique.

D'autre part, si le régime cesse d'offrir une bonne performance, puisque la performance est maintenant sa principale source de légitimité, là aussi il risque de faire face à une crise.

A moyen terme, donc, le *statu quo* ainsi qu'une transition démocratique apparaissent comme deux scénarios peu probables. Ce qui nous laisse avec deux scénarios possibles. Celui d'une crise politique majeure, menant éventuellement à un régime militaire ou à l'effondrement total et au chaos. Et celui d'une évolution vers une nouvelle forme d'autoritarisme, plus souple et moderne que le régime actuel, où une plus grande partie de la population obtient une certaine voix dans les décisions politiques, bénéficie d'un plus grand respect des droits et libertés démocratiques et où la règle de droit s'enracine.

A long terme, par contre, tout demeure possible. Incluant la démocratie. Si le scénario de moyen terme s'avère être celui du nouvel autoritarisme, cette forme de régime pourrait en fait constituer une forme de lente transition vers la démocratie.¹ Il y a des précédents: l'évolution politique de la Corée du sud et surtout de Taïwan.

Perspectives de la démocratie et démocratie en perspective

Le présent ouvrage nous amène enfin à réfléchir sur la nécessité d'autres recherches afin, d'une part, d'améliorer notre compréhension du phénomène de l'émergence de la démocratie et, d'autre part, d'approfondir notre connaissance de la problématique politique en Chine.

¹. Nous rejoignons en cela le point de vue de Gordon White: voir le résumé de sa pensée présenté à la Section 2.2.

Dans un premier temps, ayant identifié à la fois l'utilité ainsi que les limites du cadre théorique élaboré à partir de l'ouvrage de Diamond *et al.*, il y aurait lieu de le mettre à l'épreuve par une méthode comparée. Ceci pourrait s'avérer particulièrement utile à l'heure où plusieurs régimes autoritaires mettent en oeuvre des programmes de réforme: il pourrait être intéressant d'examiner, sur une base comparative, quel est l'impact de programmes de réformes similaires à celui de la Chine sur les perspectives d'émergence de la démocratie dans ces pays.

Par ailleurs, l'un des cas à étudier pourrait être... à nouveau la Chine, dans dix ou quinze ans! En effet, notre analyse nous amène à conclure qu'en 1995 les perspectives d'émergence de la démocratie sont faibles. Or dans dix ans ou quinze ans, la démocratie aura-t-elle émergé? Si oui, cela tendrait à invalider le cadre théorique; si non, cela tendrait à le valider.

Comme nous l'avons souligné, notre intérêt pour la démocratie formelle tient au fait qu'elle institutionnalise la compétition, la participation et la représentation politique de l'ensemble de la population. La participation et l'influence des citoyens dans les prises de décision qui les touchent peuvent toutefois prendre diverses avenues en dehors des institutions formelles. On pense en particulier aux décisions qui se prennent au niveau local et qui influent souvent très directement sur la vie des citoyens, par exemple en matière d'allocation des terres agricoles. Or ces dimensions plus informelles et diffuses de la participation et du pouvoir se doivent aussi d'être étudiées. D'une part parce qu'elles peuvent constituer une réalité très pertinente pour la population chinoise. D'autre part parce que si la Chine s'engage dans une transition démocratique, elle est susceptible de développer un système bien à elle. Il faudra que les chercheurs soient prêts à apprécier les subtilités de différentes approches de participation, compétition, exercice de droits

et de pouvoir que pourrait contenir cette éventuelle démocratie à la chinoise. Nous avons touché à certains de ces éléments lorsque nous avons examiné, par exemple, les relations État-société ainsi que les mouvements associatifs. Il y a là toutefois là un domaine à explorer plus en profondeur pour mieux comprendre la Chine et son éventuelle démocratie.

Enfin, on a souvent tendance à prendre pour acquis les avantages qu'est susceptible de procurer la démocratie formelle pour le bien-être d'une collectivité et des individus. On s'attend notamment à ce qu'elle soit associée avec une plus grande réalisation des droits humains, tant les droits civils et politiques que les droits économiques, sociaux et culturels. Du même coup, nous devons reconnaître que la démocratie formelle est toujours incomplète, qu'elle est toujours à parfaire. Si l'émergence de la démocratie en Chine, concrétisée par l'instauration d'un régime démocratique, serait certes un événement porteur d'espoir, elle ne constituerait pas une formule magique pour régler tous les problèmes auxquels est confronté le pays. La consolidation de cette éventuelle démocratie constituerait en soi une entreprise de taille. De plus, cette démocratie serait confrontée à de nombreux défis pour satisfaire aux aspirations politiques, sociales et économiques de la population.

BIBLIOGRAPHIE

BAUM, Richard (sous la dir. de), Reform and Reaction in Post-Mao China: The Road to Tiananmen, New-York, Routledge, 1991.

BAUM, Richard, "The Road to Tiananmen: Chinese Politics in the 1980s", dans Roderick MacFARQUHAR (sous la dir. de), The Politics of China 1949-1989, Cambridge (G.B.), Cambridge University Press, 1993, p.340-471.

BELL, Michael *et al.*, China at the Treshold of a Market Economy, Washington, Fonds monétaire international, 1993.

BENEWICK, Robert, "Political Institutionalisation at the Basic Level of Government and Below in China", dans WHITE, Gordon (sous la dir. de), The Chinese State in the Era of Economic Reform: The Road to Crisis, Armonk (N.Y.), M.E.Sharpe, 1991, p. 243-264.

BROSSEAU, Maurice, "Political Transition: A Test of Deng Xiaoping's Reforms", China News Analysis, No. 1526, 1 janvier 1995.

CALHOUN, Craig, "Quelques réflexions sur une révolution", Actes de la recherche en sciences sociales, No.95, décembre 1992, p. 26-36.

CHAMBERLAIN, Heath B., "Coming to Terms with Civil Society: Review Article", The Australian Journal of Chinese Affairs, No.31, janvier 1994, p.113-117.

CHAMBERLAIN, Heath B., "On the Search for Civil Society in China", Modern China, XIX:2, avril 1993, p.199-215.

CHAN, Alfred et Paul NESBITT-LARKING, Critical Citizenship and Civil Society in Contemporary China, (manuscrit non publié), University of Western Ontario, (1995).

CHAN, Kam Wing, "Urbanization and Rural-Urban Migration in China since 1982: A New Baseline", Modern China, XX:3, juillet 1994, p. 243-275.

CHENG, Joseph Y.S., China: Modernization in the 1980's, Hong-Kong, Chinese University Press, 1989.

DES FORGES, Roger V. *et al.* (sous la dir. de), Chinese Democracy and the Crisis of 1989: Chinese and American Reflections, New-York, State University of New York Press, 1993.

- DIAMOND Larry, Juan J. LINZ, et Seymour Martin LIPSET (sous la dir. de), Politics in Developing Countries: Comparing Experiences with Democracy, Boulder (Colorado), Rienner, 1990.
- DIAMOND Larry, Juan J. LINZ, et Seymour Martin LIPSET (sous la dir. de), Democracy in Developing Countries, vol.2 Africa, vol.3 Asia, vol.4 Latin America, Boulder (Colorado), Lynne Rienner Publishers, 1988 et 1989.
- DITTMER, Lowell, "The Tiananmen Massacre", Problems of Communism, No.38, sept.-oct. 1989, p.2-15.
- DOMES, Jürgen, The Government and Politics of the PRC: A Time of Transition, Boulder (Colorado), Westview Press, 1985.
- EVANS, Paul et Amitav ACHARYA, China's Defence Expenditures: Trends and Implications, Toronto, University of Toronto \ York University Joint Centre for Asia Pacific Studies, septembre 1994.
- FALKENHEIM, Victor, China's Regional Development: Trends and Implications, Toronto, University of Toronto \ York University Joint Centre for Asia Pacific Studies, septembre 1994.
- FROLIC, B. Michael, The Emergence of Civil Society in China, Toronto, University of Toronto \ York University Joint Centre for Asia Pacific Studies, 1996.
- FROLIC, B. Michael, China's Second Wave of Development: The Yangtze River Region, Toronto, University of Toronto \ York University Joint Centre for Asia Pacific Studies, septembre 1994.
- GAO Shangquan, "China's Macro-Economic Control System: From Direct to Indirect Control", Reform in China Newsletter, Beijing, No.19, 8 octobre 1992.
- GILLIES, David et Gerald SCHMITZ, Le défi du développement démocratique: Comment entretenir la démocratisation dans les sociétés en développement, Ottawa/Montréal, Institut Nord-Sud \ Centre international des droits de la personne et du développement démocratique, 1992.
- GOLDMAN, Merle, Sowing the Seeds of Democracy in China: Political Reform in the Deng Xiaoping Era, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 1994.
- GOLDSTEIN, Avery, "Trends in the Study of Political Elites and Institutions in the PRC", The China Quarterly, No.139, septembre 1994, p. 714-730.
- HADENIUS, Axel, Democracy and Development, Cambridge (G.B.), Cambridge University Press, 1992.

HALPERN, Nina, "Economic Reform, Social Mobilization, and Democratization in Post-Mao China", dans Richard BAUM (sous la dir. de), Reform and Reaction in Post-Mao China: The Road to Tiananmen, New-York, Routledge, 1991, p. 38-59.

HAN, Xiaoshing, "Democratic Transition in China: A Comparative Examination of a Deified Idea", dans Chinese Democracy and the Crisis of 1989: Chinese and American Reflections, sous la dir. de Roger V. DES FORGES *et al.*, New-York, State University of New York Press, 1993.

HARDING, Harry, China's Second Revolution: Reform After Mao, Washington, Brookings Institution, 1987.

HE Baogang, The Dual Roles of Semi-Civil Society in Chinese Democracy, Brighton (G.B.), Institute of Development Studies at the University of Sussex, Discussion Paper No. 327, Août 1993.

HE Baogang, "Democratization: Antidemocratic and Democratic Elements in the Political Culture of China", Australian Journal of Political Science, XXVII:1, mars 1992, p. 120-136.

HERSHKOVITZ, Linda, China's 80 Million: Dimensions of Poverty, Toronto, University of Toronto \ York University Joint Centre for Asia Pacific Studies, septembre 1994.

HERSHKOVITZ, Linda, Regional Change in China: The Urban Dimension, Toronto, University of Toronto \ York University Joint Centre for Asia Pacific Studies, septembre 1994.

HERSHKOVITZ, Linda, Towards the Future: Trends and Issues for Women in China, présentation à l'intention des consultations de l'Agence canadienne de développement international sur le programme de la Chine, novembre 1993.

HU Ping, et HAN Jining, "Democratic roll of honour", Index on Censorship, XXI:8, septembre 1992, p.28.

HUNTINGTON, Samuel P., The Third Wave: Democratization in the Late Twentieth Century, Norman (Oklahoma), University of Oklahoma Press, 1991.

JENCKS, Harlan, "Civil-Military Relations in China: Tiananmen and After", Problems of Communism, No.40, mai-juin 1991, p.14-29.

LAQUIAN, Aprodicion A., Population Trends, Urbanization Patterns and Socioeconomic Development in the P.R.C., non publié, Préparé à l'intention de l'Agence canadienne de développement international, novembre 1993.

LAVERGNE, Stephen, China 2000: The Nature of Growth and Canada's Economic Interests, Ottawa, Ministère des Affaires étrangères et du commerce extérieur, Policy Paper No. 94/10, avril 1994.

- LIN, Jing, The Opening of the Chinese Mind: Democratic Changes in China Since 1978, Westport (CT), Praeger, 1994.
- MA, Shu-Yun, "The Chinese Discourse on Civil Society", The China Quarterly, No.137, mars 1994, 15-28.
- MacFARQUHAR, Roderick (sous la dir. de), The Politics of China 1949-1989, Cambridge (G.B.), Cambridge University Press, 1993.
- MANSON, T. David, "Modernization and its Discontents Revisited: The Political Economy of Urban Unrest in the P.R.C.", Journal of Politics, LVI:2, mai 1994, p.460.
- NATHAN, Andrew J., China's Crisis: Dilemmas of Reform and Prospects for Democracy, New-York, Columbia University Press, 1990.
- NATHAN, Andrew J., Chinese Democracy, New-York, Knopf, 1985.
- NATHAN, Andrew J., "Human Rights in Chinese Foreign Policy", The China Quarterly, No.139, septembre 1994, p. 622-643.
- NATHAN, Andrew J., "China's Path from Communism", Journal of Democracy, IV:2, Avril 1993, p.30-42.
- NATHAN, Andrew J. et Tianjin SHI, "Cultural Requisites for Democracy in China: Some Findings from a Survey", Daedalus, 22, printemps 1993.
- NATHAN, Andrew J., "Tiananmen and the cosmos: What Chinese democrats mean by democracy", New Republic, CCV:5, 29 juillet 1991, p. 31-36.
- NATHAN, Andrew J., "Chinese Democracy in 1989: Continuity and Change", Problems of Communism, No.38, sept.-oct. 1989, p.16-29.
- OGDEN, Suzanne, China's Unresolved Issues: Politics, Development and Culture, Englewood Cliffs (New Jersey), Prentice Hall, 1989.
- PARRIS, Kristen, "Local Initiatives and National Reform: The Wenzhou Model of Development", The China Quarterly, No.134, juin 1993, p. 242-263.
- PETRACA, Mark P. et MONG Xiong, "The Concept of Chinese Neo-authoritarianism: An Exploration and Democratic Critique", Asian Survey, XXX:11, novembre 1990, p. 1099-1117.
- Programme de développement des Nations-Unies, Rapport sur le développement humain, New York, Oxford University Press, 1994.

PYE, Lucian, The Mandarins and the Cadre: China's Political Culture, Michigan, University of Michigan, 1988.

ROBERT, Pierre, "China and Human Rights", China News Analysis, No.1518, 15 septembre 1994.

ROSEN, Stanley, "Chinese Students in the Nineties Adjusting to the Market", China News Analysis, No. 1515-1516, 1-15 août 1995, p. 1-15.

ROSENBAUM, Arthur Lewis (sous la dir. de), State and Society in China: The Consequences of Reform, Boulder (Colorado), Westview Press, 1992.

RUESCHEMEYER, Dietrich, Evelyn HUBER STEPHENS, et John D. STEPHENS, Capitalist Development and Democracy, Chicago, University of Chicago Press, 1992.

SABIN, Lora, "New bosses in the Worker's State: The Growth of Non-State Sector Employment in China", China Quarterly, No.140, décembre 1994, p. 944-970.

SANDSCHNEIDER, Eberhard, "A Janus-Faced Army? The Military and Reform Policies in the PRC", dans Gordon WHITE (sous la dir. de), The Chinese State in the Era of Economic Reform: The Road to Crisis, Armonk (N.Y.), M.E.Sharpe, 1991.

SCOBELL, Andrew, "Why the People's Army Fired on the People", dans DES FORGES, Roger V. *et al.* (sous la dir. de), Chinese Democracy and the Crisis of 1989: Chinese and American Reflections, New-York, State University of New York Press, 1993, p. 191-222.

SHAMBAUGH, David, "Losing Control: The Erosion of State Authority in China", Current History, XCII:575, septembre 1993, p.253-259.

SHAMBAUGH, David, "The Soldier and the State in China: The Political Work System in the PLA", The China Quarterly, No.127, septembre 1991, p. 527-568.

SHIN, Doh Chull, "On the Third Wave of Democratization: A Synthesis and Evaluation of Recent Theory and Research", World Politics, XLVII:10, 1994, p. 135-170.

SMIL, Vaclav, "How Rich is China?", Current History, septembre 1993, p.265-269.

SU Shaozi, "Problems of Democratic Reform in China", dans The Politics of Democratization: Generalizing East Asian Experiences, sous la dir. de Edward FRIEDMAN, San Fransisco, Westview Press, 1994.

SWAINE, Michael D., The Military and Political Succession in China: Leadership Institutions Beliefs, Santa Monica, Rand, 1992.

TSENG, H.J., "Peasant, State and Democracy: The Chinese Case", Issues and Studies, XXIX:4, avril 1993, p. 34-50.

TSENG, W. *et al.*, Economic Reform in China: A New Phase, Washington, International Monetary Fund, Occasional Paper No.114, novembre 1994.

WALDER, Andrew G., "The Political Sociology of the Beijing Upheaval of 1989", Problems of Communism, No.38, Sept.-Oct. 1989, p. 30-40.

WHITE, Gordon, Riding the Tiger: The Politics of Economic Reform in Post-Mao China, Londres, Macmillan, 1993.

WHITE, Gordon (sous la dir. de), The Chinese State in the Era of Economic Reform: The Road to Crisis, Armonk (N.Y.), M.E.Sharpe, 1991.

WHITE, Gordon, "Democratization and Economic Reform in China", The Australian Journal of Chinese Affairs, 31, Janvier 1994, p.73-92.

WHITE, Gordon, "Prospects for Civil Society in China: A Case Study of Xiaoshan City", The Australian Journal of Chinese Affairs, No.29, janvier 1993, p. 63-87.

WHYTE, Martin King, "Prospects for Democratization in China", Problems of Communism, XLII:3, mai-juin 1992, p. 58-70.

World Bank, China: Updating Economic Memorandum: Managing Rapid Growth and Transition, Washington, 1993.

YUSUF, Shahid, China: The Achievement and Challenges of Price Reform, Washington, World Bank, 1992.

ZHU, Jianhua et Stanley ROSEN, "From Discontent to Protest: Individual-Level Causes of the 1989 Pro-Democracy Movement in China", International Journal of Public Opinion Research, V:3, automne 1993, p. 234-249.

ZHU, Jianhua, Xinshu ZHAO et Hairong LI, "Public Political Consciousness in China: an Empirical Profile", Asian Survey, XXX:10, octobre 1990, p.992-1006.